



Abbayes laïques et domenjadures : l'habitat aristocratique en haut Béarn

Anne Berdoy

► To cite this version:

Anne Berdoy. Abbayes laïques et domenjadures : l'habitat aristocratique en haut Béarn. Résidences aristocratiques, résidences du pouvoir entre Loire et Pyrénées, Xe-XVe siècles, Actes du colloque de Pau, 3-5 octobre 2002,, 2002, Pau, France. pp.65-103. halshs-01198367

HAL Id: halshs-01198367

<https://shs.hal.science/halshs-01198367>

Submitted on 11 Sep 2015

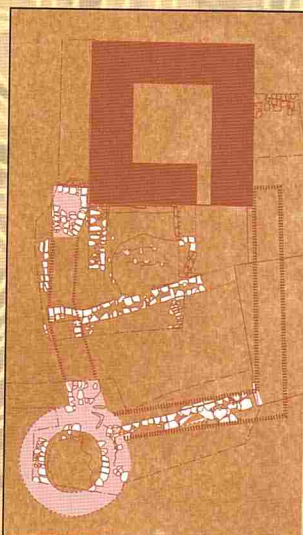
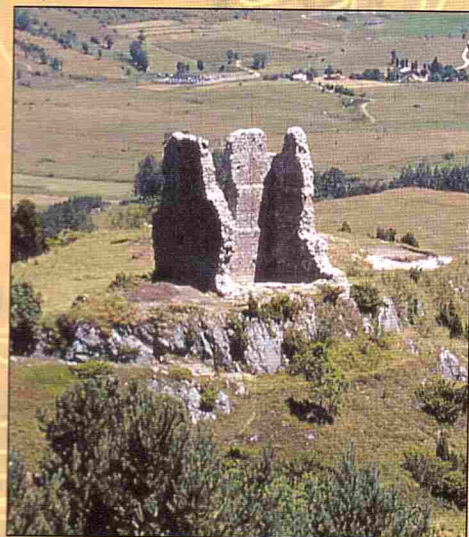
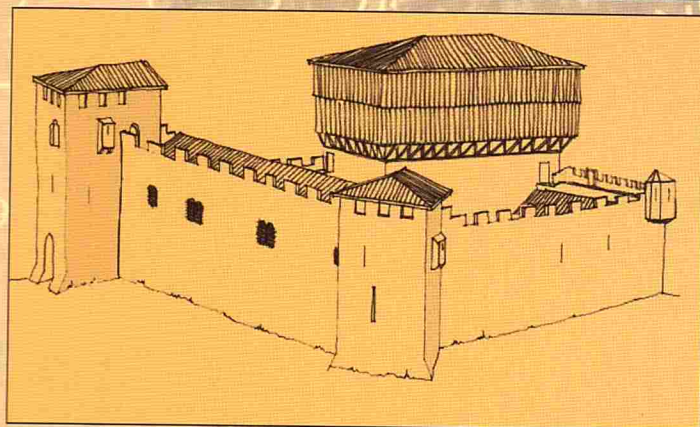
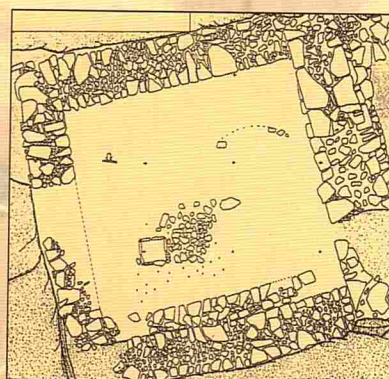
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RÉSIDENCES ARISTOCRATIQUES, RÉSIDENCES DU POUVOIR ENTRE LOIRE ET PYRÉNÉES

X^e - XV^e siècles

Actes du colloque de Pau
3-5 octobre 2002



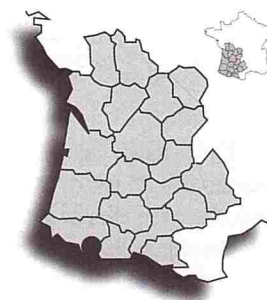
Archéologie du Midi Médiéval
Supplément n° 4

CENTRE D'ARCHÉOLOGIE MÉDIÉVALE DU LANGUEDOC

Publié avec le concours du Ministère de la Culture et de la Communication,
Direction régionale des affaires culturelles d'Aquitaine, Service régional de l'archéologie,
de la Région Poitou-Charentes, de la Région Limousin, du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques

Anne Berdoy

A.T.E.R. Université de Pau et des Pays de l'Adour
G.R.A (Pau), J.E. 2245



Abbayes laïques et domenjadures : l'habitat aristocratique en haut Béarn

Mots clés

Pyrénées occidentales
Béarn
Moyen Age
aristocratie

Résumé

Dans le cadre d'une étude portant sur l'aristocratie médiévale dans un secteur des Pyrénées occidentales – la partie montagnarde du Béarn –, les données recueillies, tant par le biais des sources écrites que sur le terrain, permettent d'approcher la place occupée par la noblesse au sein d'une société réputée pour l'importance du fait communautaire. En fait, la présence aristocratique n'a pas été aussi tardive et superficielle qu'il semblait jusqu'ici. A une première génération, représentée dans chaque village par des abbés laïques, sont venus s'ajouter, partout ou presque, les seigneurs de l'époque féodale. Leurs droits, autant que l'on puisse l'entrevoir au fil d'une documentation souvent tardive et lacunaire, n'ont pas toujours été négligeables ; ils ont, en revanche, été rapidement effacés à la faveur, semble-t-il, de la montée en puissance des communautés villageoises.

Abstract

In the context of a study of medieval aristocracy in a sector of the western Pyrenees—the mountainous zone of the Béarn—the data collected from written sources and fieldwork allow us to better understand of the role of the nobility in a society known for the importance of the community. In fact, the aristocratic presence was not as late or superficial as it appeared until now. A first generation, represented in each village by secular abbots, was joined nearly everywhere by lords of the feudal period. Their rights, as can be determined based on often late or incomplete documentation, was not always negligible: on the other hand, it seems that they were rapidly eliminated by the rising power of village communities.

D'est en ouest, Ossau, Aspe et Barétous sont les trois vallées pyrénéennes correspondant à la partie montagnarde du Béarn (fig. 1)¹. Si toutes relevaient de l'évêché d'Oloron, les deux premières formaient, au XIVe siècle, des bailliages distincts (comptant respectivement 26 et

13 communautés) quand la dernière était englobée dans celui d'Oloron. Ses six localités étaient cependant distinguées dans le dénombrement de 1385 comme appartenant à l'entité du *Baratoos*.

LE MYTHE DES RÉPUBLIQUES MONTAGNARDES

L'importance du fait communautaire dans ces trois vallées a maintes fois été mis en exergue. Il n'est que de considérer les fors – dont chacune d'elles fut dotée au XIIIe siècle – pour noter le poids que pouvait représenter la communauté "valléenne" vis-à-vis du pouvoir vicomtal. Il suffit également de se référer aux cartulaires de la vallée d'Ossau pour mesurer combien l'*Universitat* a joué un rôle de tout premier plan dans la vie ossaloise.

Si, pour sa part, la vallée d'Aspe n'a malheureusement pas conservé ses archives médiévales², ses habitants se chargèrent, au XVIIe siècle, de compiler "*lous privileges, franquesses et libertats donnats et*

autrements aux vesins, manans et habitants de la montagne et val d'Aspe per lous seignours de Bearn"³. A cette même époque, le syndic des Aspois affirmait que "lesdits habitants, qui composoient sans doute originairement une petite république, [ne] c'étoient soumis au seigneur de Béarn que sous cette condition qu'il les maintiendrait dans leurs anciens droits"⁴. Cette idée fut reprise, à la fin du XVIIIe siècle, par J.-B. Palassou : la vallée d'Aspe était "anciennement une république sous la protection des princes de Béarn. Jamais la féodalité ni le fisc n'y ont été introduits". Et celui-ci de parler encore "d'institutions républicaines maintenues jusqu'à la Révolution"⁵.

Nombre d'auteurs ont propagé cette assertion, à l'image d'Alfred Cadier écrivant, à la fin du XIXe siècle, que "la féodalité n'eut aucune prise dans la vallée bien qu'on y mentionne trois maisons nobles (...)"⁶. Rares sont ceux qui, à l'instar de Victor Dubarat, s'interrogent sur "un des plus difficiles problèmes de notre histoire locale" : "originellement, la vallée d'Aspe fut-elle une république ? Quoi qu'on en ait dit, cela n'est pas probable et une étude sérieuse exhumerait assurément des textes qui prouveront la souveraineté des vicomtes de Béarn sur ce pays"⁷.

Si la notion de "république montagnarde" – également appliquée au Barétous et à l'Ossau – n'est plus guère acceptée par les historiens actuels, demeure toutefois l'affirmation d'espaces dominés par de puissantes communautés villageoises où la féodalisation n'a été que tardive et superficielle. L'absence (supposée) de mottes – à une exception près : Castet – a maintes fois été soulignée, tout comme l'ont été la faiblesse numérique et le peu de poids de la noblesse de ce secteur.

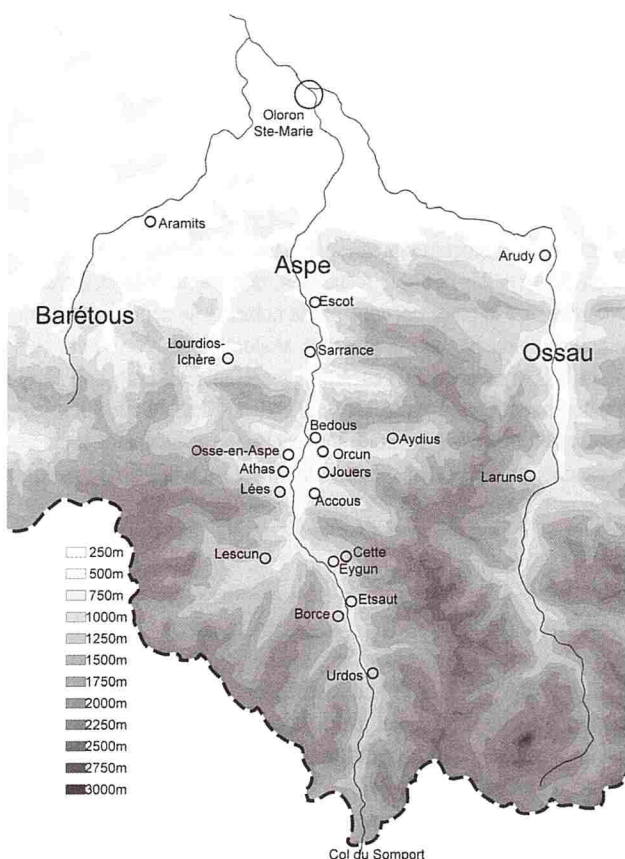


Fig. 1. - Situation des vallées d'Ossau, d'Aspe et de Barétous.
Dessin J.-F. Pichonneau.

1. Merci à J.-F. Pichonneau (SRA Aquitaine) pour sa contribution aux figures.
2. Disparues au XIVe siècle dans l'incendie du prieuré de Saint-Jean de Laxé (*Seguense*... 1694, p. 3-4).
3. *Seguense*... 1694.
4. Archives Départementales des Pyrénées Atlantiques (ADPA), E 2175.
5. Palassou 1828, p. X.
6. Cadier 1892, p. 48 ; «(...) mais ces seigneurs ne furent que de simples *domengiers* ou possesseurs d'un *domecq* donnant droit à la noblesse mais n'ayant aucun droit de justice et devant contribuer comme les autres habitants aux tailles et aux donations».
7. Dubarat 1892, p. 275.

IDENTIFIER LES VESTIGES DE L'HABITAT ARISTOCRATIQUE

Réalisée dans le cadre d'une prospection programmée⁸, l'enquête systématique entreprise à l'échelle de chaque paroisse vise à passer outre le constat d'impuissance imputable à l'extrême rareté des archives antérieures au XIVe siècle et à la pauvreté de celles de la fin du Moyen Âge. Cette lacune documentaire a jusqu'ici paralysé la recherche sur la question.

Les prospections s'attachent à étudier les maisons fortes conservées en élévation, à rechercher les mottes mais également à identifier les édifices ou les structures disparues. Elles portent leurs fruits, notamment parce qu'elles sont alliées au dépouillement d'archives sur une longue période et ce, afin de procéder de façon régressive. La documentation médiévale s'avère n'être pas si muette que cela sur la question aristocratique. Nombre de mentions intéressantes le sujet ont été relevées dans les cartulaires, le recueil des Fors de Béarn, le dénombrement des feux de la vicomté de Béarn en 1385, les hommages rendus à Gaston Fébus, etc. Les archives modernes fournissent quant à elles les indispensables rôles d'hommages et aveux et dénombrements (pratique instaurée en 1538 seulement en Béarn).

Au-delà de l'identification des sites, les habitats aristocratiques sont étudiés en prenant en compte le statut de leurs possesseurs. Ainsi, château, mottes et maisons fortes peuvent-ils être progressivement inscrits dans un réseau reflétant la hiérarchie de la noblesse béarnaise : vicomte, seigneurs de village, *domengiers* et abbés laïques ont eu leur place en Ossau, Aspe et Barétous.

L'enquête n'est pas achevée, ce qui me conduit à privilégier la vallée d'Aspe dans la présente contribution. La prospection et les

dépouillements d'archives y sont terminés et peuvent donner lieu à une synthèse à l'échelle de l'ensemble historiquement et géographiquement cohérent que constituait cette vallée. Je ne me priverai toutefois pas des enseignements tirés de cas ossalois lorsque nécessaire.

Cette synthèse s'attache tout d'abord à l'épineux problème des abbayes laïques avant de prendre en considération l'aristocratie féodale. Il s'agit avant tout d'évaluer l'importance numérique de l'aristocratie aspoise et d'appréhender le rôle qu'elle a pu avoir du point de vue de l'occupation du sol. Ces angles d'approche impliquent la nécessaire prise en compte de la dimension chronologique du phénomène (émergence, évolution), sachant que notre vision est en partie brouillée par la documentation qui donne à voir des situations ayant déjà subi des modifications. Ils demandent également à ce que soient pris en compte le tissu paroissial et le tissu villageois en s'interrogeant, pour ce dernier, sur sa morphologie (éléments structurants, évolution de l'habitat⁹).

Cette synthèse est suivie de notices qui constituent autant de pièces justificatives. En remontant la vallée, chacune des localités aspoises ayant connu une implantation aristocratique est prise en compte. Les grandes lignes de l'histoire des abbés laïques et des seigneurs de tel ou tel lieu sont exposées. La localisation des habitats est systématiquement précisée en rapportant, lorsque cela est possible, les données des aveux et dénombrements à celles des cadastres du XIXe siècle. Plusieurs maisons fortes ont déjà fait l'objet d'une publication par ailleurs¹⁰, aussi leur description est-elle ici sommaire. D'autres en revanche demeuraient inédites (Orcun, Jouers, Cette) pour lesquelles les notices ont été plus détaillées.

LES ABBAYES LAÏQUES (fig. 2)

Abbaye laïque. L'association de ces deux termes paraît étrange à toute personne peu au fait de cette spécificité de l'histoire médiévale des Pyrénées occidentales. Il a longtemps fallu se contenter de la définition donnée par Pierre de Marca, auteur d'une *Histoire de Béarn* publiée en 1640¹¹. Bien que réfutée point par point par Robert Le Blant¹², cette définition n'en contient pas moins trois "marqueurs" qui, réunis, permettent de définir en quelques mots l'institution qu'est l'abbaye laïque, propriété de l'*abbat laï* ou abbé laïque. Dans l'absolu, celui-ci possède une maison (l'abbaye laïque, maison abbatiale ou *abadie*), perçoit la dîme, est patron de l'église paroissiale et a, de ce fait, droit à divers honneurs et préséances lors de cérémonies, dans et hors du lieu de culte. Si toutes les abbayes laïques ne sont pas nobles à l'époque moderne (7 sur 12 en Aspe ont un droit d'entrée aux États de Béarn¹³), elle ont, au Moyen Âge, tenu une place à la tête des casaux qui amène à les assimiler à ce qui pourrait être qualifié d'aristocratie pré-féodale¹⁴. Elles ont, à ce titre, toute leur place dans cette étude.

Les historiens contemporains sont peu nombreux à s'être penchés sur la question et ils se sont de plus heurtés à un obstacle majeur : si l'origine de cette institution est sans doute à rechercher à l'époque carolingienne, elle se heurte aux lacunes documentaires qui caractérisent l'aire de répartition de abbayes laïques. De plus, Benoît Cursente a récemment souligné que lorsque les premières sources conservées (les cartulaires du XIe siècle) donnent à voir des abbés laïques, l'institution est déjà affectée par des mutations qui,

allant de pair avec celles de la société d'alors, vont se poursuivre jusqu'au XIIIe siècle au moins¹⁵. Il faut de plus garder à l'esprit que les abbayes laïques (et en particulier les droits qui y sont attachés) sont essentiellement perceptibles par le biais des archives modernes. Or, là encore, le temps a fait son œuvre et des bouleversements parfois importants sont intervenus, tant au Moyen Âge que durant les siècles suivants. Ainsi en va-t-il du dédoublement de certaines abbayes laïques (phénomène perceptible dans le dénombrement de 1385) : certains villages abritent deux *abadies* (distinguées par un qualificatif : *debat* ou *dessus*, *daban* ou *darré*) dont l'une conserve néanmoins, en tant qu'abbaye laïque primitive, la prééminence sur l'autre.

8. Opération subventionnée par le Ministère de la Culture et le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

9. L'évolution de l'habitat de chaque village a été étudiée de façon régressive, maison par maison. Il est impossible de présenter ici l'ensemble de ce travail mais on trouvera une illustration de la méthode utilisée (appliquée à Bedous) dans Berdoy 2004.

10. Maisons fortes situées à Borce, Etsaut, Eygun, Lescun et Osse dans Berdoy 2003.

11. Marca 1894, I, p. 158-159.

12. Le Blant 1940, p. 14-17.

13. Accous, Athas, Bedous, Cette, Lescun, Orcun et Osse.

14. Cf. Cursente 1998, p. 86 et 126.

15. Cursente 2004, p. 289-291.

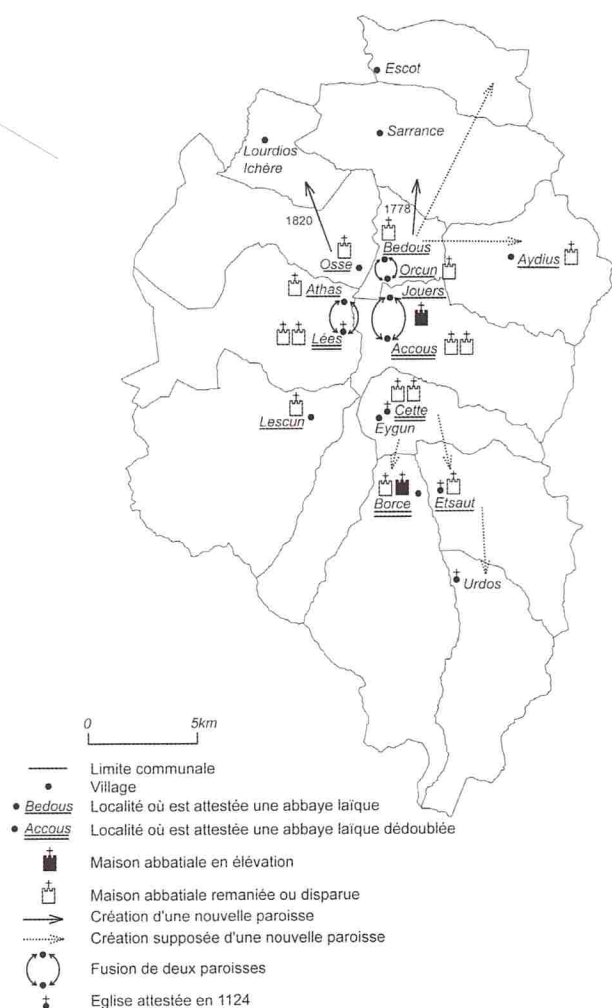


Fig. 2. - Les abbayes laïques et le tissu paroissial.
Dessin J.-F. Pichonneau.

La question de l'origine des abbayes laïques est loin d'être tranchée et si le récent article de B. Cursente – auquel on ne peut que renvoyer – fait le point sur la question avant d'ouvrir de nouvelles perspectives, il souligne également combien seront nécessaires les "patientes études micro-régionales". Voici, à l'échelle d'une vallée, une contribution à ce sujet.

Abbaye laïque et église paroissiale : un couple indissociable

**"J'ai la maison abbatiale confrontant du côté de l'orient
avec l'église paroissiale dudit lieu et cimetière d'icelle"¹⁶**

Si les textes de l'époque médiévale sont totalement muets à ce sujet, la documentation des époques moderne et contemporaine peut en revanche participer à l'identification et à la localisation des *abadies*. Leur place dans la société a été suffisamment importante pour que subsistent leurs toponymes ; les états de sections des cadastres du XIXe siècle sont alors de précieux indicateurs. Les noms de *Labadie*, *Abadie* et *Badie* – ces deux derniers plutôt en vallée d'Ossau quand la forme *Apatie* ou *Patie* est plus répandue en Aspe – sont autant d'indices susceptibles de conduire à l'identification d'anciennes abbayes laïques. Les aveux et dénombrements fournissent par ailleurs des éléments de

localisation. Dans certains cas, la situation de l'*abadie* à proximité de l'église du lieu est immédiatement perceptible. Ainsi, l'abbaye laïque d'Accous confronte-t-elle, entre autres, avec le cimetière (1674), celle de Bedous, "du côté du midi avec l'église Notre-Dame" (1707) ou celle de Lescun avec l'église paroissiale et le cimetière (1674). Les exemples pourraient être multipliés à l'envi.

Souvent cependant, la localisation de l'abbaye laïque demande à être précisée et, dans tous les cas, si possible vérifiée en faisant appel à l'étude de l'habitat de manière, notamment, à bien expliciter les confrants qui n'ont plus de sens aujourd'hui. Prenons quelques exemples : l'abbaye laïque de Lées confrontait, en 1675, d'orient avec la maison et le jardin de *Lembeye*, d'occident avec la maison et le jardin d'*Estagnasier*, de midi avec la rue publique et de septentrion avec la maison et le jardin de *Millette*. Le cadastre de 1837 donnait quant à lui une maison du nom de *Labadie* (face à l'église) et une autre connue sous celui d'*Apatie* (plus haut dans le village). C'est l'étude de l'habitat qui a permis de localiser les trois maisons citées dans les confrants de l'abbaye laïque primitive et, par là même, de l'assimiler à celle appelée *Labadie* (fig. 16).

A Bedous, le problème est d'un autre ordre. L'*abadie* confrontait, au XVIIIe siècle, l'église Notre-Dame. Or l'église paroissiale était alors dédiée, comme de nos jours, à saint Michel. Le recours à la toponymie s'est avéré indispensable, tant pour situer l'église disparue que les maisons citées dans les confrants de l'abbaye laïque (fig. 5).

Même dans des cas apparemment évidents, une vérification s'impose toujours. La belle maison médiévale *Gayrosse* à Osse (fig. 14) –, désignée sous ce nom, aujourd'hui comme dans l'état de sections de 1837 – est dite "*Labadie* de Gayrosse" ou "maison abbatiale de Gayrosse" dans les documents modernes. Une étude détaillée montre toutefois que la véritable *abadie* (appelée ici *Apatie*) ne correspond pas à cette pseudo abbaye laïque toute désignée, mais à une maison dont il ne reste plus trace aujourd'hui (fig. 13). L'histoire des abbayes laïques est riche en péripéties et vicissitudes et la documentation donne à voir des situations parfois altérées. L'exemple d'Osse est l'illustration d'une confusion qui s'est opérée entre une abbaye laïque et une maison seigneuriale.

A Bedous, on assiste, au XVIIe siècle, à une tentative visant à conférer la qualité noble à la maison de l'un des abbés laïques : en 1682, Jean de Poey déclarait posséder "la maison abbatiale appelée de Poey", ce en quoi il fut débouté quelques années plus tard lors de la vérification de son dénombrement. Tenu ici en échec, le transport de noblesse fut en revanche effectif à Orcun où l'abbaye laïque était assise, à l'époque moderne, sur la maison *Minvielle* située au cœur du village et non plus sur celle qui, jouxtant l'église, est encore connue de nos jours comme la maison *Apatie* (fig. 7).

L'étude menée village par village a permis de recenser douze abbayes laïques en vallée d'Aspe qui correspondent à seize maisons abbatiales compte tenu de phénomènes de dédoublement (à Accous, Borce, Cette et Lées). Treize d'entre elles ont pu être localisées alors que celles d'Accous (*Abadie susan*), d'Aydius et d'Etsaut, trop tôt disparues, n'ont laissé aucune trace dans les aveux et dénombrements non plus que dans la toponymie.

Concernant les *abadies* dont l'emplacement a pu être déterminé, quatre ont aujourd'hui disparu (Accous – *Abadie jusan* –, Athas, Osse

16. Dénombrement de Jacob de Florence, abbé laïque de Lescun, 1674.

et Borce – *Apatie dessus*). Cinq autres, en élévation, sont “illisibles” dans la mesure où l’enduit qui recouvre leurs murs empêche de savoir s’il subsiste ou non de ces édifices une part de bâti médiéval (Bedous, Cette – *Apatie Dabant* –, Léas – les deux *abadies* – et Lescun). Un état de construction médiéval est enfin perceptible pour quatre autres abbayes laïques demeurées en élévation. A Cette (fig. 19), Jouers et Orcun, des ajouts et des reconstructions, masquent en partie les édifices construits au Moyen Age. A Borce en revanche, bien qu’amputée de sa salle, la maison abbatiale *Apatie dejus* est conservée sous la forme d’une belle tour médiévale attribuable au début du XIII^e siècle (fig. 25). Cette architecture de pierre qui a traversé les siècles ne doit pas occulter d’autres formes de construction plus fragiles : l’*Abadie Debat* de Laruns (vallée d’Ossau) était, au Moyen Age, “une maison edificade de peyre et de fuste”¹⁷, cas de figure qui devait également exister en Aspe.

Ces abbayes laïques sont une des composantes d’un ensemble de maisons fortes aspoises et ossaloises et rien ne les distingue, architecturalement parlant, de maisons relevant d’autres catégories de l’aristocratie béarnaise. De construction soignée, dotées d’une tour ou en forme de tour, ces demeures exprimaient, dans leur architecture même, le statut de leurs possesseurs qui occupaient une place à part dans la communauté villageoise.

“Je suis seigneur gros dîmier”¹⁸

La maison abbatiale est l’élément qui a connu le plus de stabilité en dépit des quelques exceptions évoquées. Il n’en va pas de même pour la perception de la dîme – et le droit de patronage – qui ont subi des démembrements successifs, par le biais de ventes notamment. Nombreux sont, à l’époque moderne, les abbés laïques “en leur partie”, selon la formule en usage, qui se partageaient, qui la maison abbatiale et une partie de la dîme (1/2, 1/4 voire 1/6), qui le patronage et une autre part de la dîme. Les aveux et dénombrements donnent tous ou presque à voir ce genre de division et rares sont ceux qui, à l’image de l’abbé laïque de Cette, peuvent se prévaloir d’être seul seigneur gros dîmier. Dans le cadre des notices, je me suis attachée à distinguer, lorsque la documentation le permettait, les différentes parts de dîme en jeu afin de parvenir à démêler, autant que faire se pouvait, les situations embrouillées de l’époque moderne. Ces dernières reflètent un processus engagé dès le Moyen Age où les abbés laïques ont, d’une part, été en concurrence avec certains membres de l’aristocratie féodale (cf. ci-après) et où, d’autre part, l’Eglise a contribué aux démembrements évoqués. Parmi les documents sur lesquels j’ai pu m’appuyer, ceux qui éclairent ce dernier point sont également les seuls qui attestent, pour l’époque médiévale, la réalité de la possession de dîmes par des abbés laïques.

L’évêché et le chapitre d’Oloron disposaient en effet souvent de parts de dîmes parfois revenues dans le giron de l’Eglise dès le Moyen Age. L’abbé laïque de Jouers engagea son abbaye laïque au chapitre dans le courant du XV^e siècle, sans doute parce qu’il devait faire face à des difficultés financières. Il en allait probablement de même des nombreux *abbats* qui, à la fin du XIII^e ou au début du XIV^e siècle, furent contraints d’engager ou de vendre leur dîme à l’évêque d’Oloron, Gaillard de Ledeuix (1289-1308), qui en disposa dans son testament¹⁹. Ce fut notamment le cas de ceux d’Arette en Barétous, de Bedous et d’Accous en Aspe et d’Arudy en Ossau. Ces biens ne furent pas toujours dégagés comme l’abbaye laïque de Jouers : en 1727 encore, l’évêque et le chapitre d’Oloron prêtaient ainsi hommage pour une portion de la dîme d’Arudy et l’évêque seul faisait de même pour “l’abbaye et dixme de Louvie-Soubiron”²⁰.

Outre de tels achats ou engagements, des dons sont également envisageables. Je n’en ai toutefois pas retrouvé trace à ce jour.

“J’ai droit de présentation à la cure dudit lieu comme patron”²¹

Sur ce point, la documentation médiévale fait une fois de plus défaut. Tout au plus ai-je relevé, dans les pièces justificatives fournies par l’abbé laïque d’Iseste (Ossau) lors de la remise de son dénombrement en 1683, l’existence d’un “titre de la cure sur la présentation du sieur Guillem d’Abbadie, patron, en faveur de Bernard d’Abbadie” en date de 1476²².

Si ce droit de présentation est systématiquement dénombré à l’époque moderne, les situations peuvent être diverses. Le fait ne semble poser aucun problème à Cette, Léas, Athas ou Orcun par exemple, où les abbés laïques disposent de la faculté de présenter à la cure (“dans les quatre mois de la vacance du bénéfice” précise celui de Cette). Mais il n’en va pas toujours de même. Jouers, à l’époque moderne, a perdu son statut de paroisse et dépend de celle d’Accous. L’abbé laïque du lieu se prévaut tout de même du droit de présentation en 1682, droit qui lui est contesté par le curé et l’abbé laïque d’Accous. Fort de cette expérience, un de ses successeurs, qui fournit son dénombrement en 1745, précise pour sa part que “s’il arrivait que la cure de Joers, unie à celle d’Accous, vinsent à estre désunies, en ladite qualité d’abbé, je nomerois à la cure dudit lieu de Joers”.

Pour diverses raisons, le droit de présentation peut être exercé alternativement. A Accous, le patronage est partagé entre l’abbé laïque et l’abbé de Saint-Jean de la Castelle et Sarrance. Dans plusieurs autres cas (Bedous, Osse, Lescun), l’abbé laïque présente à la cure en alternance avec le seigneur du lieu.

Les abbés laïques déclarent bien souvent posséder “les honneurs et préséances dans l’église” mais rares sont ceux qui détaillent la nature exacte de ces droits qui découlent de celui de patronage. Le dénombrement que fit, en 1683, l’abbé d’Iseste en vallée d’Ossau, est d’autant plus précieux à cet égard²³. “J’ai droit de banc et sépulture pour moi et pour ma famille dans le chœur de ladite église Saint-Etienne, exclusivement à tout autre et sans qu’autre que moi ait droit d’y mettre aucun banc” (article 3). “Item, j’ai droit en ladite qualité de prendre avec femme et enfants, à l’exclusion de tout autre, le premier rang, tant dedans que dehors ladite église, en toutes les processions et cérémonies d’icelle, de quelle nature qu’elles soient, de porter le poêle, d’aller le premier à l’offrande, au baisement de la paix, de prendre le pain bénit et d’avoir la recommandation pour moi et pour ma famille au prône de ladite église, de prendre le cierge pascal ou flambeau de la main du sieur curé de ladite église paroissiale et allumer immédiatement après lui en procession le feu qu’on accoutume de faire dans le lieu toutes les veilles du jour de la fête de la Saint-Jean, de litres et faire des ceintures sur les alentours de ladite église et enfin de jouir noblement de tous les droits, honneurs, préséances, prééminences et prérogatives généralement quelconques attachées au droit de patron, tant dedans que dehors de ladite église” (article 4).

17. ADPA, B 850.

18. Dénombrement d’Arnaud de Seney, abbé laïque de Cette, 1675.

19. Menjoullet 1864, I, p. 500-501.

20. ADPA, B 5595.

21. Dénombrement de Bertran d’Appatie, abbé laïque de Jouers, 1682.

22. ADPA, B 663, f^o 148 et sq.

23. *Ibid.*

Le lien indissociable qui existait entre abbaye laïque et église paroissiale s'exprime d'abord d'un point de vue topographique. La maison abbatiale était toujours située à proximité du lieu de culte, parfois au point d'y être accolée (Borce, Cette, Lescun) ou simplement séparée de celui-ci par une rue (Accous, Jouers, Léas, Osse). Cette "règle" intangible permet d'envisager la situation d'*abadies* qui n'ont pu être localisées avec précision à l'image de celle d'Etsaut. Les cas de figure qui s'écartent de ce schéma ne sont, à coup sûr, que le reflet de mutations qu'une étude minutieuse permet généralement d'expliquer (cf. le déplacement à Orcun ou le dédoublement à Léas par exemple).

Cette étroite relation – qui se traduit également par la possession de la dîme et le patronage – conduit à formuler l'affirmation selon laquelle il n'y a pas d'abbaye laïque sans église paroissiale. Partant de ce constat, il est alors possible d'identifier d'anciennes églises paroissiales à l'image de ce qui a pu être fait à Bedous pour l'église Notre-Dame. De même, la présence d'abbayes laïques à Jouers, Orcun ou Athas amène à mettre en évidence le statut de paroisse de ces localités qui l'ont perdu dans le courant du Moyen Âge. Et même lorsque ni la paroisse ni l'église n'existent plus, la force de ce lien demeure. C'est ce qu'exprime l'abbé laïque de Geteu (vallée d'Ossau) en 1770 : il "possède le juspatronat à la cure dudit lieu de Geteu avec les honneurs qui en dépendent, se réservant d'en faire usage au cas où il y soit bâti une église n'y existant point depuis longtemps, les habitants étant administrés par le sieur curé de Laruns, baptisés et enterrés dans sa paroisse" ²⁴.

Réseau paroissial et abbayes laïques : un maillage très dense

Le dénombrement de 1385 recense, en vallée d'Aspe, 13 communautés : Accous, Aydius, Bedous, Borce, Cette, Escot, Etsaut, Jouers, Léas, Lescun, Orcun, Osse et Urdos. Il n'y a pas lieu d'engager ici la discussion sur le statut exact, à cette date, de ces communautés qui, pour simplifier, correspondent à autant de paroisses ou d'anciennes paroisses ²⁵.

Sur un total de 14 paroisses (y compris celle d'Athas, qui n'apparaît pas nommément dans le dénombrement mais dont les maisons sont comptabilisées avec celles de Léas), 12 (soit 86 %) ont abrité une abbaye laïque (fig. 2). Seules les localités d'Escot et d'Urdos n'ont apparemment pas été concernées par le phénomène. Le fait ne surprend guère dans le premier cas puisque Escot semble être une paroisse apparue très tardivement, peut-être au cours du XIV^e siècle ²⁶. Des lacunes documentaires peuvent en revanche toujours être invoquées dans le second cas mais je pense pour ma part qu'Urdos est un village apparu plus tardivement que les autres ²⁷, peut-être en relation avec une implantation aristocratique (cf. ci-après) ²⁸.

L'importance numérique des abbayes laïques par rapport au nombre de communautés est donc flagrante et les chiffres obtenus pour la vallée d'Aspe ne se distinguent guère de ceux que l'on observe en Barétous (5 abbayes laïques pour 6 communautés, soit 83 %) et en Ossau (20 abbayes laïques pour 26 communautés, soit 77 %) ²⁹. Au regard des études disponibles, les comparaisons avec le reste du Béarn donnent respectivement 64 % (7 abbayes laïques pour 11 communautés) dans le bailliage d'Oloron ³⁰ et 58 % (38 abbayes laïques pour 66 communautés) dans celui de Lembeye ³¹. Cette plus faible emprise des *abadies* dans le piémont tient certainement à la conjugaison de plusieurs facteurs que les études ultérieures devront

s'attacher à mettre en évidence. Peut-être faut-il d'ores et déjà retenir l'idée d'une zone de montagne où "la compacité des structures anciennes a fait barrage à la triomphante progression des nouvelles formes du peuplement et de la société" ³². Une autre approche consisterait à évaluer la densité des paroisses les plus anciennes. Si l'on admet que celles dotées d'une abbaye laïque représentent la première trame du tissu paroissial, les vallées semblent, de fait, avoir été très densément peuplées ³³, le milieu ne laissant guère ensuite d'espace pour la création de nouveaux pôles de peuplement. Quelle était, dans le piémont, la part des zones de conquête possible au regard des implantations anciennes ? N'est-ce pas cette part d'espace à peupler et à défricher qui a pour partie conditionné la naissance d'une nouvelle génération de paroisses dans lesquelles les abbés laïques de l'époque antérieure n'avaient plus de place ?

Quoi qu'il en soit, il sera dorénavant important, touchant à cette question des abbayes laïques, de clarifier la question chronologique. Et, en l'absence de documentation écrite, cela ne pourra être fait que par le biais de l'archéologie. L'établissement de monographies est un préalable nécessaire au choix des sites à sonder et fouiller. Dans le cadre aspois, c'est l'*abbaye darré* de Cette – accolée à l'église, en partie en élévation et identifiée comme l'abbaye primitive du lieu avant le phénomène du dédoublement – qui est la plus indiquée pour faire l'objet d'une future opération.

24. ADPA, B 5794.

25. Pour s'en tenir à l'exemple d'Orcun où l'existence d'une abbaye laïque témoigne *ipso facto* de celle d'une paroisse, celle-ci a manifestement été assez tôt fondue dans celle de Bedous : en 1247, la liste des jurats de Bedous nommés par le vicomte de Béarn comprend au moins un représentant de la communauté d'Orcun. Pourtant, en 1385, Bedous et Orcun apparaissent encore comme deux communautés dissociées.

26. A considérer la morphologie du tissu paroissial, une seule et même paroisse devait regrouper, à l'origine, les communes actuelles d'Escot, de Sarrance et de Bedous. Si Sarrance est demeurée une annexe de Bedous jusqu'à une date récente (1778), la naissance d'Escot est en revanche plus ancienne, sans remonter pour autant très haut dans le Moyen Âge. Il est en effet significatif de noter, à la suite de Jacques Dumonteil, qu'aucun habitant d'Escot n'apparaît lors de «l'hommage de Canfranc» de 1154, acte dans lequel les autres localités aspoises sont représentées (Tucoc-Chala 1981, p. 147-148). En outre, Escot ne figure pas non plus dans l'article 15 du For d'Aspe qui récapitule les différentes paroisses de la vallée, article daté par Pierre Ourliac et Monique Gilles du XIII^e siècle (Ourliac, Gilles 1990, p. 541). Les premières mentions du lieu ne datent que de 1305-1306 (Dumonteil 1989, p. 187) et il n'est pas certain, qu'en outre au milieu du XIV^e siècle, la paroisse ait existé. La localité d'Escot n'est effectivement pas citée au moment des cérémonies d'hommage rendu à Gaston Fébus en 1344 et 1346 (Tucoc-Chala 1976, p. 77-78 et p. 110) et ce n'est qu'en 1385 que la réalité de la paroisse d'Escot est attestée : 8 feux y sont alors dénombrés, chiffre qui plaide d'ailleurs en faveur de l'idée d'une «localité encore très embryonnaire» pour reprendre l'idée de J. Dumonteil.

27. Aucune donnée ne permet à ce jour de vérifier l'assertion voulant qu'Urdos soit le *Forum Ligneum* de l'Itinéraire d'Antonin (une autre hypothèse propose d'identifier ce lieu à Lescun).

28. La localisation de l'église, en arrière et donc à l'écart des maisons alignées sur la rue, tend à accréditer l'idée d'un lieu de culte venu se greffer à un habitat préexistant. Au contraire, les villages dotés d'un couple église/abbaye laïque, paraissent s'être développés autour de celui-ci (cf. Osse par exemple).

29. Tant que l'étude exhaustive des paroisses barétounaises et ossaloises n'est pas terminée, ces chiffres doivent être considérés comme susceptibles d'évoluer.

30. D'après Raymond 1873 et les travaux de Bernard Chéronnet dans Bardinet, Legrand 1999 ainsi que ceux de Cécile Chopin Bourguinat (2000).

31. D'après Raymond 1873, Tucac 1989 et Araguas *et al.* 1989.

32. Cursente 1998, p. 290.

33. Idée corroborée par, entre autres, les récents travaux de J. J. Larrea en Navarre, de C. Laliena et Ph. Sénac en Aragon ou de D. Galop sur la partie orientale des Pyrénées.

L'ARISTOCRATIE FÉODALE (fig. 3)

Les mentions concernant l'aristocratie des XIe, XIIe et XIIIe siècle sont peu nombreuses compte tenu de l'état pour le moins lacunaire de la documentation. Pourtant, le dépouillement des quelques cartulaires conservés permet tout de même de relever l'existence d'un certain nombre de seigneurs. Ces occurrences, éparpillées pour la plupart, ne nous fournissent qu'une vision très partielle de la question et il est parfois difficile de rattacher un simple nom aux seigneuries ou maisons nobles documentées plus tardivement. Elles ont cependant le mérite de nous permettre de mettre en évidence le fait aristocratique. Par la suite, à partir du XIVe siècle, les témoignages ne sont guère plus abondants (contrairement à la vallée d'Ossau grâce aux cartulaires puis aux aveux et dénombrements). La présence aristocratique semble avoir connu, en Aspe, un coup d'arrêt au tournant des XIIIe-XIVe siècle, fait dont il sera question plus loin.

Pour une évaluation numérique

Plusieurs des seigneurs aspois nous sont connus par une mention isolée et ne peuvent être rapprochés d'aucune localité. Ils sont souvent cités à titre de témoin, ce qui limite la portée de l'information à l'attestation de l'existence d'une aristocratie aspoise dans l'entourage des vicomtes de Béarn. Ainsi en va-t-il des personnages suivants :

- Arnaud Guillaume d'Aspe, témoin, vers 1078, du testament de Centulle V³⁴. D'après Jean de Jaugain³⁵, ce personnage serait le fils de Guillaume Dat d'Aspe et le neveu de Loup Dat (seigneur de Lescun qui figure en sa compagnie dans cet acte), tous deux mentionnés dans le cartulaire de Saint-Savin (cf. ci-après). Je n'ai retrouvé, à ce jour, aucun élément pouvant accréditer ces liens de parenté ;

- Avarchet d'Aspe, témoin, à la fin du XIe ou au début du XIIe siècle, d'une donation de Gaston IV et de sa femme Talèse en faveur de l'abbaye de Saint-Pé³⁶ ; le même personnage est également témoin d'un acte du même vicomte concernant la ville de Morlaàs³⁷ ;

- Odon d'Aspe cité, avec le précédent, comme témoin d'un acte de Gaston IV en 1101³⁸ ;

- Giraldo de Aspa enfin, apparaît, dans le courant du XIIe siècle, dans un acte du cartulaire de Sainte-Foi³⁹.

En d'autres occasions, les sources écrites permettent d'entrevoir une aristocratie bénéficiant de libéralités vicomtales (Garcie Fort d'Aspe, vassal de Gaston IV, se voit confier vers 1119 une importante propriété en Aragon⁴⁰) ou faisant un don à un établissement monastique à l'instar d'un certain Loup Anser et de son épouse Chuscha⁴¹.

Mentionnons enfin Dat Loup d'Aspe et ses fils, Loup Dat, Aner Dat et Guillaume Dat, connus, à la fin du XIe siècle, par le cartulaire de Saint-Savin⁴². Selon J. de Jaugain, Dat Loup d'Aspe, "viguier d'Aspe", serait le frère de Galin Loup, "viguier d'Ossau". Tous deux seraient les fils de Loup Aner, lui-même bâtard d'Aner Loup, vicomte d'Oloron († peu après 1060)⁴³. J. de Jaugain a suivi Pierre de Marca qui voyait en Dat Loup "le vicaire ou viguier héréditaire d'Aspe, qui résidait dans la vallée, sous le commandement du seigneur de Béarn, auquel vicaire le vieux for d'Aspe attribue deux deniers morlas pour teste de cheval, mulet ou asne qui passent en Espagne"⁴⁴. Si l'article 25 du For d'Aspe est bien consacré à ce sujet, il semble que l'assimilation du viguier avec Dat Loup soit une extrapolation de P. de Marca. Il faut

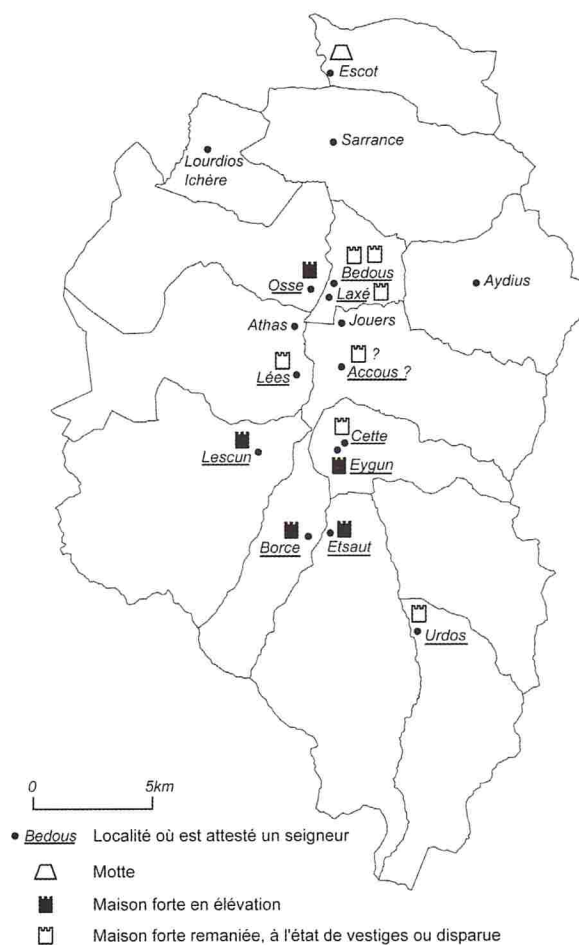


Fig. 3.- L'aristocratie féodale.
Dessin J.-F. Pichonneau.

donc s'en tenir aux informations contenues dans l'acte du cartulaire de Saint-Savin : un duel judiciaire opposa, vers 1078, l'abbé Bernard avec les trois fils de Dat Loup d'Aspe qui furent vaincus. L'un de ceux-ci, Loup Dat, apparaît à la même époque dans le cartulaire de San Juan de la Peña comme seigneur de Lescun (cf. notice).

34. Marca 1894, I, p. 424 (cartulaire de San Juan de la Peña).

35. Jaugain 1898-1902, II, p. 43.

36. Marca 1894, II, p. 126-127 et Balencie 1887, p. 266 (cartulaire de Saint-Pé de Génères).

37. Marca 1894, II, p. 68-69 et Cadier 1883-1884, p. 314 (cartulaire de Sainte-Foi de Morlaàs).

38. *Ibid.*

39. Cadier 1883-1884, p. 340.

40. Laliena Corbera 2000, p. 153.

41. Kiviarju 1991, acte n° 13, p. 26 (cartulaire de Sainte-Christine).

42. Meillon 1920, p. 297.

43. Jaugain 1898-1902, I, p. 169 et II, p. 43.

44. Marca 1894, II, p. 290.

Heureusement, il est généralement possible d'assigner un ancrage géographique aux membres de l'aristocratie aspoise croisés au fil des archives. L'exemple de Loup Dat de Lescun en témoigne et il n'est pas isolé. Il faut pourtant immédiatement nuancer ce propos dans la mesure où il est parfois nécessaire de composer avec des attributions géographiques procédant de déductions. Le cas s'est présenté lors de l'étude du cartulaire de Sainte-Christine. Ce dernier comprend deux actes qui, sur le même sujet, impliquent des Aspois. Le premier émane d'Alphonse le Batailleur qui, entre 1134 et 1136, ordonne aux habitants de la vallée d'Aspe de respecter les droits de pacage de l'hôpital de Sainte-Christine⁴⁵. Son successeur, Ramiro II, est amené à réitérer un rappel à l'ordre du même type en demandant à trois seigneurs – cités nommément – ainsi qu'à tous les nobles aspois, de laisser Sainte-Christine faire paître ses troupeaux sur une estive qu'il avait donnée⁴⁶. Dans ce deuxième acte, l'énumération des noms de trois "barons" suivie d'une formule générique s'adressant aux autres "barons" d'Aspe⁴⁷ n'est pas sans rappeler celle du premier qui cite trois localités aspoises avant de prendre en compte, d'une façon plus générale, le reste de la vallée⁴⁸. Un tel constat, joint à des observations d'ordre patronymique, me conduit à proposer l'identification de "*don Espan*", "*don Tigbald*" et "*don Amaneo*" de l'acte de Ramiro II aux seigneurs des villages de Borce, Léés et Cette cités dans celui d'Alphonse Ier. Cette déduction est corroborée par plusieurs mentions, contemporaines de ces actes, d'un certain Espagnol de Borce ("*don Espan*") et, peut-être, par celles plus tardives (XIIIe siècle), d'un seigneur de la paroisse de Cette dénommé – comme son ancêtre ? – Amanieu.

S'ajoute à cette question de l'origine géographique de ces seigneurs, celle de la nature de leurs droits et de leurs biens. Faut-il généraliser le terme de seigneurie utilisé de façon certaine, en Aspe, à Lescun et à Osse seulement et ce, de plus, à l'époque moderne ? Faut-il parler de *domenjadure* ou de maison noble, dénominations peu satisfaisantes dans la mesure où elles renvoient à une réalité également attestée tardivement par les textes et dont le sens, qui plus est, a varié au fil du temps. La *domenjadure* désignait, au Moyen Âge (XIIe-XIIIe siècles), toute terre noble, qu'elle appartienne à un *caver* ou à un *domenger* selon la définition qu'en ont retenu J.-B. Laborde et P. Lorber⁴⁹. Mais à l'époque moderne, il s'agissait, selon les mots de P. de Marca d'une "maison affranchie sans aucune juridiction", maison aux mains d'un *domenger* (le terme de *caver* n'étant plus employé alors).

P. Tucoc-Chala notait que la distinction entre *caver* et *domenger* (l'un ayant été armé chevalier, l'autre pas ; l'un ayant une juridiction, l'autre pas) tendait à s'estomper au XIVe siècle⁵⁰. P. de Marca avait fait un constat identique, faisant toutefois remonter plus haut dans le temps la confusion qui amenait – singulièrement dans les Fors – à employer le terme de *domenger* pour désigner "toute sorte de nobles", qu'ils aient eu ou non "sujets et juridiction"⁵¹. En fait, il apparaît que si le terme de *caver* peut être synonyme de seigneur juridictionnel, celui de *domenger* ne peut en revanche être réservé, comme il le fut à l'époque moderne, à un personnage qui ne disposait pas de tels droits ; il est, pour l'époque médiévale, à considérer comme un terme générique.

Un exemple qui concerne Osse illustre bien le problème quant à l'utilisation de ces mots (et, partant, les interprétations qui pourraient en être faites) : en 1376, le seigneur du lieu est recensé dans un rôle de l'armée "*armat et a cavag*", ce qui fait de lui un *caver* (tenu au service militaire à cheval). Il est d'ailleurs bien fait mention, en 1382, de ce même seigneur, cette fois clairement qualifié de chevalier. Or, dans le dénombrement de 1385, il est recensé comme... *domenger*.

À l'échelle de la vallée, et pour s'en tenir à une formulation prudente, retenons pour l'heure l'idée de "seigneur de..." comme était par exemple qualifié celui de Laxé au XIIIe siècle (les termes employés sont ceux de *senhor* ou de *dominus*). Ci-contre, sous forme de tableau un état des connaissances (tableau 1).

Pour analyser ces données d'un point de vue numérique, un décompte par paroisse a ici peu de sens. On ne sait par exemple préciser avec certitude de quelle paroisse dépendait Laxé (aujourd'hui sur la commune de Bedous)⁵². D'autre part, deux mentions de seigneurs différents sont respectivement connues à Bedous et à Cette (le lieu d'Eygun faisant partie de cette dernière paroisse, cf. ci-après). Mieux vaut dans ces conditions s'en tenir au constat suivant : ce ne sont pas moins de 11 seigneurs différents qui sont attestés par la documentation médiévale. La haute vallée est concernée au même titre que la basse vallée. Il faut en outre signaler le cas particulier d'Escot qui ne figure pas dans le tableau ci-dessus. Dans cette paroisse apparue selon toute vraisemblance à l'extrême fin du Moyen Âge, une motte a été identifiée, sans pour autant que soit connu de seigneur en ce lieu. Il se peut, si l'on suit les indices fournis par l'article 12 du for d'Aspe, que ce site soit à mettre en relation avec le seigneur de Laxé.

La paroisse d'Aydius d'une part ainsi que les anciennes paroisses d'Athas, d'Orcun et de Jouers n'ont, en revanche, apparemment pas connu d'implantation aristocratique à l'époque féodale.

Des mentions précoces et une histoire fugace

Les dates des premières mentions concernant ces seigneurs montrent que l'émergence d'une aristocratie n'est pas plus tardive en vallée d'Aspe qu'ailleurs. La présence de seigneurs est documentée dès le XIe siècle à Lescun et Eygun (et peut-être à Accous) ; elle l'est au XIIe siècle à Bedous, Laxé, Léés, Osse, Cette, Borce, Etsaut et Urdo par des actes qui renvoient parfois à une réalité antérieure, à l'image de la donation faite à Sainte-Christine en 1124, donation qui concernait des droits détenus depuis plusieurs générations. Les informations relatives aux seigneurs du Domec de Bedous sont plus tardives (fin XIIIe siècle) mais le fait est-il significatif ? J'ai tendance à ne pas le penser dans la mesure où c'est justement à cette époque que l'emprise aristocratique semble marquer le pas.

Si les origines de cette aristocratie sont condamnées à rester dans le flou, les grands traits de l'histoire de certains de ces lignages au cours des derniers siècles du Moyen Âge et au début de l'époque moderne peuvent être dégagés.

45. Kiviharju 1991, acte n° 5, p. 20.

46. *Ibid.*, acte n° 34, p. 43.

47. «*Vobis don Espan. et don Tigbald et don Amaneo et uobis totos barones de Aspa maiores et minores meos amabiles salutem*»

48. «*Omnibus hominibus de Borza et de Seta de Leres atque totius Aspe*».

49. Laborde, Lorber 1932, p. 237.

50. Tucoc-Chala 1981, p. 180-181.

51. Marca II, p. 281.

52. Pour s'en tenir aux données médiévales, dans le courant du XIIIe siècle, les lieux de Laxé et d'Orcun sont cités conjointement alors que Bedous figure à part lors d'une énumération de localités à l'article 15 du for d'Aspe. Au milieu du XIIIe siècle, en 1247, dans des circonstances analogues (art. 8 du for d'Aspe), il est cette fois fait état de personnes «de Laxé ou d'Accous», ces deux lieux étant ici cités ensemble. En 1385, l'*ostau de l'espitaler de Sent-Johan* [de Laxé] est dénombré avec ceux de la paroisse d'Accous. Au XIVe siècle enfin, les archives de la vallée sont déposées dans l'église Saint-Jean-de-Laxé (*Seguense...* 1694, p. 3-4), ce qui indique que ce lieu était alors rattaché au *capdeuillh* (chef-lieu) d'Aspe, autrement dit à Accous.

localité	1 ^{ère} mention	dernière mention	nom fin Moyen Age, époque moderne	identification habitat
Accous ?	déb. XIe s.	déb. XIe s.	–	–
Bedous	1128	XVIIIe s.	Lassalle	localisé, disparu
Bedous	1267	XVIIIe s.	Domec	localisé ; en élévation
Laxé	XIIe s.	XIIIe s.	–	hypothèse de localisation ; disparu
Borce	entre 1128 et 1134	XIIe s.	–	hypothèse de localisation ; en élévation
Cette	1124	XVIIIe s.	Casamayor	localisé, disparu
Eygun	XIe s.	XIVe s.	Guilhers	localisé ; en élévation
Etsaut	XIIe s.	XVe s.	Arudy	localisé ; en élévation
Lées	1124	XIIIe s.	–	non localisé
Lescun	1078	XVIIIe s.	Lescun	localisé ; en élévation
Osse	1187	XVIe s.	Gayrosse	localisé ; en élévation
Urdos	1124	XIVe s.	–	localisé ; vestiges

Tableau 1.

L'image de seigneurs éphémères est à retenir dans plusieurs cas : ceux d'Accous, de Laxé, de Lées et de Borce n'ont guère survécu au-delà du XIIIe siècle ; ceux de Guilhers à Eygun, d'Etsaut et d'Urdos se sont maintenus jusqu'à la fin du Moyen Age seulement. La seigneurie d'Osse donne l'impression d'avoir péniblement perduré jusqu'à la fin du XVIe siècle en étant peu à peu vidée de sa substance. N'est-ce pas là l'illustration tardive d'un processus parvenu à son terme plus tôt dans les autres paroisses de la vallée ? Il faudrait, pour en juger définitivement, savoir en quoi consistaient exactement les droits de ces seigneurs. Or, c'est justement parce qu'ils ont trop tôt disparu (ou perdu leurs prérogatives pour ceux dont les lignages ont perduré), que nous nous heurtons à un vide documentaire les concernant. Les seuls éléments disponibles donnent l'image de lambeaux de droits seigneuriaux ayant péniblement survécu avant de disparaître, souvent bien avant la Révolution française, ou émergeant à l'histoire au hasard des sources conservées. Ainsi en va-t-il des droits sur différentes églises cédés à l'hôpital de Sainte-Christine en 1124, du serf du seigneur d'Eygun réclamé par ce dernier au XIVe siècle, du droit de banalité à Etsaut et Bedous, de la perception de cens sur les 18 maisons casalières du village par le seigneur de Lescun, du péage perçu à Accous et Lées, ou de la juridiction de celui d'Osse (qui confirme d'ailleurs son statut de *caver*), ces derniers éléments n'apparaissant que dans la documentation de l'extrême fin du Moyen Age ou de l'époque moderne.

Ces seigneurs n'étaient pourtant pas de petits nobliaux de peu d'importance. La présence de nombre de nobles aspois a été relevée dans l'entourage vicomtal, singulièrement aux XIe et XIIe siècles. Il n'est pas anodin de noter que parmi les nombreux *milites* témoins de l'acte III du cartulaire de Morlaàs (... *et nonnullis aliis*), cinq personnes seulement sont citées nommément, dont deux Aspois (Odon et Arvachet d'Aspe). De même, lors de la confirmation d'une donation à l'évêque de Lescar, le vicomte de Béarn est-il entouré des barons de sa terre (*videntibus baronibus terrae suae*) dont six sont distingués, au rang desquels Amanieu d'Aspe. Ce personnage, que l'on retrouve quelques années plus tard dans le cartulaire de Sainte-Christine, appartient plus vraisemblablement au groupe des *barones maiores*

d'Aspe qu'à celui des *minores*, ces deux catégories étant interpellées par le roi d'Aragon. Et cet Espagnol de Borce, cité dans le même acte mais également connu pour être le vicaire de la vicomtesse Talèse ? Et le seigneur de Lescun, Arnaud, également *alcaide* d'Uncastillo et seigneur de Bolea en Aragon ? On pourra objecter, qu'à l'image de ce dernier, l'aristocratie aspoise semble, la plupart du temps, jouer un rôle hors de la vallée. Il me semble qu'il s'agit là d'une vision faussée par la nature de la documentation. Faut-il réellement dénier à ces seigneurs toute possession en vallée comme cela a pu être écrit à propos des Lescun qui "étaient en réalité barons de Louvigny et n'avaient pas le moindre fief en Aspe" ⁵³ ? Les données archéologiques suffisent d'elles-mêmes à affirmer le contraire : plusieurs habitats aristocratiques ont été identifiés qui peuvent être mis en relation avec les seigneurs connus par les textes. Certaines de ces maisons fortes sont même en élévation, dont celle des seigneurs de Lescun attribuable au XIIe siècle, celle des seigneurs de Guilhers à Eygun, celle des Gayrosse à Osse pour ne citer que les demeures les mieux conservées et pour lesquelles, qui plus est, une identification formelle des possesseurs a pu être établie.

A défaut de documentation, la méthode comparative peut apporter un éclairage. Je m'en tiendrai à un seul exemple ossalois qui démontre que l'aristocratie détenait une partie du sol et qui illustre, en outre, la continuité existant entre des seigneurs connus par un acte du XIIe siècle et les possesseurs d'une maison noble de l'époque moderne. La charte de fondation de l'hôpital de Gabas raconte comment celui-ci fut, au début du XIIe siècle, déclaré franc par le vicomte Gaston IV *et par les seigneurs à qui le lieu paraissait appartenir* ⁵⁴. Or, l'un de ces seigneurs était celui de Laruns – connu par ailleurs grâce aux cartulaires de Saint-Pé et de Sainte-Christine notamment – dont les descendants ont détenu, entre le XIVe et le XVIIIe siècle, le *Domec* de Laruns. Le commandeur de l'hôpital de Gabas déclarait ainsi, en 1541, être tenu d'héberger le *domenger* de Laruns la veille et le jour de la

53. Tucoc-Chala 1981, p. 184.

54. Marca 1894, II, p. 121.

55. ADPA, H 199, art. VIII et XVII.

Trinité⁵⁵. Et en 1775, le propriétaire de cette *domenjadure* dénombrerait encore “le droit de percevoir un fief annuel de quatre sols d’un côté et quatre francs d’autre sur le commandeur de l’hôpital de Gabaix, lequel paiement se faisait (...) à raison de ce que ledit hôpital fut batty sur la terre dépendante de ladite *domenjadure*”⁵⁶.

La déliquescence des institutions seigneuriales a été plus tardive en Ossau qu’en Aspe. Les archives d’Arudy donnent à voir le seigneur du lieu agissant au XIVe siècle comme “un véritable seigneur féodal”, selon les mots de Bernard Chéronnet, mais devant faire face, au XVe siècle, à la communauté dans un rapport de force qui évoluera peu à peu en faveur de cette dernière⁵⁷. Le même constat peut être fait à Sainte-Colome. En 1538, la dame du lieu consacre le premier article de son dénombrement à ses droits de “*clam, man, ban, fuis, capsoos, preparance, dret, ley suus tots los manants*” alors que ces mêmes droits ne sont évoqués qu’au quatorzième article dans un dénombrement présenté en 1675 et ne semblent plus guère être exercés⁵⁸.

Dans le même ordre d’idée, le glissement qui s’opère dans les mots employés est tout à fait significatif. Concernant toujours Sainte-Colome, le dénombrement de 1538 fait état de la montagne de Jaut, que les “*besiis de Sancta Coloma then affiusade deudict senhor*”. Or, celui du XVIIe siècle porte mention du droit de coupe et de pâturage dans les montagnes de Jaut et d’Andoust “*appartenant à la communauté*”. Alors que la charte de Gabas évoquée plus haut parle, au XIIe siècle, d’une fondation réalisée avec l’assentiment des *seigneurs* du lieu, la déclaration des biens présentée en 1541 rapporte, quant à elle, que cette permission fut accordée par les *habitants* de Laruns.

Les mots, reflets d’une histoire en marche, semblent gommer la présence aristocratique qui, à mesure que le temps passe, paraît peser de moins en moins face aux communautés. La montée en puissance de ces dernières trouve son illustration dans la rédaction des cartulaires d’Ossau à la fin du XVe siècle, époque qui “correspond à un moment de très grande prospérité, de très grande puissance du syndicat, peut-être même à son apogée avant l’accroissement du pouvoir vicomtal” au XVIe siècle⁵⁹.

Un impact sur la morphologie villageoise

Si l’on ne connaît pas, sur le papier, l’étendue exacte des droits seigneuriaux en vallée d’Aspe, il est en revanche possible, sur le terrain, d’apprécier dans plusieurs cas l’impact que l’aristocratie a pu avoir sur la morphologie villageoise. Trois cas sont particulièrement significatifs de ce point de vue : Eygun, Bedous et Etsaut. Borce relève peut-être également d’un schéma de ce type, quoi que de façon moins assurée.

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer son nom et la répartition de l’habitat groupé en deux ensembles distincts, la commune de Cette-Eygun ne résulte pas du regroupement de deux paroisses. Eygun n’est en réalité qu’un quartier de la paroisse Saint-Pierre de Cette. En 1385, les *ostaus* de ces deux pôles d’habitat sont dénombrés sous le seul nom de Cette (les 24 ou 25 premiers de la liste sont ceux d’Eygun, puis viennent ceux de Cette). La paroisse *Sent-Pée de Cette* figure bien dans les insinuations du diocèse d’Oléron au XVIIe siècle⁶⁰ mais il n’y a en revanche aucune trace d’une éventuelle paroisse d’Eygun dans ce même fonds.

Une paroisse, deux pôles d’habitat, une abbaye laïque dédoublée et deux maisons nobles : ainsi peut-on résumer les caractéristiques principales de Cette-Eygun à l’époque médiévale. Une fois posé ce constat, reste à envisager la question chronologique de la mise en place de ces différentes entités.

Il convient de considérer Cette comme le centre de peuplement primitif de la paroisse. La présence d’une abbaye laïque en ce lieu – et, *a contrario*, l’absence d’une telle institution à Eygun – plaide en ce sens. C’est également à Cette que se trouve l’église paroissiale – et, jusqu’au XIXe siècle, le presbytère et la maison commune – quand Eygun est pour sa part dotée d’une “chapelle” ou “église succursale”⁶¹. Dans le même ordre d’idées, Cette est mentionnée pour la première fois en 1154 alors qu’il faut attendre le milieu du XIVe siècle pour voir apparaître le nom d’Eygun dans les sources écrites⁶². Durant tout l’Ancien Régime, il est question de la “communauté de Cette”, voire de la “communauté de Cette et Eygun”, appellation introduisant, de fait, une hiérarchie qui a perduré dans le nom de la commune actuelle. Enfin, même si la différence n’est pas des plus importantes, Cette a, depuis le Moyen Âge et jusqu’au XIXe siècle, compté plus de maisons qu’Eygun⁶³.

	1385	1792	1838
Cette	24 ou 25 ostaus	51 maisons	52 maisons
Eygun	18 ou 19 ostaus	45 maisons	39 maisons

Il est *a priori* surprenant de constater que le noyau de peuplement primitif s’est développé à flanc de montagne (700 m d’alt.), à l’écart de l’axe de communication “naturel” passant en bordure de gave. Pourtant, la localisation de Cette trouve sa justification au regard d’une exposition et d’une disponibilité de terres cultivables bien supérieures à celles que pouvait offrir Eygun, en fond de vallée – particulièrement resserrée à ce niveau.

Face à l’ancienne institution que représente l’abbaye laïque, les maisons nobles Casamayor et Guilhers, issues de l’aristocratie féodale, se sont apparemment implantées selon des modalités différentes. La première semble s’être insérée dans le tissu villageois préexistant, au cœur même du bourg de Cette (fig. 18). La seconde a, au contraire, pu déterminer la naissance et le développement d’un nouveau pôle d’habitat (fig. 20). Sa position, en bordure de la route menant au Somport, établit indiscutablement la relation qui l’unissait à la voie de communication. Le seigneur de Guilhers devait, d’une façon ou d’une autre, exercer un contrôle sur cette dernière. J’aurais par ailleurs tendance à voir dans Saint-Barthélemy une chapelle liée, à l’origine, à la maison noble – la proximité de l’une par rapport à l’autre plaide en faveur de cette hypothèse⁶⁴. Ce schéma d’évolution est d’autant plus plausible si on le rapporte à l’exemple de Bedous et, peut-être, à celui de Laxé.

56. ADPA, B 5786.

57. Chéronnet 1989.

58. ADPA, B 860 (1538) et B 664, f° 179 et sq. (1675).

59. Tucoc-Chala 1970, p. 18.

60. ADPA, G 346, p. 188.

61. Arch. comm. de Cette-Eygun (en mairie), reg. de délib. du conseil municipal (1813-1830), f° 22 r° et 26 r°.

62. Tucoc-Chala 1981, p. 147-148 et Tucoc-Chala 1976, p. 77-78.

63. D’après l’étude régressive de l’habitat réalisée à partir du cadastre de 1838 (état de sections et plan en mairie), et de trois dénombrements : 1792 (ADPA, B 5780), 1675 (ADPA, B 662, f° 181 et sq.) et 1385 (Raymond 1873, p. 171). Pour le détail, cf. A. Berdoy. *Habitat aristocratique et occupation du sol, aux époques médiévale et moderne, dans les vallées béarnaises*, Rapport de prospection programmée, 2 vol., 1998 (consultable au SRA Aquitaine).

64. Pour être tout à fait honnête, il convient également d’envisager qu’il s’agit là d’une succursale construite plus tardivement pour répondre aux besoins d’une population d’un quartier éloigné de l’église paroissiale. L’étude architecturale ne peut être d’aucun secours puisque l’actuelle église Saint-Barthélemy a été construite non loin de celle qui figurait encore sur le plan cadastral de 1838 et dont il ne subsiste plus rien aujourd’hui.

Eygun comme Bedous (fig. 5) présentent en effet de fortes similitudes : couples abbayes laïques/églises paroissiales témoignant d'un premier noyau de peuplement ; demeures aristocratiques établies à un point de passage obligé, donc stratégique ; existence de pôles d'habitat et de lieux de culte liés à ces demeures, sachant qu'à Bedous cette relation n'est pas seulement topographique mais qu'elle est formellement attestée par des cens d'une part, et par des témoignages établissant, d'autre part, que l'église Saint-Michel était construite " sur le fonds des maisons nobles Lassalle et Domecq " du lieu.

Le cas de Laxé pourrait peut-être procéder d'un schéma identique (mais ayant échoué) : des seigneurs sont attestés en ce lieu et un toponyme *Sent-Bertoumieu* (Saint-Barthélemy) tend à accréditer l'idée de l'existence d'une chapelle liée à leur demeure.

La morphologie du village d'Etsaut (fig. 22) illustre également parfaitement le dédoublement de l'habitat. Celui-ci est divisé en deux espaces distincts, séparés par le ruisseau Sadun (canalisé aujourd'hui). Au nord de cet affluent du gave d'Aspe, l'espace bâti est bordé à l'ouest par la route conduisant au Somport. L'habitat est réparti relativement régulièrement, de part et d'autre d'une rue perpendiculaire à cette voie de communication. Le parcellaire plus "anarchique" d'un groupe de maisons, à l'ouest de l'église, pourrait correspondre à l'emplacement de l'*abadie* disparue. Cet espace est à considérer comme celui où s'est développé un premier noyau de peuplement, autour de l'église paroissiale et d'une abbaye laïque.

Au sud du Sadun, l'habitat se développe de façon différente, le long de deux axes orientés nord-sud qui se rejoignent à l'extrémité méridionale du village. Les deux rues existaient à la fin du Moyen Âge au moins ainsi qu'en témoigne le bâti médiéval conservé ; une chronologie relative peut toutefois être établie entre la rue haute et la rue basse. La voie amont devait être, à l'origine, le cheminement privilégié. Passant au chevet de l'église et au pied d'une maison forte, cet itinéraire présentait l'avantage d'être hors de la zone inondable. Plus exposée ⁶⁵, la rue la plus proche du gave a dû se développer dans un deuxième temps.

Cet espace était apparemment clos au sud par un portail : une maison du nom de Pourtau est cadastrée en 1837 ; elle existait sous ce nom en 1789 et correspond certainement à l'*ostau* de *Bernat deu Portau* dénombré en 1385.

Ce deuxième pôle de peuplement apparaît, ne serait-ce que topographiquement parlant, intimement lié à la *domenjadure* installée en position de contrôle au débouché d'un passage sur le ruisseau. Ici encore, les écrits manquent en revanche pour déterminer plus avant les droits des seigneurs de la maison d'Arudy.

A Borce (fig. 24), l'analyse du parcellaire ainsi que la position, tant des deux abbayes laïques que de la maison forte attribuable aux seigneurs de Borce, suggèrent un déplacement de l'habitat de l'ouest vers l'est du village avec la création d'une nouvelle rue. Cette dernière paraît avoir assez tôt "attiré" une bonne part de l'habitat aux dépens du secteur occidental où *abadies* et maison seigneuriale se retrouvent en position excentrée et où le parcellaire semble avoir fossilisé le tracé de la rue primitive. Ne serait-ce pas là une manifestation d'autonomie d'une population échappant à une influence aristocratique en perte de vitesse ? S'il y eut glissement topographique du village, il était, en tout état de cause, déjà effectif à la fin du XIVe siècle : l'étude régressive de l'habitat montre au moins 32 maisons du dénombrement réparties de part et d'autre de la nouvelle rue.

La fortification de villages – par le biais de fossés et de portails – est suggérée par le nom d'*ostaus* dénombrés en 1385. Comme Etsaut, Bedous et Borce abritaient un *ostau deu Portau*. L'*ostau de Bernat deu Barat* est quant à lui dénombré à Ceste, dans le village d'Eygun. Notons que l'absence de toponyme de ce type n'induit pas forcément l'absence de tout élément défensif. L'exemple de Castet en Ossau – où existait un portail qui n'apparaît pas dans la toponymie – suffit à en témoigner.

Il est toujours possible de voir dans cette mise en défense de l'habitat une initiative des communautés. Toutefois, pour s'en tenir à un seul exemple, celui d'Etsaut tend à mettre ce fait en relation avec la présence aristocratique : l'espace fermé au sud par un portail est aussi celui qui est topographiquement lié à la maison forte qui le contrôle au nord.

Parallèlement aux cas évoqués ci-dessus, il convient de ne pas passer sous silence l'absence d'influence perceptible sur la morphologie villageoise. Plusieurs explications peuvent être envisagées comme autant d'hypothèses. Soit la demeure aristocratique non localisée ne permet pas l'analyse (Lées). Soit l'implantation aristocratique a pu être trop brève pour marquer durablement l'habitat (Accous ?). Soit le lieu de peuplement a purement et simplement disparu (Laxé ⁶⁶). Soit, enfin, cette influence n'a tout simplement pas existé, ce qui semble être le cas à Ceste, Osse et Lescun.

65. Un plan de 1771 permet de visualiser la «route d'Espagne» en partie emportée par le gave (ADPA, C 89).

66. La présence d'une communauté d'habitants est attestée par deux articles du For d'Aspe : la «charte des devoirs» fait état d'otages «de Laché et d'Orgun» et, parmi les jurats nommés au milieu du XIIIe siècle, il en est «de Laché ou d'Accous». Dans l'un et l'autre de ces cas, ces choix de «représentants» impliquent l'existence d'un minimum de population à Laxé même, cette localité étant à chaque fois clairement différenciée de celle à laquelle elle est associée en la circonstance.

RAPPORTS DE FORCE ENTRE ABBÉS LAÏQUES ET SEIGNEURS

C'est en premier lieu dans la morphologie villageoise que s'illustrent parfois les rapports de force qui ont dû exister entre abbés laïques et seigneurs. L'aspect bipartite d'Etsaut est, à mon sens, l'exemple aspois qui traduit le mieux les phases chronologiquement différentes d'un développement lié à deux pouvoirs différents ⁶⁷ (fig. 22). C'est autour du couple église-abbaye laïque que l'on distingue le modèle pré-féodal du village casali et c'est, de l'autre côté du passage sur le ruisseau que l'on identifie un habitat topographiquement subordonné à une demeure aristocratique. Un net dédoublement de l'habitat a également été vu entre Cette et Eygun et un constat identique – quoique morphologiquement moins net – a pu être fait à Bedous où l'attraction exercée par les maisons nobles implantées au sud du village est d'autant plus patente qu'elle s'est accompagnée d'un transfert de l'église paroissiale de Notre-Dame vers Saint-Michel.

Abbés laïques et seigneurs se sont en effet également trouvés en concurrence touchant aux droits sur les églises. Le testament de l'évêque d'Oloron, Gaillard de Ledeux, en est un témoignage direct : celui-ci était en possession, en 1308, de la part de dîme de Guillem Arnaud, abbé laïque de Bedous, mais également de celle de Pierre de Domec, seigneur du lieu.

Un autre acte médiéval, issu du cartulaire de Sainte-Christine, montre des laïcs donnant, en 1124, les droits (dont des dîmes) qu'ils possédaient sur quatre églises de la vallée (Lées, Cette, Etsaut et Urdos). A l'exception de cette dernière paroisse, l'existence d'abbayes laïques est attestée dans les trois autres.

Bien que le cas de Borce ne soit pas documenté, il est possible d'envisager que la prééminence du seigneur du lieu se soit traduite par un changement de titulature de l'église, cas de figure qui expliquerait que celle-ci soit dédiée à saint Michel.

Les conséquences de ce type de partition de la dîme et/ou du patronage entre un abbé laïque et un seigneur sont également décelables, au cours de l'époque moderne, à Osse et à Lescun. Si la terminologie employée dans ces deux cas peut prêter à confusion (parce que les seigneurs possèdent le patronage – en alternance –, on leur confère le titre d'abbé laïque, ce qu'ils ne sont pas en réalité), elle illustre, dans le même temps, le maintien de l'influence de l'institution que représentaient les abbayes laïques. Les possesseurs de ces dernières se sont souvent retrouvés, à l'époque féodale, en concurrence directe avec les seigneurs, mais ils ont, contrairement à ces derniers, conservé leur place et, dans une certaine mesure, leur influence sur la longue durée. Quand ont progressivement disparu les seigneurs de Laxé, de Lées, de Guilhers, etc., les abbés laïques ont perduré jusqu'à la Révolution, leurs biens et leurs prérogatives étant d'ailleurs toujours l'objet d'un commerce. Celui-ci ne concernait pas seulement des bourgeois en mal de reconnaissance et/ou d'anoblissement (cf. les multiples exemples au fil des notices) : la maison Apatie d'Osse, ainsi que le tiers de dîme qui en dépendait au XVII^e siècle, furent achetés par Antoine de Lassalle, par ailleurs seigneur de Gurmençon. D'autres familles nobles, à l'image des barons d'Assat au XVIII^e siècle, pourtant largement pourvus de fiefs autrement plus importants dans le piémont, veillaient avec un soin jaloux à la conservation de leurs abbayes laïques (Orcun, Athas).

Les abbés laïques cherchaient-ils, par l'architecture de leurs demeures, à se placer au même niveau que les *domengers* ? Tout porte à le croire si l'on en juge à l'aspect des maisons fortes qui nous sont parvenues. L'*abadie* de Borce n'a rien à envier à la *domenjadure* d'Etsaut et celle de Castet (Ossau) est en tout point semblable aux demeures des seigneurs d'Eygun ou d'Osse (plan et dimensions identiques).

BILAN, QUESTIONS ET PERSPECTIVES

S'intéresser à la question de la présence aristocratique, tant pré-féodale que féodale, c'est également mettre le doigt dans un engrenage qui conduit à s'interroger sur la relation qu'ont pu entretenir les abbés laïques et les seigneurs avec la mise en place du peuplement.

Le haut Moyen Age est appelé à demeurer zone d'ombre, faute de sources ⁶⁸. Il faut tout au plus se contenter d'imaginer ce qu'a pu être le peuplement au regard d'exemples proches, mieux documentés. La densité d'occupation de la vallée d'Echo en haut Aragon dès les IX^e et Xe siècles ⁶⁹, tout comme les résultats des recherches portant sur les deux versants des Pyrénées, laissent entrevoir un espace déjà fortement occupé autour de l'An Mil ⁷⁰.

Pour la vallée d'Aspe, une chronologie relative de la mise en place des premiers noyaux de peuplement peut être avancée au vu de la morphologie du tissu paroissial (fig. 2). Espace ouvert et plat après le long défilé fermant la vallée au nord, le bassin de Bedous est manifestement le secteur où se sont densément concentrées les premières paroisses. Les localités d'Escot et de Sarrance ne sont apparemment nées que tardivement, au XIV^e siècle. Quant à la

paroisse d'Aydius, elle occupe un espace qui a dû être retranché de celle de Bedous, cette dernière apparaissant ainsi amputée de son débouché naturel sur la zone de montagne. Passé le défilé d'Esquit, Cette semble pouvoir être considérée comme la paroisse matrice de la haute vallée dont sont nées ensuite celles de Borce et d'Etsaut, cette dernière ayant perdu, lors d'une ultime étape, une part de son terroir au profit d'Urdos.

67. En vallée d'Ossau, Louvie-Soubiron me semble avoir connu une évolution semblable qui se traduit de façon encore plus marquée sur le terrain : l'église et l'abbaye laïque sont (demeurées) nettement dissociées du village qui se développe autour de la maison seigneuriale (cf. Cursente 1998, p. 420-421).

68. L'archéologie ne peut à elle seule prétendre résoudre le problème : quand bien même un habitat du haut Moyen Age serait-il identifié et fouillé, on ne pourrait envisager le problème de la répartition et de la densité du peuplement à l'échelle de la vallée à cette époque.

69. Sénac 1991, p. 79 : 16 *villae* connues au IX^e siècle et 32 au Xe.

70. Cf. Berthe, Cursente 2000, et tout particulièrement la conclusion de P. Bonnassie, p. 283-297.

Cette conquête progressive du territoire s'étagant du bassin de Bedous à la haute vallée était achevée dès le XI^e siècle au moins : les droits sur l'église d'Urdoz cédés en 1124 à Sainte-Christine étaient détenus par les prédécesseurs des seigneurs qui en firent don.

La documentation catalane montre comment, des premiers noyaux de peuplement constitués d'un agrégat de maisons, sont nés les villages qui se sont, *a posteriori*, dotés d'une église. Les travaux de B. Cursente permettent quant à eux d'appréhender des villages structurés autour de casaux, à la tête desquels se placent les abbayes laïques. Si l'apparition de ces institutions a pu être étalée dans le temps – suivant en cela la chronologie de la mise en place du réseau paroissial –, il n'en reste pas moins que ce phénomène apparaît antérieur à l'époque féodale. On ne rencontre jamais d'abbaye laïque dans les paroisses les plus récentes et le partage de la dîme et du patronage traduit, de fait, le partage de pouvoirs (au sens large) relevant de phases chronologiques distinctes.

À l'époque féodale, la nature exacte des droits seigneuriaux en vallée d'Aspe est, nous l'avons vu, difficile à apprécier. Il est cependant assuré que tous n'étaient pas du même ordre. Le roi d'Aragon n'interpellait-il pas, au début du XIII^e siècle, les "*barones maiores et minores*" de la vallée ? Cette adresse induit une hiérarchie dans la noblesse aspoise.

La répartition géographique de l'habitat aristocratique ainsi que sa localisation souvent à proximité immédiate de points de passage obligés, tend à accréditer l'idée d'une implantation intimement liée à la voie de passage vers l'Aragon que représentait la vallée d'Aspe. En rive droite ou en rive gauche du gave d'Aspe, en direction du col du Somport donnant sur la vallée de l'Aragon, ou vers celui de Pau donnant sur celle d'Echo, l'ensemble des cheminements possibles pouvait être contrôlé et, cela semble probable, taxé. Le péage, attesté à la fin de l'époque médiévale et durant l'époque moderne entre Accous et Léés, est manifestement l'ultime témoignage en la matière.

Un tel constat ne va toutefois pas sans poser problème. Comment s'articulait en effet cette présence aristocratique – nécessairement autorisée par le vicomte et soumise à celui-ci – et l'engagement des jurats et de la population aspoise d'assurer la sécurité du chemin (art. 1 et 6 du For d'Aspe) ?

Si contrôle du passage il y a bien eu, là n'était cependant pas la seule raison de la présence aristocratique. L'existence de seigneurs à Cette – bien à l'écart de la voie de communication – suffirait à s'interroger. La perception d'un cens sur les 18 maisons casalères de Lescun par le seigneur du lieu, renforce ce questionnement. À l'interrogation de P. Tucoo-Chala – "de véritables seigneuries foncières pouvaient-elles exister en pays montagnard ?" –, force est d'envisager que oui, même si celles-ci n'ont été que fort modestes à l'image de celles des vallées bigourdanes décrites par M. Berthe. La poursuite des recherches en vallée d'Ossau apportera, à n'en pas douter, des points de comparaison essentiels (sauf à considérer que la vallée d'Aspe a pu représenter une exception tout à fait notoire). P. Tucoo-Chala admettait dans sa thèse que "la féodalité avait réussi à s'implanter malgré tout, assez solidement, dans le bas Ossau", tout en affirmant que la haute vallée, de même qu'Aspe et Barétous, n'avaient connu "ni maisons nobles, ni contrats d'affièvement". Si les seconds font défaut en Aspe (faute d'archives probablement), les premières, nous venons de le voir, sont bien présentes.

La présence aristocratique en vallée d'Aspe n'a été ni tardive, ni – numériquement – superficielle. Reste à comprendre pourquoi la féodalité s'est si vite effacée. L'attrait de situations plus enviables hors de la vallée n'est certainement pas le seul facteur en jeu mais il a dû participer au recul de la noblesse. L'histoire des seigneurs de Lescun paraît emblématique à cet égard : tournés vers l'Aragon au XII^e siècle puis concluant une alliance avec la puissante famille des seigneurs d'Escout au début du XIII^e siècle, ils n'ont gardé de leur lieu d'origine que le nom et les vestiges d'une maison forte, et ont trouvé les éléments de leur ascension hors de la vallée.

NOTICES

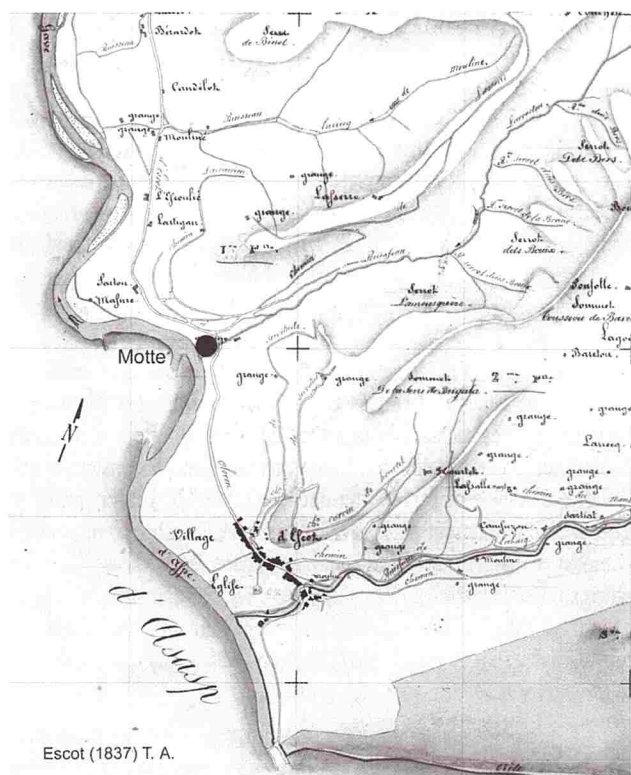


Fig. 4. - Escot, localisation de la motte par rapport au village [extrait du cadastre XIXe s.]
Dessin J.-F. Pichonneau.

Escot – fig. 4

Quand la motte et le rituel du Too marquaient l'entrée en vallée d'Aspe

Les toponymes *Lamothe* et *Lou Castéra* ont été relevés dans l'état de sections (1838) de la commune d'Escot⁷¹. Ils désignent trois parcelles voisines, situées de part et d'autre de la route de Lurbe à Escot, à la confluence du gave d'Aspe et du cours d'eau appelé aujourd'hui l'Arrecq Too ou l'Arricoutou (littéralement, *ruisseau Too*). En venant du sud, le site nommé *Lamothe* correspond à une butte surplombant la route qui la contourne à l'est. Ce relief naturel a été travaillé afin de ménager des pentes abruptes vers le gave d'Aspe et l'Arrecq Too ainsi qu'une plate-forme sommitale, parfaitement plane. On n'observe en revanche nulle trace de fossés ou de levées de terre. La parcelle désignée sous le nom de *Lou Castéra* domine quant à elle le site *Lamothe*. Séparée de celui-ci par la route, elle se trouve à flanc du Soum de Solou mais il s'agit également là d'un lieu ayant fait l'objet d'aménagements qui ont permis de créer une large surface plane, face au site *Lamothe*.

L'hypothèse d'un site fortifié – d'une façon ou d'une autre (une palissade par exemple) – doit être retenue en ce lieu. Si la configuration de *Lamothe* n'est pas, *stricto sensu*, celle d'une motte "classique", il n'en reste pas moins que ce site a certainement joué un rôle hautement stratégique et symbolique à l'époque médiévale. Outre le nom même du lieu, la position de ce site est à considérer : il se trouve en bordure

d'une voie de communication majeure entre Béarn et Aragon via la vallée d'Aspe et le col du Somport. Par ailleurs, sa localisation à la confluence du gave et du Too est à mettre en relation avec un article du For d'Aspe : "si le vicomte veut entrer en Aspe, parce que cela lui plaît ou pour demander ses droits et devoirs, il doit convoquer des otages au ruisseau qu'on appelle le Too⁷² et, en ce lieu, il doit recevoir les otages ; et il doit faire avancer son cheval jusqu'à ce que ses pieds de devant soient au milieu dudit ruisseau"⁷³.

Si le rituel du passage du Too engageait le vicomte face à l'ensemble de la communauté aspoise, il semble en revanche que le contrôle du point stratégique de *Lamothe* ait pu relever d'un membre de l'aristocratie locale : le seigneur de Laxé (cf. dossier ci-après). L'article du For détaillant la cérémonie précise en effet que "le vicomte, avant de recevoir les otages, doit donner aux Aspois deux de ses juges pour l'exécution de la restitution desdits otages sains et saufs (...) ; et ces deux juges doivent se remettre entre les mains du seigneur de Laxé".

Il faut, en attendant que soient réalisés des sondages archéologiques, se contenter des données fournies par le For d'Aspe pour proposer une attribution chronologique à ce site. Selon P. Ourliac et M. Gilles, la "charte des devoirs" – dans laquelle s'inscrit l'article 12 qui nous intéresse ici – procède de la confirmation et de l'élargissement du For d'Aspe par Gaston VII (1229-1290), mais l'échange d'otages participe de dispositions archaïques et pourrait, de ce fait, avoir une origine plus ancienne⁷⁴. En tout état de cause, la motte du Too apparaît comme un site antérieur à la naissance du village d'Escot et sans rapport avec celui-ci⁷⁵.

Bedous⁷⁶ – fig. 5 et 6

L'abbaye laïque

C'est grâce à son patronyme que l'on peut identifier le plus ancien abbé laïque connu de Bedous. Goalhart d'Abadie figure en effet, en 1247, parmi les jurats de la communauté nommés par le vicomte de Béarn⁷⁷. L'un de ses successeurs – Guilhem Arnaud – nous est indirectement connu pour avoir vendu une part de sa dîme à l'évêque d'Oloron, Gaillard de Ledoux, qui en fait état dans son testament⁷⁸. Sans que soit précisé son nom, l'abat de Bedos figure, en 1376, parmi les *barriers* dans un rôle de l'armée de Gaston Fébus⁷⁹. Enfin, l'*ostau d'Abadie Guixarnaut* est recensé à Bedous en 1385. Cette

71. *Lamothe* : section A, feuille 1, parcelles 54-55 ; *Lou Castéra* : section A, feuille 1, parcelle 56.

72. Ce toponyme est lui-même un indice supplémentaire en faveur de l'existence d'un site fortifié, *too* étant l'une des formes anciennes du béarnais *tour* ou *toor* (Dict. Lespy, Raymond). Merci à B. Cursente qui m'a suggéré cette hypothèse à laquelle je n'avais pas pensé.

73. For d'Aspe : Ourliac, Gilles 1990, p. 539.

74. Ourliac, Gilles 1990, p. 92-93.

75. Cf. supra note 19.

76. Ayant fait l'objet d'une publication par ailleurs (Berdoy 2004) les données concernant cette paroisse sont rapidement exposées ici.

77. For d'Aspe : Ourliac, Gilles 1990, p. 536.

78. Menjoulet 1864, I, p. 501.

79. Raymond 1872, p. 19.

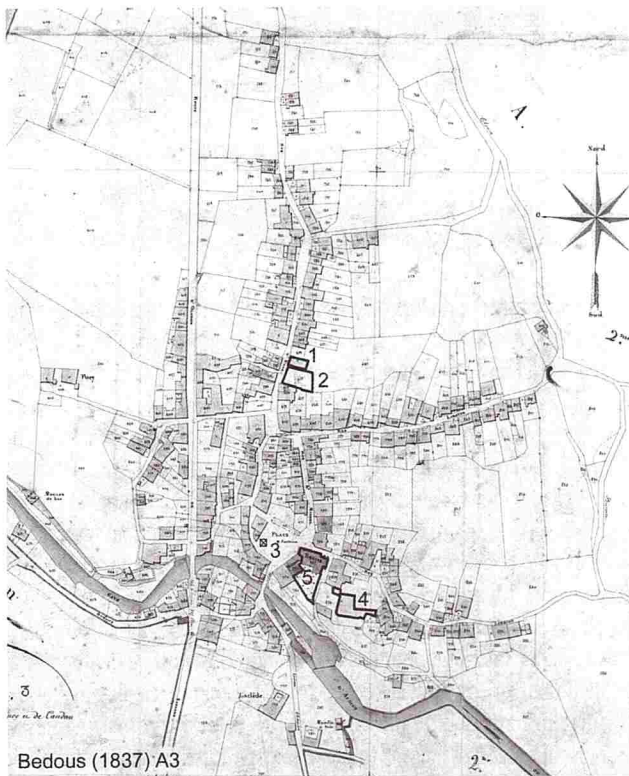
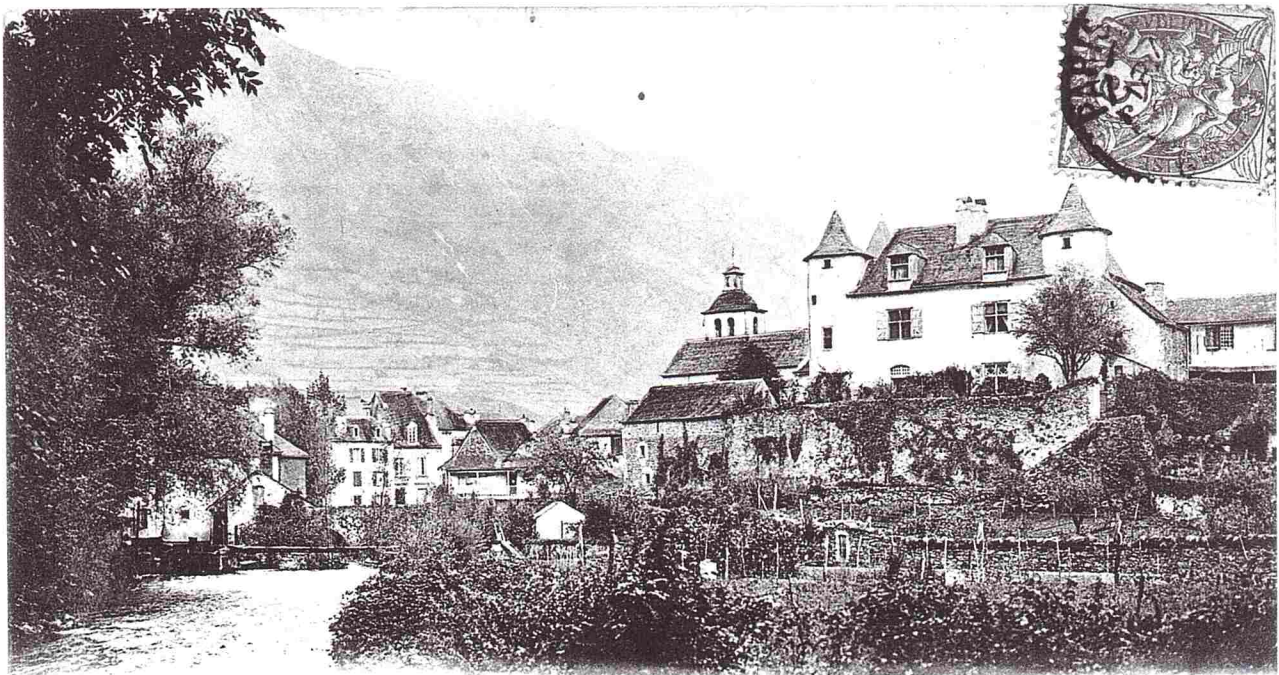


Fig. 5. - Bedous, localisation de l'abbaye laïque (1), de l'église Notre-Dame (2), de la maison noble « Lassalle », disparue (3), de la maison noble « Domec » (4) et de l'église Saint-Michel (5) [extrait du cadastre XIXe s.]. Dessin J.-F. Pichonneau.

Fig. 6. - Bedous, la maison noble « Domec », aujourd'hui appelée « château Lassalle ».



maison abbatiale est demeurée, avec un quart de la dime et le droit de présentation – en alternance avec la maison Lassalle –, entre les mains de la famille d'Appatie jusqu'au XVIIe siècle avant de changer plusieurs fois de propriétaires⁸⁰. Un autre "abbé en sa partie" possédait quant à lui un quart de dime, le droit de présentation à la cure et les honneurs (ces derniers également en alternance avec le seigneur de Lassalle de Bedous)⁸¹. Le chapitre d'Oloron détenait pour sa part un quart de dime⁸². Le dernier enfin, acheté au XIIIe siècle par Bernard de La Mothe, évêque d'Oloron (1284-1288), était dévolu à la prébende fondée par ce dernier⁸³.

La maison abbatiale était en ruines à la fin du XVIIIe siècle et convertie en grange lorsqu'elle fut cadastrée, sous le nom d'*Apatie*, en 1838. Une maison d'habitation en occupe aujourd'hui l'emplacement, sans que l'on puisse voir – en raison du crépi qui recouvre les murs – si des vestiges médiévaux subsistent.

Cette abbaye laïque jouxtait un lieu de culte⁸⁴ qui n'apparaît que tardivement dans la documentation écrite – sous le vocable de Notre-Dame – mais qu'il faut bien considérer comme l'église paroissiale primitive de Bedous. Abbaye laïque et église Notre-Dame se trouvaient au centre du bourg, en bordure d'un axe de communication le long duquel s'est développé le village.

80. ADPA, B 5766.

81. ADPA, B 663, f° 274 et sq.

82. Arch. comm. de Bedous (en mairie) : reg. délib. 1711-1722, f° 130 v°.

83. *Ibid.* et Menjoulet 1864, I, p. 352-353.

84. Correspondance entre les confronts de l'abbaye laïque énoncés en 1707 dans le dénombrement de Jean de Moutengou (ADPA, B 5766) et l'état de sections du cadastre ancien de Bedous : orient, maison et jardin de Ranquine (1838 : *Ranguine* : A, 3, 643), de Pourtau (1838 : *id.* : A, 3, 624) ; occident, rue publique ; midi, église Notre-Dame (1838 : *place Notre-Dame* appartenant à la commune : A, 3, 653) ; septentrion, maison et jardin de Soupensens (1838 : *id.* : A, 3, 649).

Des seigneurs de Bedous aux maisons nobles Lassalle et Domec

La plus ancienne mention connue d'un seigneur de Bedous⁸⁵ remonte à 1128. A cette date, une transaction fut conclue entre Talèse, vicomtesse de Béarn, et le prieur de Sainte-Christine, d'une part, et les héritiers de Guillaume Ariol de Bedous (Viverne, sa fille et son époux, Durand de Moustrou, ainsi que leurs enfants, Bertrand, Arnaud Guilhem, Raymond Bertrand et Guilhem Fort), d'autre part. Ces derniers, qui prétendaient que l'hôpital d'Aubertin avait été édifié sur des terres dépendant de leur héritage et *seigneurie (sua hereditatis et dominationis)*, furent dédommagés sous forme de 90 brebis pleines⁸⁶.

Quelques années plus tard, en 1154, Guillaume Fort de Bedous, fut l'un des Aspois présents à Canfranc lors de la signature de l'acte d'hommage envers le roi d'Aragon⁸⁷.

Guillaume Ariol et son petit-fils Guillaume Fort sont très certainement les prédécesseurs d'un personnage mentionné à deux reprises au siècle suivant : Guilhem Fort de La Sale de Bedous, nommé, en 1247, jurat de la communauté par le vicomte de Béarn⁸⁸ et témoin, vingt ans plus tard, d'un acte concernant l'achat de terres vacantes dans le piémont⁸⁹.

Il n'est, à la fin du XIVe siècle, question que de l'*ostau de Frances de Lasale* qui correspond à la maison noble du même nom connue par les aveux et dénombremments de l'époque moderne. Cette demeure, qui a disparu depuis le début du XVIIe siècle au moins, se trouvait face à l'église Saint-Michel, dans la partie méridionale du bourg. L'étude menée par ailleurs permet d'affirmer que cette dernière était à l'origine une chapelle castrale qui, dès avant la fin du XIVe siècle⁹⁰, avait supplanté l'église paroissiale primitive située au centre du village.

Bedous comptait en outre un autre seigneur. En *Jordan*, *senho de Domec de Bedos*, apparaît lui aussi, en 1267, comme témoin de l'acte du cartulaire de Monein déjà cité. Son successeur, Pierre de Domec, vendit quant à lui sa part de dîme à l'évêque d'Oloron qui la possédait en propre en 1308⁹¹. Denot, Gassiot puis Miramonde de Domec sont respectivement cités en 1344, 1356 et 1385⁹². Leur demeure (l'*ostau de Domec* à la fin du XIVe siècle, le "château Lassalle" de nos jours), a subi de profonds remaniements à l'époque moderne qui occultent quasi totalement le bâti médiéval. Seule subsiste une tour carrée qui pourrait correspondre à un état remontant au Moyen Âge ; un enduit compromet toutefois la lecture correcte de l'édifice.

Orcun (comm. de Bedous) – fig. 7 et 8 L'abbaye laïque

Les mentions médiévales relatives à l'abbaye laïque d'Orcun se limitent à peu de choses. L'*ostau de Johan d'Abadie* est dénombré en 1385 et, en 1432, Johan d'Apatye, d'Orcun, est témoin d'un acte passé entre l'abbé laïque de Jouers et le chapitre d'Oloron⁹³.

Les archives consultées à ce jour sont ensuite totalement muettes jusqu'au début du XVIIe siècle. En 1615, noble Pierre de Lassalle est abbé d'Orcun et ses descendants (Lassalle d'Eysus, Colas de Sablonnières puis les barons d'Assat) conservent ce titre jusqu'à la Révolution⁹⁴. Au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, ces abbés laïques possèdent la maison abbatiale d'Orcun, une part de la dîme, le droit de patronage et de présentation à la cure et une entrée aux Etats de Béarn.

Ces abbés laïques "pour partie" ont largement éclipsé les détenteurs d'une autre part de la dîme d'Orcun. Un testament de 1626 nous apprend en effet que Pierre de Lassalle ne possède qu'un sixième de dîme, le restant (une moitié) appartenant à l'évêque d'Oloron et à son chapitre d'une part, et à un autre particulier d'autre part⁹⁵. Ce dernier est selon toute vraisemblance le "noble Jacques d'Avadie, seigneur d'Orcuin" qui apparaît dans un acte de 1631⁹⁶. Celui-ci devait posséder la maison éponyme dénombrée en 1385 et que l'on retrouve en 1698 (*Pathie*), en 1734 (*Apatye*) et enfin en 1828 (*Apatie*), son propriétaire étant alors Michel Apatie⁹⁷. Cette famille dont le nom se confond avec celui de sa maison est, à n'en pas douter, héritière des abbés laïques du Moyen Âge, propriétaires de l'*abadie* primitive. Le nom de cette maison (qui existe encore de nos jours) n'est pas le seul élément de preuve à cet égard. Il faut y ajouter sa localisation, à proximité immédiate de l'église, mais également des vestiges médiévaux englobés dans le bâti actuel. Rien ne distingue apparemment cette bâtisse rectangulaire (7x11 m env.) des habitations environnantes si ce n'est le qualificatif de "maison maure" que lui attribuent certains villageois⁹⁸. L'enduit extérieur masque en grande partie l'appareil de moellons régulièrement assisés de la face ouest. Perpendiculairement à celle-ci, à l'intérieur, un mur faisant aujourd'hui office de refend est percé d'une porte médiévale en arc brisé. Ce sont là les seuls restes de l'édifice primitif dont le plan pouvait être celui d'une tour maîtresse associée à un corps de logis (aucune maison forte étudiée par ailleurs ne comporte en effet de mur de refend). Sous réserve d'une étude plus détaillée⁹⁹, ce type de plan ainsi que le style de la porte renverraient au XIIIe siècle.

Il convient, pour conclure ce dossier, de revenir brièvement sur la maison abbatiale possédée par les Lassalle au XVIIe siècle. Les confronts de celle-ci (levant et septentrion avec rue publique, couchant avec terre de Baillères), énoncés dans un dénombrement de 1674, ne correspondent pas à ceux de la maison *Apatie*. Ils s'accordent

85. On relève, dans le cartulaire de Sainte-Foi de Morlaàs (Cadier 1883-1884, p. 317-350), les noms d'Oger de Bidosa (1130-1131) et de Brunello de Bidosa (1170-1190) que Léon Cadier met en relation avec Bidos (canton d'Oloron-Est). Il est toutefois possible qu'il s'agisse en réalité de Bedous.

86. Charte d'Aubertin : Marca, II, p. 113.

87. Hommage de Canfranc : Tucoo-Chala 1981, p. 147-148.

88. For d'Aspe : Ourliac, Gilles 1990, p. 536.

89. Cartulaire de Monein : Duval 1991, p. 20.

90. L'échange de serment entre le vicomte de Béarn et les Aspois se fit, en 1398, « en la gleise de Saint Miquieu de Bedous » (*Seguense...* 1694, p. 4).

91. Testament de Gaillard de Ledeuix, évêque d'Oloron : Menjoulet, I, p. 501.

92. Hommages... : Tucoo-Chala 1976, p. 77. Cartulaires d'Ossau : Tucoo-Chala 1970, p. 89. Dénombrement des feux... : Raymond 1873, p. 172.

93. Vignau-Lous 1966, P.J. I, p. 136.

94. ADPA, E 1515, f° 52 (1615) ; E 1103 (1625) ; C 710, f° 254 et 255 v° (1629) ; E 1106, f° 110 v° (1640) ; C 723, f° 215 (1660) ; C 733 (1672) ; B 662, f° 97 (1674, dénombrement) ; C 867 (1675) ; C 756 (1715) ; C 986 (1734) ; 3E 5767, f° 156 v° (1760) ; B 5595 (1769, 1776) ; C 1008 (1777) ; IJ 183/13 (XVIIe-XVIIIe s.). Arch. comm. Bedous (en mairie) : reg. délib. Orcun, 9 nov. 1788 et 4 juillet 1789.

95. ADPA, IJ 183/13, pièce 6.

96. ADPA, E 1816, f° 319.

97. Arch. comm. de Bedous (en mairie) : terrier (1698), rôle d'imposition (1734), état de sections (1838).

98. Plusieurs des maisons fortes que j'ai pu étudier en Aspe et Ossau sont attribuées aux Maures par la tradition orale.

99. Cette maison est inaccessible depuis des années.

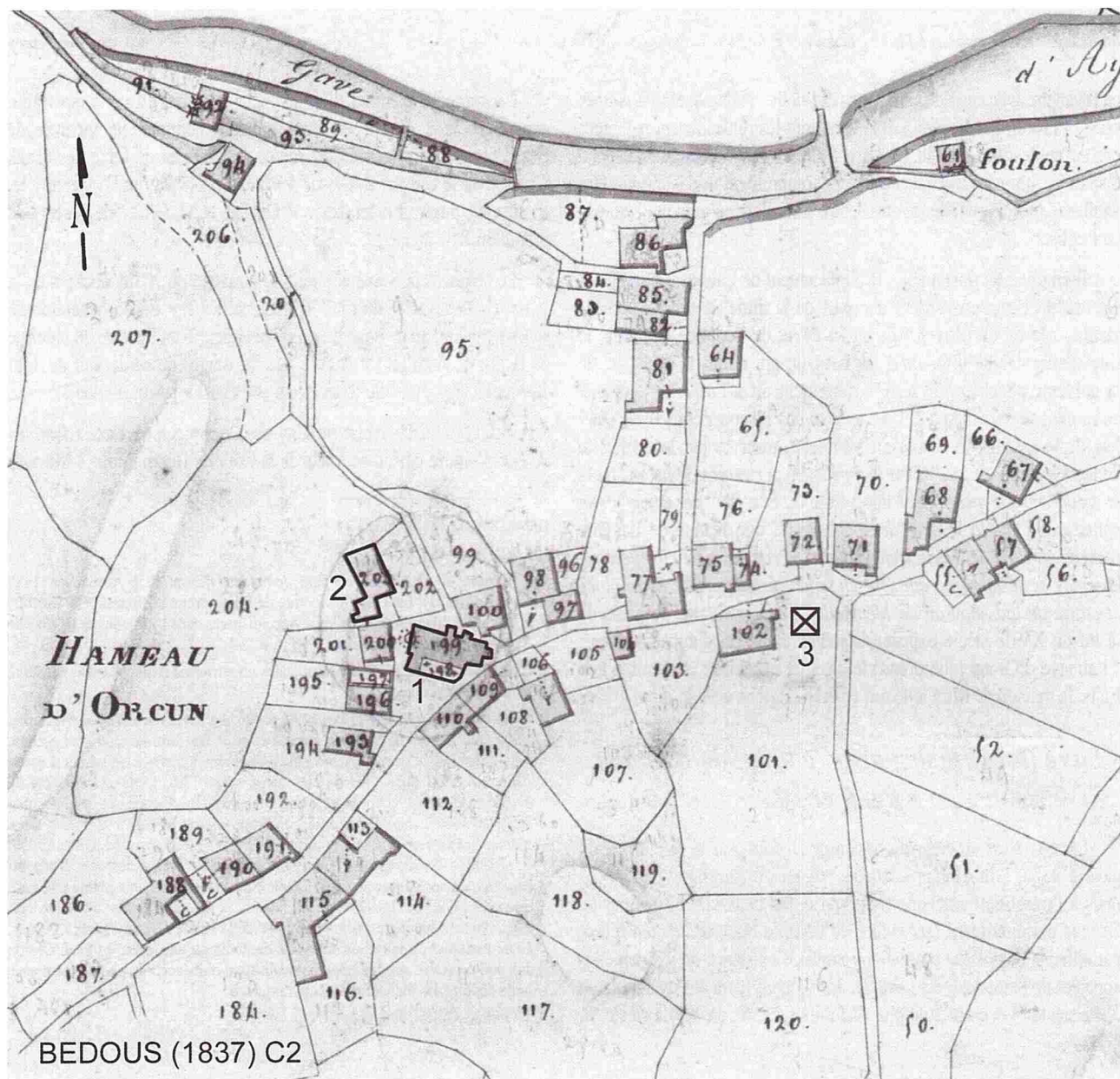


Fig. 7. - Orcun,
localisation de
l'église (1),
de l'abbaye laïque
« Apatie » (2)
et de l'abbaye
laïque
« Minvielle » (3)
[extrait du cadastre
XIXe s.].
Dessin J.-F.
Pichonneau.



Fig. 8. - Orcun,
l'église et l'abbaye
laïque « Apatie ».
Cliché A. Berdoy.

en revanche avec ceux de la maison Minvielle vendue quelques années plus tôt (1666) par Jean de Lassalle et dont les ruines furent rachetées par sa petite-fille, Jeanne de Lassalle, en 1704¹⁰⁰. Cette maison – disparue – qui ne figure pas dans le dénombrement de 1385, peut être localisée approximativement au centre du village, à quelque distance de l'église.

Bien que non documenté, le déplacement de l'abbaye laïque peut être déduit : tout en gardant une part de la dîme, la famille *Abadie* vendit, à la fin du Moyen Age ou au début de l'époque moderne, le titre d'abbé laïque d'Orcun à un Lassalle qui obtint le transport de la noblesse attachée à la terre – autrement dit à l'*abadie* – sur une autre maison du village. Tel est le sens des réserves émises en 1666 lors de la cession de la maison Minvielle, réserves par lesquelles le vendeur conservait les “dretz honorifiques per expres de las noblesse et dret d'entrade aux estats” liés à celle-ci. Et c'est “per evitar toute contestation sur la reserve deusditz dretz” que Jeanne de Lassalle racheta, en 1704, le “petit treus de terre de contience de cinq escats, ensembs de la muraille qui sont en aquet, fassen partide de la place et casau de lad. mayson de Menvielle”. Un inventaire de biens de la fin du XVIIIe siècle exprime la même chose en d'autres termes : “l'abbaye d'Orcun [comprend] le droit de patronage et d'entrée aux Etats, la maison de Minvielle qui en était la glèbe avec la dîme”¹⁰¹.

Laxé (localité disparue, comm. de Bedous) – fig. 9 et 10

Laxé se situe au cœur du bassin de Bedous, sur la rive droite du gave d'Aspe, à mi-chemin entre les villages d'Accous et de Bedous mais à l'ouest de l'ancienne route qui reliait ceux-ci. Un quartier de Bedous porte, aujourd'hui encore, le nom de Suberlaché ; on relève par ailleurs, dans l'état de sections ancien, l'existence de dix parcelles appelées de Saint-Jean-de-Laxé, du nom d'un prieuré attesté à la fin du XIVe siècle¹⁰² et qui n'était plus que ruines à la fin du XVIIIe siècle¹⁰³.

La première mention d'un seigneur de Laxé est celle qui figure dans l'article 2 du for d'Oloron relatant comment le vicomte de Béarn obtint des seigneurs d'Escout, de Lagor et de Laxé des droits d'usage sur le Gabarn en faveur des habitants d'Oloron¹⁰⁴. Cet article, apocryphe, pourrait dater, selon P. Ourliac et M. Gilles, de la seconde moitié du XIIIe siècle¹⁰⁵.

Le seigneur de Laxé apparaît de nouveau au XIIIe siècle dans la “Charte des devoirs” du for d'Aspe (article 12) : lors de la cérémonie accompagnant, au passage du ruisseau appelé Too, l'entrée du vicomte de Béarn en Aspe, il est stipulé que les otages de ce dernier devront être remis aux mains de ce seigneur (cf. dossier relatif à Escot).

Enfin, en 1286, Amat de Gayrosse, seigneur de Laxé (*dominus de Lexe*), figure parmi les jurats de la Cour de Béarn réunis à Morlaàs

100. ADPA, 1J 183/13, pièce 24.

101. ADPA, 1J 183/13.

102. L'ostau de l'espitaler de Sent Johan est dénombré à Accous en 1385 (Raymond 1873). En 1398, le vicomte de Béarn promet de renouveler les fors, coutumes et libertés de la vallée d'Aspe disparus dans l'incendie de l'église de Saint-Jean-de-Laxé (*Seguense...* 1694, p. 3-4).

103. Mention des “débris du couvent” dans un terrier de Bedous (1698) conservé en mairie, sans cote.

104. For d'Oloron : Ourliac, Gilles 1990, p. 496. Au XIXe siècle, l'abbé Menjoulet pense «qu'il y a une faute de copiste et qu'il faut lire Alascun ou Lescun», notamment parce que le Gabarn «est ordinairement appelé Gabarn de Lescun dans les vieux titres» (Menjoulet 1864, I, p. 176). Cette assimilation du seigneur de Laxé à celui de Lescun a également été retenue par B. Chéronnet et J. Dumonteil dans leur édition du for d'Oloron (1980, p. 24). Ces deux auteurs sont à leur tour suivis sur ce point par P. Ourliac et M. Gilles (1990, p. 84). En 1989 cependant, J. Dumonteil, à partir d'éléments dont il n'avait pas connaissance auparavant, est revenu sur cette opinion et a publié une mise au point (1989, p. 189-191) selon laquelle le «Laxé» du for d'Oloron doit effectivement bien être assimilé au Laxé de la vallée d'Aspe et non à Lescun. Cette assimilation fait d'autant moins de doute qu'une leçon du for d'Oloron fait état de «Laxe dans la ribere», localisation qui s'accorde parfaitement avec celle déduite des indications toponymiques.

105. Ourliac, Gilles 1990, note 101, p. 105.

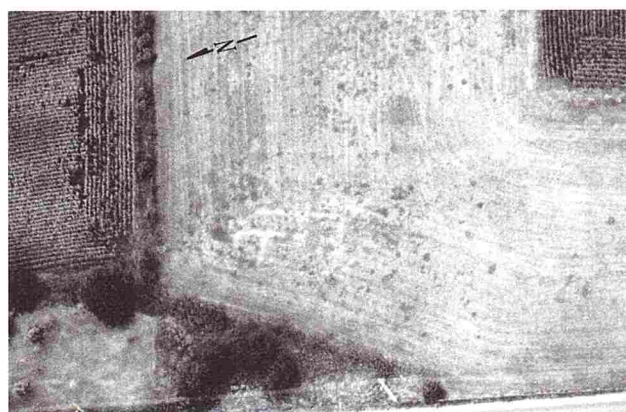
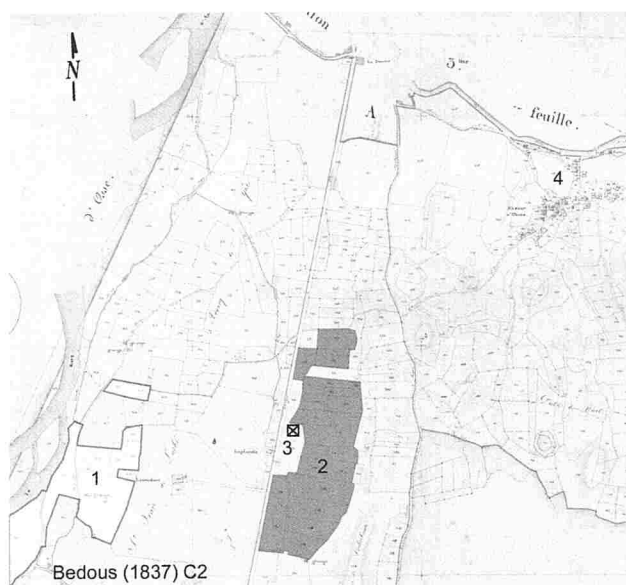


Fig. 10. - Laxé, bâtiment identifié en prospection aérienne.
Cliché D. Barraud.

Fig. 9. - Laxé, localisation des toponymes « Saint-Jean de Laxé » (1) et « Sent Bertoumieu » (2) ainsi que du bâtiment identifié en prospection aérienne (3) par rapport au village d'Orcun (4) [extrait du cadastre XIXe s.]. Dessin J.-F. Pichonneau.

qui promettent d'observer l'accord fait entre Gaston VII, vicomte de Béarn, et ses filles, Constance et Marguerite, au sujet de la succession de Béarn¹⁰⁶. Si le titre de seigneur de Laxé est accolé à ce personnage à cette seule occasion, le nom d'Amat de Gayrosse est cité à de nombreuses reprises au cours du XIII^e siècle¹⁰⁷. Souvent présent dans l'entourage du vicomte, il occupe la fonction héréditaire de baron-jurat et siège donc à ce titre à la Cour Majour de Béarn.

La famille de Gayrosse est essentiellement documentée à partir du XIV^e siècle et son nom est associé à l'une des douze baronnies de Béarn dont l'assise territoriale se trouvait dans le piémont, à Audéjos. Son origine est-elle à rechercher dans les Landes comme l'affirme A. Planté ou se situe-t-elle en vallée d'Aspe ainsi que le suggère, d'une part le titre de seigneur de Laxé porté par Amat de Gayrosse et, d'autre part les épaves de droits seigneuriaux encore possédés par les Gayrosse en vallée d'Aspe à l'époque moderne (cf. ci-après le dossier consacré à Osse) ? Quoi qu'il en soit, et pour une raison qui nous échappe, il n'est plus jamais question d'un seigneur de Laxé après la fin du XIII^e siècle.

Reste à évoquer maintenant l'épineuse question de la mise en relation des faits que nous venons d'évoquer avec les indices archéologiques identifiés lors d'une prospection aérienne. Faire apparaître par écrit ce qui n'est qu'une simple hypothèse de travail est toujours difficile, particulièrement en ce domaine si hasardeux consistant à faire concorder de tels éléments. Ces réserves faites, il me paraît important, pour la suite des recherches, d'exposer ce qui suit.

Un survol aérien du bassin de Bedous lors d'une période de sécheresse estivale (14 août 1995), a été l'occasion de reconnaître un secteur où apparaissent des anomalies correspondant à une structure bâtie (fig. 10). Ce site se présente sous forme d'un petit édifice rectangulaire aux murs relativement épais. L'hypothèse d'une chapelle pourrait être évoquée au vu du plan de l'édifice, sachant en outre que le secteur porte le nom de *Sent Bertoumieu* (Saint Barthélemy). Remarquons toutefois à l'encontre de cette idée qu'il s'agirait dans ce cas d'un lieu de culte non orienté, fait qui ne trouve *a priori* pas de justification dans un espace dénué de contraintes topographiques. S'agit-il alors des ruines de la demeure du seigneur de Laxé, laquelle aurait possédé une chapelle à proximité, ce qui expliquerait le toponyme de *Sent Bertoumieu* ? Il va sans dire qu'une opération archéologique est prévue sur ce site.

Aydius

L'abbaye laïque

La seule mention médiévale qui puisse se rapporter à un abbé laïque du lieu est celle d'Arnaud de Badie qui, en 1495, est témoin d'un acte notarié¹⁰⁸. Il faut ensuite attendre le XVII^e siècle pour disposer de plus amples informations sur une institution certainement en déliquescence depuis un certain temps déjà. D'après une enquête diligentée en 1660 à la suite d'un différend entre le chapitre d'Oloron et les jurats de la communauté d'une part et les comptes de l'évêché pour l'année 1693 d'autre part, la dîme d'Aydius appartenait pour moitié au chapitre d'Oloron¹⁰⁹. L'autre moitié était, avant 1608, aux mains de Jean de Lompagueu, d'Urdos. A cette date, sa femme et son fils furent contraints d'en vendre (à réméré) un quart à Jean de Sents, d'Aydius. Arnaud de Lompagueu, fils de Jean, vendit entre 1634 et

1665 le quart de dîme qui lui restait à un "sieur de Lassalle"¹¹⁰. Ces deux parts de dîme ne furent par la suite plus jamais réunies et, de successions en ventes, elles passèrent à différentes familles jusqu'à la Révolution (pour un quart, Sents d'Aydius, Lés d'Aydius, Laclède de Bedous et Songeus d'Oloron ; pour l'autre quart, Lassalle, Gère d'Urdos, Lassalle d'Accous et à nouveau Gère d'Urdos après une vente à réméré).

Si la situation de la dîme divisée paraît clairement établie et ne pas poser de problème entre les abbés laïques, il n'en va pas de même concernant le droit de patronage. Ainsi, durant toute la seconde moitié du XVII^e siècle, Frances de Lés apparaît-il comme abbé et patron dans divers actes notariés alors qu'il reconnaît lui-même dans son dénombrement (1682) qu'il a le "droit de siéger le premier après le patron dans l'église". Le patron est en l'occurrence à cette date Jean de Gère qui présente, lui aussi, son dénombrement et déclare avoir le droit de présentation à la cure comme étant le seul patron du lieu. Si chacun d'eux précise qu'il conviendra de porter le produit de la dîme en leur domicile, ni l'un ni l'autre ne prétend assimiler celle-ci à l'*abadie*. Un tel état de fait tend à accréditer l'idée selon laquelle la maison abbatiale avait disparu déjà depuis un certain temps (il n'est même plus question de ruines ou de "sol") et ce, même si le terme est employé à deux reprises au cours du XVIII^e siècle. Jeanne de Larticaud, d'Aydius, déclare en 1734 être logée "en un petit appartement de la maison abbassiale apertennente à Mr. de Laclède", demeure que l'on peut sans risque identifier à celle que vendit Jean de Laclède en 1779 à Jean-Joseph de Songeus¹¹¹. Il n'est alors question que d'une "maison et emplacement, laquelle servoit pour y serrer les fruits dudit quart de dîme". Cette demeure apparaît dans le dénombrement de l'année suivante comme "maison appelée *Labaye* ou *Labadie*, exempte de toute servitude, dans laquelle tous les fruits et droits décimaux sont portés". La dénomination *Labadie* et l'exemption de servitude sont à considérer comme des extrapolations qui ne correspondent pas à la réalité, la maison *Labaye* ayant été jadis celle de Frances de Lés qui l'avait lui-même acquise, en 1647, de Jean de Labaye¹¹².

106. ADPA, E 292 ; ce document est cité par P. de Marca (II, p. 433), mais celui-ci fait d'Amat de Gayrosse le seigneur de «Balex».

107. En 1228, «Amat de Gayrosa» fait partie de l'entourage du vicomte de Béarn lorsque celui-ci promet de faire hommage au roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine (Marca, II, p. 317 et Tucoc-Chala 1981, p. 151-152). En 1247, Amat de Gayrosse est l'un des témoins lorsque Gaston VII institue des jurats en vallée d'Aspe (Ourliac, Gilles 1990, p. 536). En 1249, il est témoin d'une transaction passée entre l'évêque d'Oloron et les habitants du Josbaig (Menjoulet 1864, I, p. 313). En 1267, En Amat de Gayrosse, jurat de la Cour de Béarn, est témoin de la confirmation du for d'Ossau (Ourliac, Gilles 1990, p. 526). En 1278 enfin, «N'Amat, *senhor* de Gayrosse» assiste en tant que témoin, avec d'autres nobles béarnais et au côté du vicomte de Béarn, à un arbitrage entre Palois et Ossalois au sujet du Pont-Long (Tucoc-Chala 1970, p. 59).

108. ADPA, E 1852, f° 143.

109. ADPA, Aydius GG6 et G 343.

110. ADPA, E 1103, f° 104 v° (1608), f° 79 (1609), Aydius BB1 (1619), E 1106, f° 32 v° (1632), f° 11 v° (1634), f° 22 (1634), f° 128 (1639), f° 123 et f° 107 v° (1640), f° 89 v° (1641), f° 110 v° (1644), f° 121 v° (1645), f° 157 (1646), f° 161 v° (1647), f° 167 v°, f° 226 et f° 223 v° (1649), f° 235 (1651), f° 169 v° (1652), E 1250 (1668), B 663, f° 264 (1682, dénombrement), B 911 (1682, dénombrement), C 986, f° 24 (1734), Aydius BB2, f° 439 (1759), f° 309 (1762), C 1348 (1766), 3E 10979 (1766), B 5762 (1780, dénombrement), B 5599 (1785), C 1348 (1786).

111. ADPA, 3E 1987.

112. ADPA, E 1106, f° 161 v°.

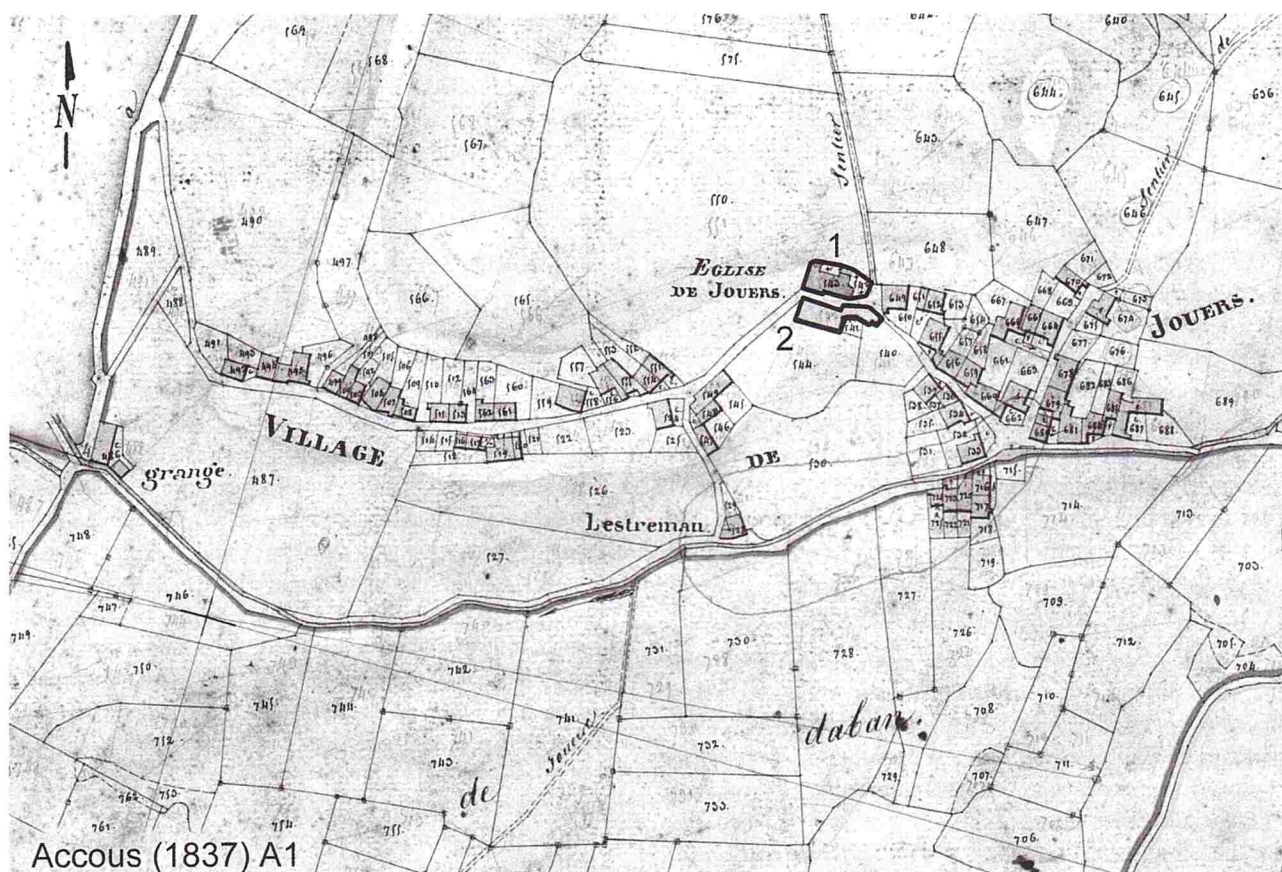


Fig. 11. - Jouers, localisation de l'église (1) et de l'abbaye laïque (2)
[extrait du cadastre XIXe s.]
Dessin J.-F. Pichonneau.

Jouers (comm. d'Accous) – fig. 11

L'abbaye laïque

La première abbesse laïque de Jouers connue serait-elle la dénommée Florencia, donatrice dont le souvenir est perpétué par l'épigraphie ? Attribué au début du XIIe siècle, un modillon de l'église romane du lieu, orné d'un agneau pascal, comporte en effet l'inscription suivante : FLORENCIA FECI / AGNVS DEIT FACERE (Florence m'a fait faire / Agneau de Dieu)¹¹³. Faute de certitude à cet égard, il faut attendre le XIVe siècle pour trouver l'*abat de Joertz* cité nommément dans une source écrite. Cet abbé laïque, Bernat, est, en 1345, l'un des délégués de la vallée d'Aspe qui décident de proroger la date prévue pour le serment à Gaston III, vicomte de Béarn¹¹⁴. En 1385, l'*ostau d'Arnaudet d'Abbadie* – sans plus de précision – est dénombré à Jouers. Au XVe siècle, manifestement en proie à des difficultés financières, "Arnaud, seignour et meste propriary de la maison d'Apatye de Jouers et de l'abbadie deudit locq" engage cette dernière (l'abbaye laïque, autrement dit essentiellement la dîme, distincte de la maison abbatiale), en faveur du chapitre de Sainte-Marie d'Oloron. Cet engagement est fait le 13 avril 1432 contre la somme de 300 florins d'or, avec toutefois "réserve de redimer laditte abbadie en tout temps et a james"¹¹⁵. Et ce n'est pas là qu'une formule : il fallut attendre plus de deux siècles pour qu'une certaine Jeanne d'Apatie recouvrât ce bien, non sans avoir dû porter l'affaire devant le Parlement. Celui-ci condamna, le 28 août 1658, le syndic du chapitre "à délaisser en faveur de Jeanne de Lapattie la possession de ladite dixme [de Jouers]"¹¹⁶.

En 1682, Bertrand (I) d'Appatie, fils de Jeanne¹¹⁷, présente son dénombrement¹¹⁸ puis c'est au tour de Bertrand (II) de faire de même en 1720 avant que le fils de ce dernier, Michel, ne le fasse en 1734. La famille d'Appatie se départ une nouvelle fois de la dîme de Jouers en 1742, date à laquelle Michel d'Appatie la vend, pour 12 000 livres, à Joseph de Minvielle, d'Oloron qui, en 1745, présente son dénombrement. Héritier de son père, Pierre de Minvielle d'Osse, dernier abbé laïque de Jouers, renouvelle cette démarche en 1772¹¹⁹.

La maison abbatiale est pour sa part toujours restée aux mains de la famille Appatie¹²⁰, raison pour laquelle sans doute le "sieur d'Appatie fils" prêta hommage le 27 juin 1770¹²¹. Elle appartenait, d'après le cadastre de 1838, à Jean Apatye. Si, en 1682, Bertrand (I) d'Appatie déclara la maison abbatiale comme étant "exempte de fief", il lui fut

113. Favreau 1981, p. 148.

114. Tucoc-Chala 1976, p. 106.

115. Vignau-Lous 1966, P.J. 1, p. 136. Il est par ailleurs fait référence à cet engagement et au rachat de la dîme dans le dénombrement de 1682 et dans le jugement de vérification de celui-ci en 1684 (ADPA, B 663, f° 174 et sq.).

116. Vignau-Lous 1966, p. 5 et ADPA, B 663, f° 176.

117. Jeanne, sans doute alias Gratianette d'Appatie, «abadasse de Joers», décédée le 3 mai 1678 (ADPA, Accous GG 1).

118. ADPA, B 663, f° 174 et sq.

119. ADPA, B 5798 (dénombrements de 1720, 1734, 1745 et 1772) ; B 4764 et B 5240 (Pierre de Minvielle, abbé de Jouers, en 1776 et 1786).

120. Vignau-Lous 1966, P.J. 2, p. 137.

demandé lors du jugement de vérification de justifier de la noblesse de celle-ci. Cela ne put certainement être fait : l'abbé laïque ne dénombrerait pas et il ne jouissait pas du droit d'entrée aux Etats de Béarn.

Outre la possession de la dîme de Jouers, l'abbé laïque était également en droit de prendre la dîme sur certaines bordes et terres de Lhers et de Saint-Christau (quartiers de la paroisse d'Accous à laquelle était rattaché Jouers). Il se prévalait également du droit de présentation à la cure de Jouers, droit contesté par le curé et l'abbé laïque d'Accous. Le jugement de vérification renvoya, en 1684, les parties devant les juges ordinaires (tout en maintenant Bertrand d'Appatie sur les autres points). L'abbé laïque d'Accous eut manifestement gain de cause (il était, depuis le début du XVIIe siècle au moins, patron d'Accous et de Jouers¹²²), puisque Bertrand (II) d'Appatie ne prétendait plus à ce droit de présentation en 1720. Joseph Minvielle avança en revanche en 1745 que "s'il arrivoit que la cure de Joers, unie à celle d'Accous, vinsent à estre désunies, en ladite qualité d'abbé, je nomerois à la cure dudit lieu de Joers". L'abbé laïque d'Accous s'opposa une nouvelle fois à cette prétention et Joseph de Minvielle y renonça, tout comme son fils Pierre qui ne l'exprima pas dans son dénombrement de 1772.

L'actuel "manoir d'Apatye" de Jouers est composé de plusieurs corps de bâtiment qui s'articulent le long d'une rue séparant cette demeure de l'église. La partie la plus ancienne correspond à une grange dont l'enduit endommagé laisse entrevoir, sur la face nord, quelques assises réglées caractéristiques de la technique de construction médiévale¹²³. Au cours de l'époque moderne, un logis (salle + tour-pigeonnier) est venu s'appuyer sur l'angle nord-est de cet édifice primitif. Le linteau de la porte d'entrée (au rez-de-chaussée, face sud) est sculpté : JESUS MARIA / M BERTRAN DAPATIE 1716. A la fin de l'époque moderne ou tout au début du XIXe siècle (avant 1838), une seconde grange a été accolée à la première, côté ouest, conférant à l'ensemble une physionomie qui – à quelques détails près – n'a guère varié depuis lors.

Le nom resté attaché à cette demeure – tout comme sa localisation – suffit à s'assurer qu'elle correspond bien à la maison *Apatie* de Jouers qui, en 1658, est dite "près et contiguë de l'église dudit lieu (...), ladite église ceinte et entourée de toutes parts de la terre de la maison d'Apatie, à la réserve d'un chemin public"¹²⁴.

Accous – fig. 12

L'abbaye laïque

Gaillard, abbé d'Accous au début du XIVe siècle, nous est connu par le testament (1308) de l'évêque d'Oloron, Gaillard de Ledeuix¹²⁵. Il n'est pas précisé s'il est le détenteur de l'*abadie jusan* ou de l'*abadie susan*, toutes deux attestées par la suite. Ainsi, en 1344, Bertran d'*Abadie* et Bernat d'*Abadie* figurent-ils parmi les représentants d'Accous lors de l'échange de serment avec Gaston III¹²⁶. A la fin du siècle, l'*ostau* de Bertran d'*Abadie susan* est dénombré à Accous quand deux autres maisons du village appartiennent à Bertranet d'*Abadie*. Le nom de Peirolet d'*Abadie* est connu en 1427¹²⁷. Par la suite, la trace de l'*abadie susan* se perd totalement. Elle n'a pu être localisée.

En 1391, l'*abat d'Acos* – certainement celui de l'*abadie jusan* – assiste à une séance des Etats de Béarn¹²⁸. Quelques années après, en 1427, un certain Guillemet d'*Abadie* est désigné comme seigneur patron d'Accous¹²⁹. Un siècle plus tard, David et Jean de

Souvie¹³⁰, échantent l'abbaye laïque contre des terres et métairies situées en Périgord possédées par noble Bernard de Tarès, habitant de Sauveterre. La veuve de ce dernier revend le bien, pour la somme de 1000 écus en 1529, en faveur de Me Pierre de Lanne, bourgeois d'Oloron¹³¹. En 1538, celui-ci prête hommage devant Jacques de Foix, lequel ne semble pas avoir reçu son dénombrement pourtant rédigé¹³². Cela ne l'empêche pas, le 20 juin 1545, d'acquérir l'abbaye laïque d'Accous pour la revendre, deux jours plus tard, à Me Jean de Lostau, marchand d'Oloron qui la cède à son tour, le 20 août de la même année, à Francisco Bénet (ou Bens), marchand de Saragosse. C'est certainement lui qui, en 1546, prête serment au roi de Navarre comme *senhor de l'abadie d'Acos*¹³³ avant de revendre le bien, en 1549, à Pierre Despourrin pour 16 000 sols jacques. L'abbaye laïque d'Accous va alors rester propriété de la famille pendant plus de deux siècles¹³⁴ avant que Jean Despourrin ne la vende, en 1765, au sieur François Bois Cadet, d'Oloron¹³⁵. Ses descendants – qui finissent par prendre le nom de Bois Juzan – la conservent jusqu'à la Révolution¹³⁶.

D'après les dénombrements, une entrée aux Etats de Béarn était attachée à l'*abadie jusan* dont les propriétaires percevaient divers cens, détenaient 1/6 de la dîme¹³⁷, le droit de présentation (en alternance avec l'abbé de Sarrance¹³⁸) ainsi qu'un péage. Ce dernier point représente une exception notable : aucun autre cas d'abbé laïque détenteur d'un tel droit n'a été rencontré par ailleurs, Ossau et Barétous compris. L'hypothèse la plus plausible est, à mon sens, celle d'un droit féodal récupéré tardivement par un abbé laïque (par alliance, achat, ...), droit qui relevait originellement soit d'un seigneur d'Accous, soit d'un seigneur de Léés (cf. ci-après).

Les abbés laïques successifs d'Accous possédaient une maison abbatiale qui était en ruines au XVIIe siècle (Pierre Despourrin

121. ADPA, B 5595.

122. ADPA, G 345, f° 57.

123. La date – douteuse – de 1420 est gravée (en chiffres arabes) sur un piédroit de la porte qui s'ouvre dans la face est de cette grange.

124. Vignau-Lous 1966, P.J. 2, p. 137.

125. Menjoulet 1864, I, p. 501.

126. Hommages ... : Tucoc-Chala 1976, p. 77.

127. ADPA, C 1272.

128. Cadier 1888, p. 411.

129. ADPA, C 1272. Sauf mention contraire, tous les données qui suivent sont issues du document conservé sous cette cote. Il s'agit d'un arrêt du Conseil d'Etat examinant en 1724 le droit de péage perçu à Accous par le sieur Despourrin, arrêt dans lequel sont énumérés tous les documents fournis à titre de pièces justificatives.

130. Ou Me Denis de Loubie selon ADPA, B 663, f° 288 et sq.

131. ADPA, B 663, f° 288 et sq. et C 1272.

132. ADPA, B 824 (1538, dénombrement) et B 848, f° 32 r°.

133. ADPA, C 1226.

134. ADPA, IJ 183/12, E 1100, f° 11 r° (1590), G 345, f° 57 (1609), Bedous EE1 (1621), E 1816, f° 140 (1632), C 716, f° 8 v° (1645), G 347, f° 28 (1654), E 2150 (1668), CC 733, f° 5 v° (1673), B 663, f° 284 et sq. (1674, dénombrement), B 5755 (1719, dénombrement), C 771, f° 25 r° (1729), C 799, f° 36 v° (1761), C 998 (1765).

135. ADPA, C 804, f° 26 v°.

136. ADPA, B 5755 (1767, 1777, dénombrements), C 1005 (1774), C 808, f° 20 r° (1774), B 5595 (1776).

137. ADPA, G 347, f° 28.

138. Le monastère de Sarrance possédait quant à lui une moitié de dîme (ADPA, E 2153) et les prébendiers d'Oloron en disposaient d'un tiers (ADPA, IJ 183(2) et B 5016, f° 50).



Fig. 12. - Accous, localisation de l'église (1) et de l'emplacement de l'abbaye laïque (2)
[extrait du cadastre XIXe s.].
Dessin J.-F. Pichonmeau.

dénombrait en 1674 “ la place muraille où estoit bastie autres fois l'abbaye jusan ”). A son emplacement se trouvaient, en 1837, deux maisons ainsi que des jardins¹³⁹. Le secteur a été totalement bouleversé durant la seconde moitié du XIXe siècle par la construction de la mairie¹⁴⁰ ; il ne subsiste plus aucune trace de l'*abadie jusan*.

Un seigneur au XIe siècle ?

Un acte du cartulaire de Saint-Vincent de Lucq fait état, selon l'édition proposée par Barrau-Dihigo et Poupardin, d'un nommé *Anersans de Achos* (Accous selon les auteurs) et de son neveu, *Willelmus Forto* impliqués dans une transaction, au début du XIe siècle¹⁴¹. Cette mention d'un éventuel seigneur d'Accous doit être, pour le moment, retenue à titre d'hypothèse seulement : P. de Marca cite cet acte¹⁴² en ayant, pour sa part, lu *Atos* qu'il identifie à la paroisse d'Athos (canton de Sauveterre-de-Béarn).

Un droit de péage

Un droit de péage, dont il a été question plus haut, est mentionné dans les aveux et dénombrements des abbés laïques d'Accous de 1538 et 1674. Lors de la vérification de ce dernier, le sieur Despourrin est débouté de ce droit. A nouveau dénombré en 1719, ce péage fait l'objet, vers 1720 d'un “ mémoire par lequel les habitants de la vallée d'Aspe, les jurats et habitants de la ville d'Oloron et dépendances et les syndics généraux des Etats de la province de Béarn prennent fait et cause pour tous les habitants de ladite province, demandant que les

droits de péage prétendus par le sieur Despourrin soient supprimés ”. C'est un arrêt du Conseil du roi qui supprime “ le droit de péage que la famille Despourrin déclarait posséder à Accous ”. La liste des pièces rassemblées en vue de ce jugement est parvenue jusqu'à nous. Elle permet de constater que ce péage était aux mains des abbés laïques d'Accous depuis le début du XVe siècle au moins.

Une quittance de 1427 est fournie qui montre Guillemet d'*Abadie*, seigneur et patron péager d'Accous, ayant perçu des droits d'un liard par tête pour des brebis et autres bestiaux qui étaient passés dans les limites du péage d'Accous pour aller pacager aux montagnes.

En 1429, le droit de péage du même Guillemet est saisi à la requête du syndic de la province de Béarn et son adjudication est faite au profit de Gratien de Soubie. Ce dernier fait procéder la même année à une saisie, suite au non paiement du péage pour une paire de bœufs. Le règlement, alourdi d'une somme de 24 sols morlaàs (12 par tête) pour

139. Correspondance entre les confronts du dénombrement de Pierre Despourrin en 1719 (ADPA, B 5755) et l'état de sections de 1838 : orient, cimetière de l'église et maison commune (1838 : *id.*, D, 3, 627) ; occident, maison et terre de *Dabancens* (1838 : *id.*, D, 3, 620-621) ; midi, terre des *Oustous* (1838 : *Loustous*, D, 3, 632) et *Hauret* (1838 : *id.*, D, 3, 628) ; septentrion, rue publique. L'emplacement de l'*abadie* correspondait aux parcelles suivantes : D, 3, 622-626.

140. ADPA, Accous 1M1 (1864).

141. Barrau-Dihigo, Poupardin 1905, p. 13-14.

142. Marca, I, p. 352 (V) et p. 360 (III).

fraude, est acquitté par la suite. En 1481, c'est Bernard de Soubie qui fait établir un bail au profit de Jean Minvielle, bail concernant, entre autres choses, le "droit de péage qu'il percevait tant dans le village d'Accous que dans celui de Lées et leurs dépendances, moyennant 120 florins par an pour en jouir, savoir à l'égard des habitants de Béarn excepté ceux de la ville d'Oloron et de la vallée d'Aspe qui étaient exempts dudit droit de péage, à raison d'un liard par tête de bétail ou charge de marchandise et d'un jacques par fardeau porté à col ; et par rapport aux étrangers à raison de trois deniers par tête de bête non chargée et de cinq sols morlaàs pour chaque bête chargée, vendue ou à vendre, avec faculté de faire payer douze sols morlaàs de fraude du droit, même de confisquer ce qui serait pris en fraude faute de payer dans 24 heures lesdits douze sols morlaàs".

Par la suite, le péage, revenu aux mains de l'abbé laïque, est affermé par le sieur de Lanne en 1534 pour la somme de 121 florins par an. En 1552, des lettres patentes de Henri II d'Albret ordonnent la saisie du droit de péage "comme faisant partie du domaine de Béarn" ; deux personnes sont commises pour en faire la perception dans les villages d'Accous et de Lées. Un arrêt du Conseil du roi de Navarre ordonne en 1554 que "le sr. Despourrin jouirait par provision du droit de péage d'Accous comme par le passé" avant qu'un nouvel arrêt, daté de 1558, le déclare "maintenu définitivement dans la possession de prendre et lever dans le village d'Accous et dans celui de Lées le droit de péage accoutumé". Des déclarations de marchandises pour les années 1627-1628 et un bail à ferme du péage en date de 1627 sont présentés à titre de pièces justificatives lors du dénombrement de 1674.

La perception de ce péage se faisait tant à Accous qu'à Lées selon certains des documents cités. Cette information permet de le situer au niveau du défilé d'Esquit, point de jonction des deux routes qui desservaient le bassin de Bedous, l'une passant par Accous (rive droite du gave), l'autre passant par Lées (rive gauche). Des vestiges, signalés en ce lieu à la fin du XVIIe siècle, sont peut-être à mettre en relation avec ce péage¹⁴³.

Celui-ci relevait-il dès l'origine de l'abbé laïque d'Accous ainsi que le suggère le dénombrement de 1538 ? Rien n'est moins sûr : le fait paraît étonnant au regard de l'exception qu'il représente. Il semble plus plausible en revanche qu'il ait été, dans un premier temps, aux mains des seigneurs d'Accous... ou de ceux de Lées.

Osse-en-Aspe – fig. 13 et 14

L'abbaye laïque

Santz Ageu de Labadie (ou Ageu d'Abadie), est le premier abbé laïque d'Osse dont le nom nous soit parvenu. Il fut l'un des jurats de la vallée nommé par le vicomte de Béarn en 1247¹⁴⁴. Il faut ensuite attendre 1385 pour retrouver l'*ostau de Bertran d'Abadie* à Osse. En 1482, Bertran de Badie, d'Osse, est syndic de la vallée d'Aspe lors de la prestation de serment du vicomte François Fébus devant les Etats de Béarn¹⁴⁵. Quelques années plus tard, c'est encore "l'abbé d'Osse" qui représente la vallée d'Aspe à l'assemblée des Etats¹⁴⁶.

L'histoire de l'abbaye laïque d'Osse à l'époque moderne est celle d'une institution morcelée. Une moitié de la dime était aux mains des seigneurs d'Osse (cf. ci-après) quand deux autres parties étaient possédées par deux abbés laïques distincts.

Une part de l'abbaye laïque – consistant, d'après le dénombrement de 1683, en maison abbatiale appelée *Apatie*, 1/3 de la dime, droit de présentation à la cure et droit d'entrée aux Etats de Béarn – était détenue, en 1616, par Jean de Troussilh, par ailleurs abbé laïque d'Etsaut. Elle passa ensuite à Antoine de Lassalle, seigneur de Gurmençon, puis à la famille de Colomiès durant la seconde moitié du XVIIe siècle. On ne retrouve ensuite sa trace qu'à la fin du XVIIIe siècle : en 1785, Jacques Cyprien de Bordenave d'Abère procède avec Jean de Lassalle, d'Osse, à un échange entre la maison *Apatie* qu'il détient et la maison *Lassalle*, propriété du second. Il est toutefois, encore en 1789, "gros décimateur d'Osse" ce qui indique qu'il avait conservé le tiers de dime relevant de cette part d'abbaye laïque¹⁴⁷.

La maison *Apatie* correspond, comme l'indique son nom et sa localisation, à l'abbaye laïque d'origine. Aujourd'hui disparue, elle se trouvait en arrière de l'église, séparée de celle-ci par une rue¹⁴⁸.

Une autre part de la dime d'Osse (1/6) était, en 1620, aux mains de Jean de Mirande qui la vendit à Pees de Casamayou, habitant du lieu. Ce dernier la transmet à son petit-fils qui la vendit, en 1653 à David de Latourette, également d'Osse. Ce bien passa ensuite par mariage à la famille Laclède, de Bedous, qui s'en défit, en 1779, en faveur d'un négociant d'Oloron, Jean-Joseph Songeus. Le frère de ce dernier la détenait encore en 1789¹⁴⁹.

La seigneurie d'Osse

Lors de l'hommage de Canfranc en 1154, Raimond Gaillard d'Osse (*Raimundus Gaiardi d'Olça*), que l'on peut assimiler au seigneur d'Osse, est présent en compagnie d'un personnage qui est probablement son fils : *Arnaldus bastard d'Olça*¹⁵⁰. Dans le cartulaire de Sainte-Foi de Morlaàs, un dénommé Forto-Aner d'Ossa apparaît comme témoin dans le courant du XIIe siècle (entre 1123 et 1170)¹⁵¹. Léon Cadier a identifié *Ossa* à la commune d'Ousse (canton de Pau-Est) mais ce nom pourrait tout aussi bien désigner Osse-en-Aspe.

En 1187, Guilhem d'Osse est l'une des trois personnalités sous l'égide desquelles est conclu un traité de paix entre Aspois et Ossalois¹⁵².

143. L'ingénieur Thierry signale, en 1688, qu'au «bout de ce pont on tient une garde à la sortie du défilé, auquel endroit il y a une petite muraille ou espèce de redent du côté du Gave» : [Thierry] 1952, p. 55.

144. For d'Aspe : Ourliac, Gilles 1990, p. 536.

145. Cartulaire B d'Ossau : Tucoc-Chala 1970, n° 72, p. 369.

146. ADPA, C 680, f° 4 et 8.

147. ADPA, B 663, f° 39, E 1825, f° 683 v° (1637) et f° 664 r° (1664) ; B 664, f° 211 (1683, dénombrement), E 1846, f° 71 v° (1697), 3E 5797, f° 300 (1785), B 4799, f° 81 et 92 (1789).

148. Correspondance entre les confrants du dénombrement de Pierre de Colomiès en 1683 (ADPA, B 664, f° 211) et l'état de sections du cadastre de 1837 : midi, maison et jardin de *Soubie* (1837 : *id.*, B, 1, 239), maison et jardin de *Soussense* (1837 : *id.*, B, 1, 242), jardin de *Diusaboe* (1837 : *id.*, B, 1, 247) ; orient, maison de *Superbie* (1837 : disparue), jardin de *Barbé* (1837 : *id.*, B, 1, 229), jardin de *Piolet* (1837 : *id.*, B, 1, 230), maison et jardin d'*Apiou* (1837 : *id.*, B, 1, 233) ; occident et septentrion avec rue publique et église, le chemin public entre deux. En 1837, la maison *Apatie* porte le nom de *Lassalle* (B, 1, 235) du nom de son propriétaire depuis l'échange de 1785.

149. ADPA, B 663, f° 268, E 1814, f° 256 r° (1624), C 710, f° 40 (1627), B 913 (1682, dénombrement), B 5817 (1744), B 5595 (1754), B 5762 (1779), B 5599 (1785), B 4799, f° 81 et 92 (1789).

150. Tucoc-Chala 1981, p. 147-148.

151. Cadier 1883-1884, p. 340.

152. Cartulaire A d'Ossau : Tucoc-Chala, acte n° 1, p. 39.



Fig. 13. - Osse, localisation de l'église (1), de l'abbaye laïque « Apatie » (2) et de la maison seigneuriale « Gayrosse » (3) [extrait du cadastre du XIXe s.].
Dessin J.-F. Pichonneau.

Après un siècle de lacune documentaire, on retrouve un Bernard d'Osse à la tête de l'escorte qui accompagnait le roi d'Angleterre lors d'un séjour en vallée d'Aspe en 1289¹⁵³. En 1324, le même personnage (Bernard, "seigneur d'Osse et d'Audéjos"), donne une quittance aux jurats d'Orthez¹⁵⁴. C'est encore lui (*En Bernat d'Osse, senhor d'Audejos*) qui, en 1344, est donné absent lors de la cérémonie d'hommage des nobles de l'ancienne cour d'Eslayou¹⁵⁵. Quelques années plus tard, en 1376, "*lo senhor de Gayrosse, armat e a cavag*", figure dans le rôle de l'armée de Gaston Fébus avec ses compagnons dont Berdot *borc* [bâtard] d'Osse et Arnauton *borc* d'Osse¹⁵⁶. En 1382, c'est un dénommé Amat, "seigneur d'Osse et de Gayrosse, chevalier", qui signe un acte comme co-seigneur de Bougarber¹⁵⁷. Le dénombrement des feux de la vicomté de Béarn permet enfin de relever, en 1385, à Osse, *l'ostau deu senher de Gayrosse, domenger*¹⁵⁸.

Rappelons, pour mémoire, que le nom de Gayrosse a été cité plus haut, au XIIIe siècle, à propos de Laxé. Il se peut qu'un lien ait existé entre les seigneurs de ce dernier lieu et ceux d'Osse. Adrien Planté affirme (mais sans citer de source ni préciser à quelle époque) que les Gayrosse possédaient des terres à Osse, Aydius, Léas-Athas et Laxé¹⁵⁹.

153. Trabut-Cussac 1952, p. 197.

154. «Bernat, senhor Dosse et Daudejos» ; Martinet d'Orthez, acte n° LXVI : Barraqué 1999, p. 194.

155. Hommages : Tucoc-Chala 1976, p. 66.

156. Raymond 1872, p. 11-12.

157. ADPA, E 1919 : Planté 1891, p. 37.

158. Raymond 1873, p. 175.

159. Planté 1891, p. 30.

Si l'on ne dispose pas, pour l'époque médiévale, d'éléments concernant la nature des possessions et des droits des Gayrosse à Osse, et plus généralement en vallée d'Aspe, la documentation de l'époque moderne éclaire en revanche quelque peu le sujet tout en donnant à voir une situation qui va rapidement en s'altérant et qui est, de plus, passablement embrouillée.

La principale difficulté concernant la seigneurie d'Osse – bien attestée par les textes du début de l'époque moderne, cf. ci-après – tient à la confusion faite entre celle-ci et l'abbaye laïque du lieu. Que l'on en juge. Lorsque Auger, baron et seigneur de Gayrosse, vend, en 1510, à Peyrolet de Florence, jurat d'Oloron, toute sa terre noble, c'est bien d'une seigneurie dont il est question. Outre la maison noble, un moulin et divers cens, rentes et revenus, il est en effet question de juridiction seigneuriale, de lods et ventes, de droit de préférence et d'amendes¹⁶⁰, autant d'éléments qui ne ressortissent jamais à une abbaye laïque. Or, lorsqu'il rend son dénombrement et prête hommage devant Jacques de Foix en 1538, Peyrolet de Florence est dit "*senhor de l'Abadie d'Ossa*"¹⁶¹ (mais, peu avant, son gendre s'était présenté pour lui "*cum a senhor de l'ostau deu senhor de Gayrosse en lo loc d'Ossa*")¹⁶². Quant au baron de Gayrosse, il dénombre à la même date son droit de recouvrer les seigneuries de Gurmençon et d'Eysus, l'Abbadie d'Osse et autres pièces et seigneuries qui dépendaient de la baronnie de Gayrosse¹⁶³.

Si le terme de *gentillesse* est employé dans l'acte de vente de 1510 et celui de seigneurie dans le cadre d'un bail passé en 1592¹⁶⁴, il est à nouveau question, en 1605, de "la maison abbatiale appelée *Labadie* de Gayrosse" avec tous les droits qui y sont attachés¹⁶⁵. Il n'est plus fait état alors que de "*molin, moliar, terres cultes et incultes, montanhes, herbadges, pasturadges...*". Ultérieurement il n'est plus question de la maison Gayrosse que comme abbaye laïque. Rappelons tout de même que le seigneur de Gayrosse était dit, en 1385, *domenger* et non *abat* (*l'ostau de Bertran d'Abadie* est par ailleurs dénombré à Osse à cette date).

Cette confusion tient au fait que les seigneurs d'Osse détenaient une moitié de la dime et le patronage (en alternance), droits qui relevaient de la seigneurie mais qui, à l'époque moderne, furent abusivement assimilés, par extrapolation, à ceux d'un abbé laïque en sa partie (le cas de figure se retrouve à Lescun).

Les archives modernes donnent à voir une seigneurie à l'agonie dont l'assise territoriale ne se limitait pas à Osse à l'origine. En effet, les divers droits vendus au début du XVI^e siècle étaient situés tant dans cette paroisse qu'à Aydius et Léas-Athas ainsi qu'en d'autres lieux de la vallée – non spécifiés dans cet acte. Il s'agit toutefois manifestement de Bedous et Orcun (mentionnés lors d'une nouvelle vente en 1605¹⁶⁶) et de Jouers (où un cens est perçu sur différentes maisons d'après des dénombremens du XVIII^e siècle¹⁶⁷).

Les propriétaires de cette seigneurie ont d'abord été les Gayrosse. En 1510, Auger, baron de Gayrosse, céda les biens qu'il possédait à Osse à Peyrolet de Florence, jurat et marchand d'Oloron¹⁶⁸. Les d'Abbadie de Maslacq, descendants de Jeanne, la fille de ce dernier, les conservèrent durant un siècle¹⁶⁹ (hormis entre 1605 et 1620 environ, années au cours desquelles ils ont été détenus, à la suite d'une vente à réméré par Guilhem-Arnaud de Casfarrang et son gendre Bertrand de Davacentz, tous deux marchands à Oloron¹⁷⁰). Ils passèrent ensuite à la famille des seigneurs de Précillon qui les vendirent et les rachetèrent

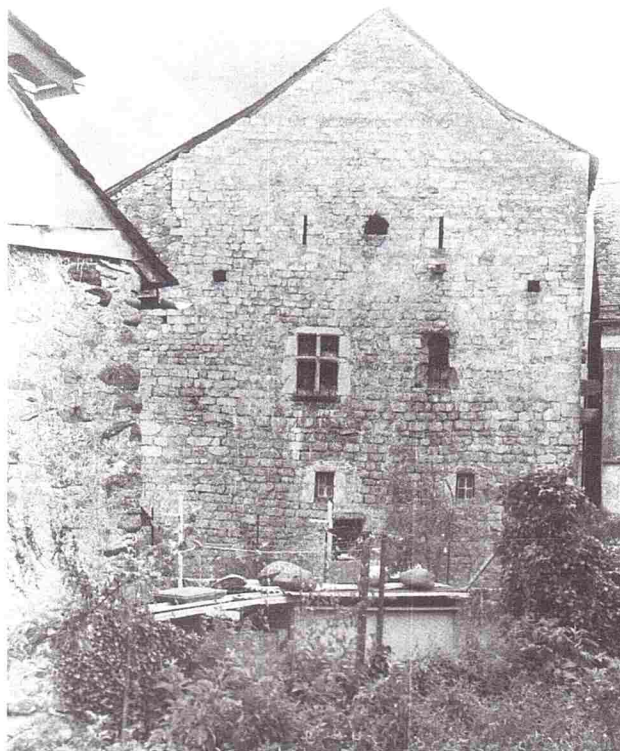


Fig. 14. - Osse, la maison seigneuriale « Gayrosse ».
Cliché A. Berdoy.

à plusieurs reprises¹⁷¹ avant de les laisser définitivement à un certain François Bordenave d'Oloron. Les descendants de ce dernier les gardèrent jusqu'à la fin de l'Ancien Régime¹⁷².

160. «*Notum sit que (...) noble Auger, baron et senhor de Gayrosse aye bendut a honorable Peyrolet de Florence, jurat d'Oloron, tote aquere gentillesse, molii, moliar, fius, rendes, rebenues, blatz, graas, brugadges, faimidret, capso, preparance, ley petite et grosse et totes autres dretz et debers a hydrit senhor de Gayrosse apartenents et assous predecessors en los locs d'Ousse, Aydius, Lees Atas et en totz autres locqs en la val d'Aspa (...) ab resignation de la mayson qui davant l'autrey de la presente carte abe en lodit loc d'Ousse et per la some de mile sieys cens septante et dus francqs*» (ADPA, E 1982, f° 50 v°).

161. ADPA, B 848, f° 33 r°.

162. ADPA, B 848, f° 20 et f° 33 r°.

163. ADPA, B 829, f° 6.

164. Gratien d'Abbadie, propriétaire de la maison noble de Maslacq, donne procuration à Jean de Luger, seigneur de Précillon, pour «*affirmer la desme, molin, terre, maison de la senhorie d'Ossa*» (ADPA, E 1794, f° 431 v°).

165. ADPA, E 1805, f° 888 v°.

166. Une nouvelle vente intervenue en 1605 fait état des divers droits dans les lieux d'Osse, Athas, Léas, Bedous, Orcun et Aydius (ADPA, E 1805, f° 888 v°).

167. ADPA, B 5817 (1700 et 1728).

168. ADPA, E 1982, f° 50 v°.

169. ADPA, B 848, f° 20 et 33 r° (1538), E 1794, f° 431 v° (1592), E 1805, f° 888 v° (1605), E 1103, f° 133 v° (1622), E 1814, f° 256 r° (1624), C 710, f° 40.

170. ADPA, E 1805, f° 888 v° (1605), G 345, f° 63 (1608) et E 1812, f° 202 (1619).

171. ADPA, C 719, f° 20 v° et 28 r° (1650), C 737, f° 93 v° et 95 v° (1679), B 664, f° 211 (1683), G 353 (1695), C 745, f° 15 r° (1697), B 5817 (1700, dénombrement), C 755, f° 27 v° et 88 v° (1714), B 7285 (1721).

172. ADPA, B 5817 (1728, 1752, 1770 dénombremens), C 770, f° 27 v° et 82 v° (1728), C 825, f° 105-106 (1745), B 5484 (1749), C 793, f° 278 r° (1751), CC 998 (1765), B 5595 (1766, 1770, 1781), C 1006 (1775), C 1008 (1777), C 817, f° 11 v° (1782), B 4799, f° 81 et 92 (1789), B 4800 (1789).

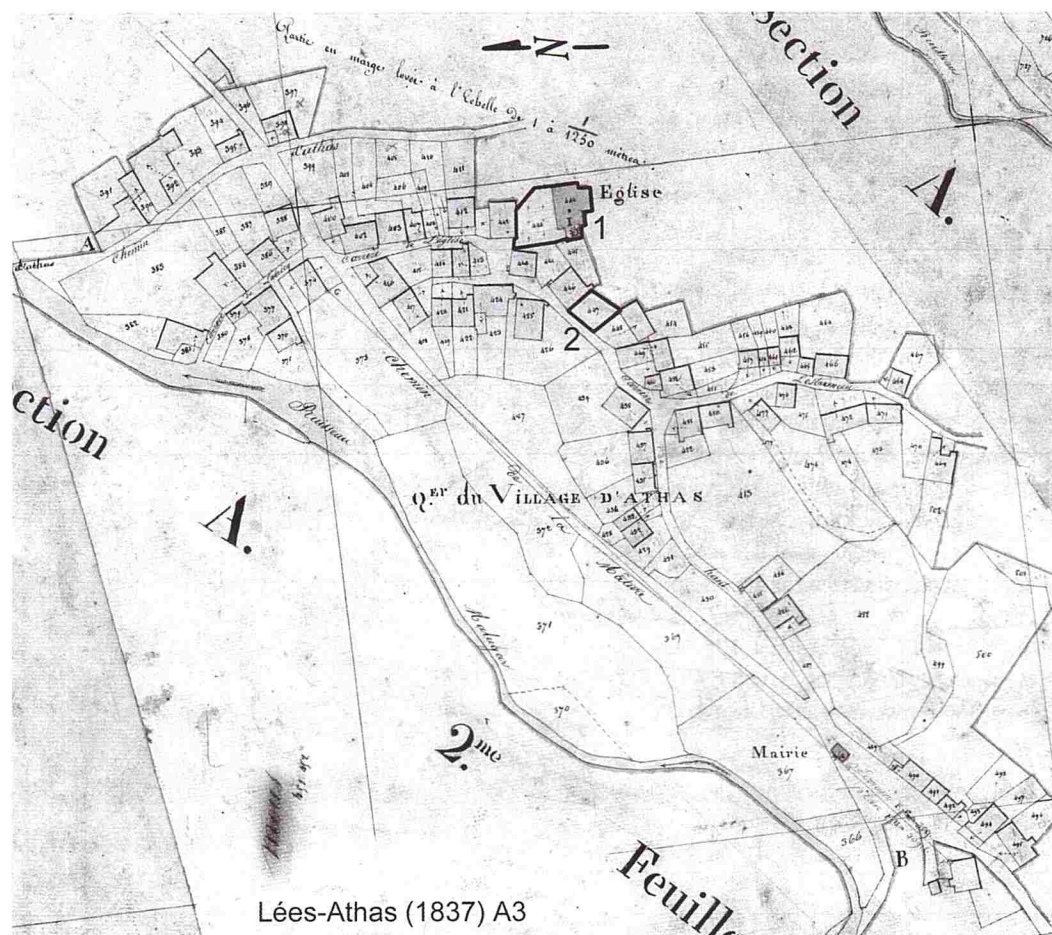


Fig. 15. - Athas, localisation de l'église (1) et de l'emplacement de l'abbaye laïque (2) [extrait du cadastre XIXe s.]. Dessin J.-F. Pichonneau.

L'*ostau deu senhor de Gayrosse* est, de nos jours encore, bien conservé dans le village d'Osse. Il s'agit d'une belle maison forte attribuable au XIVe siècle ayant fait l'objet d'une publication par ailleurs. Son identification n'a posé aucun problème dans la mesure où, d'une part, les confronts énoncés dans les dénombrements ont aisément pu être rapportés aux données issues de la restitution de l'habitat¹⁷³ et où, d'autre part, cette maison a gardé le nom de Gayrosse, tant dans l'état de sections de 1838 que dans la mémoire des villageois.

Athas (comm. de Lées-Athas) – fig. 15 *L'abbaye laïque*

L'abbaye laïque d'Athas n'apparaît pas dans la documentation médiévale (elle n'est pas même recensée en 1385¹⁷⁴). La première mention retrouvée à ce jour concerne un certain Pees de Lassalle qui en fait l'acquisition, en 1597. Ses descendants (Lassalle d'Eysus, Lassalle Athas puis d'Assat) – par ailleurs abbés laïques d'Orcun – l'ont conservée jusqu'à la fin de l'Ancien Régime¹⁷⁵. S'ils possédaient bien la maison abbatiale, le droit de présentation à la cure ainsi qu'un droit d'entrée aux Etats de Béarn, ces abbés laïques ne pouvaient en revanche prétendre percevoir la dîme, vendue (mais à qui ?) avant la fin du XVIIe siècle. Tant en 1597 qu'en 1674, il est question du droit de rachat de la dîme (et peut-être même en réalité d'un quart de celle-ci seulement ainsi que le suggère un inventaire des biens des de Lassalle d'Eysus en 1681). En 1769 encore, cette faculté n'avait pu être exercée puisque Christine d'Assat se contenta de prêter hommage pour "une place de maison et pour droit de présentation à la cure".

Le terme de "place de maison" employé au XVIIIe siècle indique, sans équivoque, que l'abbaye laïque avait déjà alors disparu¹⁷⁶. Elle peut toutefois être localisée sur la parcelle de terre vague du nom d'*Abadie* cadastrée en 1837, parcelle située non loin de l'église et qui appartenait à la commune¹⁷⁷.

Lées (comm. de Lées-Athas) – fig. 16 *L'abbaye laïque*

En 1344, Bertrand d'*Abadie*, de Lées, figure parmi les représentants de la vallée lors de l'échange de serments avec Aliénor de Comminges et Gaston III¹⁷⁸. Etait-il un prédécesseur du nommé Monaud d'*Abadie*–

173. Correspondance entre confronts du dénombrement de Jean de Fondevielle en 1700 (ADPA, B 5817) et état de sections du cadastre de 1837 : orient, maison *Laplace* (1837 : maison *Curet*, propriétaire : Joseph Curet Laplace, B, 1, 168) ; occident, maison *Darre la tour* (1837 : maison *Coudoures*, propriétaire : Joseph Doumecq Darré Latour, B, 1, 158) et maison *Lassallette* (1837 : *id.*, B, 1, 162) ; midi, rue publique ; septentrion, terre du sieur Latourette.

174. Mais on sait les lacunes du dénombrement ; cf. à titre indicatif l'exemple de Lescun qui suit.

175. ADPA, G 346, f° 196 (1620), E 1106, f° 110 v° (1640), f° 110v°-111 (1644), B 3971, f° 25 v° (1666), B 662, f° 97 et f° 137 v° (1674, dénombrements), E 2075, f° 313 (1692), f° 319 (1694), E 1847, f° 84 (1706), B 5595 (1769), 1J 183/13 (XVIIe-XVIIIe s.).

176. Cette indication permet d'écarter la maison *Patie* en 1837 (A, 3, 448), maison qui tire certainement son nom de la parcelle voisine appelée *Apatie* (cf. ci-après).

177. Section A, feuille 3, parcelle 447.

178. Hommages... : Tucou-Chala 1976, p. 77-78.



Fig. 16. - Lées, localisation de l'église (1) et des abbayes laïques « Apatie Dejuus » (2) et « Apatie Dessus » (3) [extrait du cadastre XIXe s.]. Dessin J.-F. Pichonneau.

Dessus dont l'ostau est dénombré à Lées en 1385¹⁷⁹ ? Ou descendait-il du propriétaire de l'Abadie Dejuus, omise lors du recensement mais dont l'existence, induite par la précédente, est attestée par la suite ? Il est impossible de trancher d'autant que là s'arrêtent les mentions médiévales retrouvées à ce jour.

Concernant Abadie Dessus, les données de l'époque moderne sont tout aussi lacunaires. On sait qu'elle fut vendue, en 1529, par le sieur de Tares, de Sauveterre, à un certain Pierre de Lanne, d'Oloron, qui prêta hommage pour celle-ci en 1538 avant de la revendre, en 1545 à Jean-François Benet (ou Beret), marchand et bourgeois de Saragosse. Celui-ci la céda à son tour à Pierre Despourrin, d'Oloron, en 1549, date à partir de laquelle on perd totalement sa trace en l'état actuel des recherches¹⁸⁰. Il faut dire qu'il s'agit là d'une émanation secondaire de l'abbaye laïque d'origine. La maison Abadie Dessus a tout de même pu être localisée : il s'agit de la maison désignée sous le nom de Patie en 1709 et sous celui d'Apatie dans l'état de sections de 1838¹⁸¹. Elle se trouve à quelque distance de l'église, au cœur du village et l'on ne saurait dire, en raison de ses murs enduits, si elle présente des vestiges attribuables à l'époque médiévale.

L'histoire de la "véritable" abbaye laïque de Lées est un peu mieux documentée. Elle appartenait, à la fin du XVIe siècle et jusque en 1615, à la famille d'Abbadie ou d'Appatie (qui possédait alors également l'abbaye laïque de Bedous)¹⁸². Tristan Lassalle l'acheta en 1615. Son petit-fils, Marc-Antoine de Lassalle, seigneur de Cardesse, la détenait encore à la fin du XVIIe siècle et c'est sa veuve qui la vendit à Jean-François de Fondeville, curé d'Etsaut¹⁸³. Elle resta dans cette famille jusqu'à la Révolution¹⁸⁴.

Un dénommé Jean de Fondeville possédait, en 1837, la maison Labadie de Lées qui correspond à la maison abbatiale appelée Appatie Dejuus (ou Dessous) dans les archives modernes¹⁸⁵. Il s'agit aujourd'hui d'une grange située face à l'église dont on ne peut dire, faute de lisibilité, si elle est ou non une facture médiévale. Outre cette demeure, les abbés laïques de Lées dénombraient les trois quarts de la dîme et le droit de présentation à la cure.

Les éphémères seigneurs de Lées

L'existence de seigneurs à Lées est d'abord indirectement attestée par un acte de 1124, par lequel un dénommé Loup Aner, son épouse Chuscha, leur fils et leur bru, donnent à Sainte-Christine les rentes

179. L'étude de l'habitat réalisée à partir du cadastre ancien et d'un compte de la communauté daté de 1709 (ADPA, Lees-Athas CC2), a permis de constater que les 13 premières maisons du dénombrement de 1385 correspondent à celles de Lées, les suivantes – au nombre de 16 – étant celles d'Athas dont le nom n'apparaît pas dans le document.

180. ADPA, C 1272 et B 2088.

181. Section B, feuille 1, parcelle 284 ; propriétaire : Jean-Baptiste Vignales Apatie.

182. ADPA, E 1101, f° 41 (1590), f° 56 (1601), f° 110-112 (1603).

183. ADPA, B 663, f° 280 (1675), B 6015 (1693), B 5817 (1700).

184. ADPA, B 5817 (1700), C 755, f° 27 v° et 88 v° (1714), C 986 (1734), B 5595 (1753, 1778), C 998 (1765), B 5599 (1786).

185. Correspondance entre les confronts énoncés dans le dénombrement de Marc-Antoine de Lassalle en 1675 (ADPA, B 663, f° 280 v°) et l'état de sections du cadastre de 1827 : orient, maison et jardin de Lembeys (1827 : *id.*, B, 1, 190) ; occident, maison et jardin d'Estagnasier (1827 : *id.*, B, 1, 197) ; midi, rue publique ; septentrion, maison et jardin de Millette (1827 : *id.*, B, 1, 204).

ecclésiastiques, héritées de leurs prédécesseurs, qu'ils possèdent sur plusieurs églises aspoises et notamment sur celle de Lées¹⁸⁶.

Entre 1134 et 1136, un dénommé *don Tigbald*, assimilable au seigneur de Lées (cf. supra), est interpellé par le roi d'Aragon, et sommé, avec d'autres "barons" aspois, de laisser l'hôpital Sainte-Christine jouir des droits de pacage qui leur avaient été concédés quelque temps auparavant¹⁸⁷. Raymond Garcia de Lées est probablement, en 1154, le seigneur du lieu lorsqu'il assista à l'hommage de Canfranc¹⁸⁸.

À la fin du XIIe siècle (1187), un accord de paix est conclu entre Aspois et Ossalois sous l'égide de trois personnes parmi lesquelles un certain B. de Lees¹⁸⁹.

Deux autres mentions se rapportent aux seigneurs du lieu au XIIIe siècle. La première concerne un certain Guillaume Arnaud de Lées, présent, en 1215, lors de la confirmation de la donation par Gaston VI de la ville de Sainte-Marie à l'évêque d'Oloron¹⁹⁰. La seconde, en date de 1267, voit *En Bertran de Lees*, témoin d'un acte déjà cité impliquant noble Jordan du Domec, de Bedous, et les communautés de Monein et de Goès.

Aucun élément postérieur à cette date n'a été retrouvé à ce jour pas plus que n'a été identifié sur le terrain un site qui pourrait être mis en relation avec les seigneurs de cette localité.

Il est possible qu'un péage que possédait l'abbé laïque d'Accous à la fin du Moyen Âge et durant l'époque moderne ait été, à l'origine détenu par les seigneurs de Lées (cf. notice relative à Accous).

Lescun – fig. 17

L'abbaye laïque

Si l'abbaye laïque de Lescun n'est pas au nombre des *ostaus* dénombrés en 1385, son existence est toutefois attestée avant et après cette date. Un extrait d'un censier de l'évêché d'Oloron, fourni au XVIIe siècle à titre de pièce justificative, fait état de la somme de 40 sols morlaàs due, en 1372, à l'évêque d'Oloron pour l'abbaye laïque de Lescun¹⁹¹.

Après un hiatus documentaire de deux siècles, diverses mentions relatives aux abbés laïques de Lescun ont été rassemblées. Elle donnent à voir une institution démembrée dont l'histoire n'a pu, à ce jour, qu'être partiellement reconstituée.

Durant la seconde moitié du XVIe siècle, c'est un dénommé Gratian de Lane, bourgeois et marchand d'Oloron, qui est abbé laïque de Lescun. N'ayant pas d'enfant de son épouse Marguerite d'Abbadie (fille de Bertrand d'Abbadie et de Jeanne de Florence, propriétaires de Gayrosse d'Osse), il lègue ses biens à ses neveux. L'un d'eux, Monsarat de Lane, hérite de l'abbaye laïque¹⁹². Sa fille, Catherine de Lane, est dite "abbadesse" de Lescun dès 1622 (elle est alors mineure) et est connue par plusieurs actes passés au cours des années suivantes¹⁹³. En 1630, elle vend avec faculté de rachat, en faveur de noble Jean, sieur de Précillon, "la moitié des fruits décimaux de Lescun" pour la somme de 9000 livres. Elle conserve néanmoins le titre d'abbesse¹⁹⁴ (et une autre partie de la dîme probablement) avant de vendre au même, mais cette fois purement et simplement, l'abbaye laïque de Lescun et tous les droits de dîme¹⁹⁵ en 1637. Jean de Précillon revend l'ensemble, en 1644, à Jacob de Florence qui présente son dénombrement en 1674¹⁹⁶. Selon ses dires, il est "seul seigneur dimier du lieu de Lescun" et possède la maison abbatiale avec droit d'entrée aux Etats de Béarn.

Jean puis Pierre-Paul de Florence, héritent successivement de l'abbaye laïque et ce dernier la revend, en 1714, à Jean de Gabe¹⁹⁷. Celui-ci cède à son tour, entre 1730 et 1734, la moitié de la dîme et la moitié de la maison abbatiale à Jean de Moutengou qui lui-même les revend, en 1736, à Jean de Lafourcade qui les détient encore en 1779¹⁹⁸.

L'autre part de dîme conservée par Jean de Gabe semble avoir été elle-même dédoublée en deux quarts de dîme. L'un fut conservé, jusqu'à la Révolution, par sa fille, Marguerite de Gabe¹⁹⁹. Cette dernière fit don de sa part de maison abbatiale et du droit d'entrée aux Etats en dépendant ainsi que d'un quart de dîme (?) à son fils Jean-Pierre de Lafargue. Au décès de celui-ci, son frère Pierre-Félix de Lafargue hérita du tout²⁰⁰.

L'abbaye laïque jouxte l'église de Lescun²⁰¹ mais il est impossible, dans son état actuel, de discerner si l'édifice comporte ou non des élévations médiévales.

Là s'arrête l'histoire de l'abbaye laïque de Lescun. Je ne peux toutefois pas passer sous silence plusieurs mentions qui introduisent une certaine confusion. En 1587, Corisande d'Andoins est reconnue comme "patronne de la cure" de Lescun et c'est en vertu de son titre "d'abbadesse et patronne de la rectorie de Lescun" qu'est réalisée une mise en possession en 1608²⁰². Un de ses successeurs, Jacques de Laur, présente à la cure en 1653 et ses descendants prêtent respectivement hommage, en 1744 et 1776, pour "la baronnie dudit lieu et pour l'abbaye"²⁰³. Les mots "abbadesse" et "abbaye laïque" ont été employés abusivement à la fin de l'époque moderne, par extrapolation, au vu du seul droit de présentation qui relevait du titre des seigneurs de Lescun. Les dénombrements de ces derniers sont explicites sur ce point : le qualificatif d'abbé laïque n'est jamais employé et les seigneurs de Lescun ne détiennent pas de part de dîme ; ils possèdent en revanche "le chateau de ladite baronnie où est attaché le juspatronat de la cure"²⁰⁴.

186. Cartulaire de Sainte-Christine : Kiviharju 1991, acte n° 13, p. 26.

187. Kiviharju 1991, acte n° 5, p. 20 et acte n° 34, p. 43.

188. Tucoc-Chala 1981, p. 147-148.

189. Cartulaire A d'Ossau : Tucoc-Chala 1970, acte n° 1, p. 39.

190. Cartulaire d'Oloron cité par Marca, II, p. 256-258.

191. ADPA, B 662, f° 31 et sq.

192. ADPA, E 1706, f° 21; E 1799, f° 212, G 345, f° 62 et BNF, Fonds français 8249.

193. ADPA, 1Mi 103 (1622), E 1814, f° 55 r° et f° 201 r° (1623).

194. ADPA, E 1816, f° 327 v° (1631), E 1817, f° 214 (1634).

195. ADPA, E 2041, f° 17 v° (1646).

196. ADPA, C 717, f° 24 r° (1648), E 1822, f° 172 v° (1655), E 1825, f° 502 (1664), B 3971, f° 23 (1666), E 2051 (1667) et B 662, f° 31 et sq. (dénombrement 1674).

197. ADPA, E 2083, f° 255 (1714), C 760, f° 103 v° (1718) et B 4823, f° 41 (1730).

198. ADPA, C 986, f° 24 (1734), B 5766 (1745), B 5595 (1764, 1776 et 1779), B 4760, f° 20 (1775) et B 4763.

199. ADPA, 3E 10972, f° 299 (1759), B 5595 (1773 et 1776), C 1006 (1775) et C 1498 (1776).

200. ADPA, C 805, f° 16 v° (1763 et 1769), B 5595 (1764), C 1006 (1775), C 1498 (1776) et C 822, f° 96 v° (1787).

201. Confronts du dénombrement de 1745 (ADPA, B 5766) : orient, église et cimetière ; occident, murailles appelées le Domecas appartenant au sieur de Laur, baron dudit lieu de Lescun.

202. BNF, Fonds français 8249 et ADPA, G 345, f° 62.

203. ADPA, G 347, f° 29 (1653) et B 5595 (1744 et 1776).

204. ADPA, B 664, f° 225 et sq. (1674) ; même chose dans ADPA, B 5806 (1735).

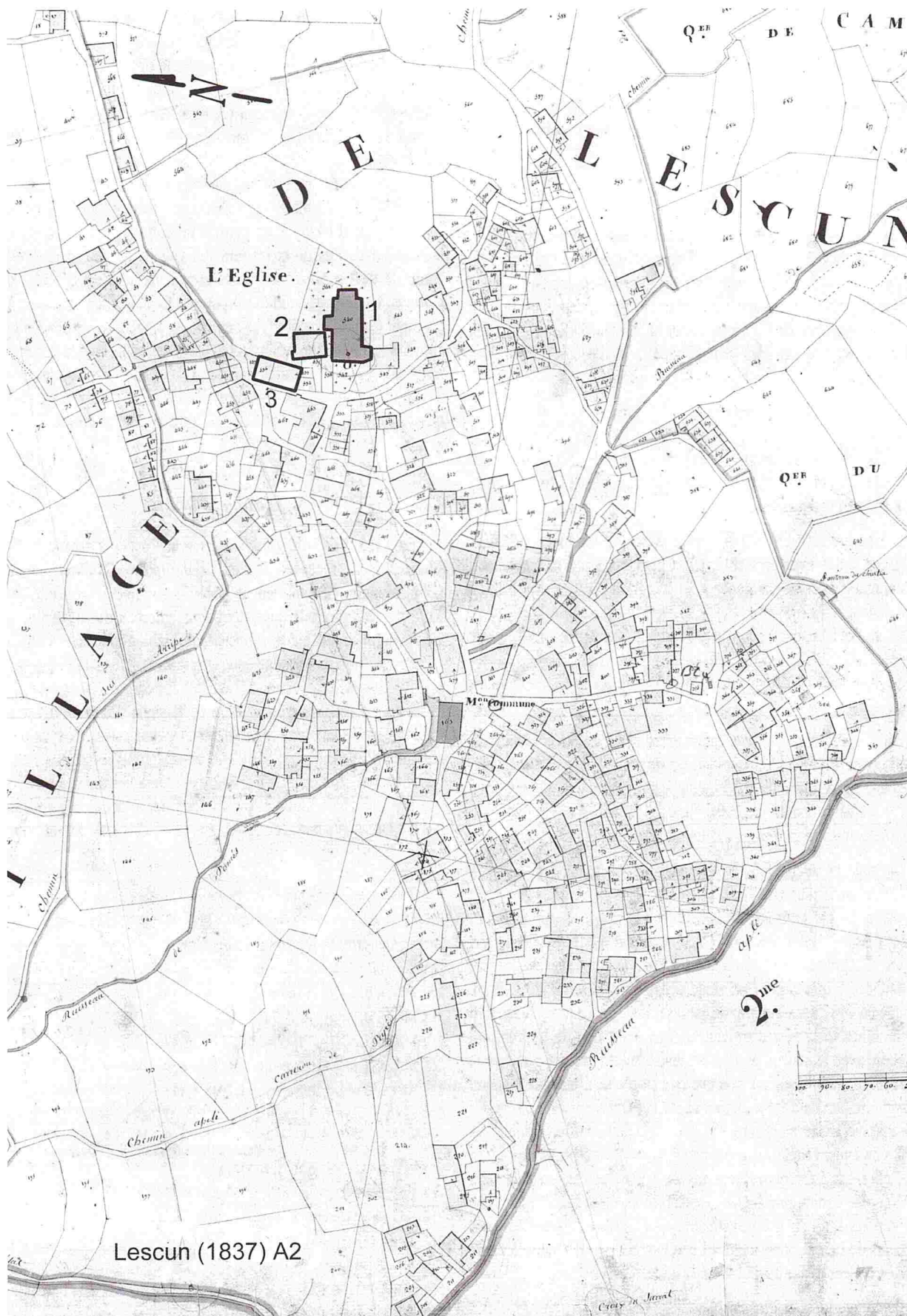


Fig. 17. - Lescun, localisation de l'église (1), de l'abbaye laïque (2) et de la maison seigneuriale (3)
[extrait du cadastre XIXe s.]. Dessin J.-F. Pichonneau.

Les seigneurs de Lescun

Le premier seigneur connu est Loup Dat de Lescun (*Lupus Dato de Lascune*), témoin en 1078, avec Arnaud Guillaume d'Aspe, du testament de Centulle V par lequel celui-ci faisait un don au monastère de San Juan de la Peña²⁰⁵. Ce même personnage est également connu comme étant le fils de Dat Loup d'Aspe et le frère d'Aner Dat et de Guillaume Dat qu'un différend opposa, à la même date, à l'abbé de Saint-Savin en Lavedan²⁰⁶.

Un Arnaud de Lescun est cité vers 1096. On retrouve un personnage du même nom en 1134 comme *alcaide* d'Uncastillo en Aragon²⁰⁷ et c'est certainement lui qui figure à trois reprises dans le cartulaire de Sainte-Christine, en 1146 et en 1160²⁰⁸ et qui est présent lors de l'hommage de Canfranc en 1154²⁰⁹. Un dénommé *Guilem de Lascun* est cité par P. de Marca comme l'une des cautions d'un seigneur qui fait un don à l'évêque de Lescar entre 1115 et 1131²¹⁰.

En 1170, Arnaud de Lescun est le premier, après les évêques d'Oloron et de Lescar, à promettre de faire respecter l'hommage prêté par Marie, vicomtesse de Béarn, à Alphonse II, roi d'Aragon²¹¹. En 1187 enfin, Adam de Lescun est pour sa part témoin de l'hommage de Gaston VII au souverain d'Aragon²¹².

C'est entre 1205 et 1220 que, selon Bernard Chéronnet, la famille de Lescun s'allie avec celle d'Escout. Cet auteur a précisément établi le catalogue de ces seigneurs jusqu'au début du XVI^e siècle. Tout en y renvoyant, il faut rappeler que les Lescun sont, durant la première moitié du XIII^e siècle, encore très impliqués en Aragon en tant que seigneurs de Sádaba avant d'apparaître essentiellement dans les affaires béarnaises et de devenir, au XIV^e siècle, l'une des dix familles baroniales du Béarn.

Au XVI^e siècle, Paul d'Andoins est seigneur et baron d'Andoins et de Lescun. Sa fille, Corisande, hérite de ses biens avant de vendre, entre autres, la baronnie de Lescun à Jean-Bertrand de Salles en 1617²¹³. C'est la famille de Laur qui, quelque temps après, détient la baronnie et la conserve jusqu'à la fin de l'Ancien Régime²¹⁴.

Si, faute de documents, l'on ne voit pas intervenir les seigneurs de Lescun dans leur localité d'origine à l'époque médiévale, il est cependant faux d'affirmer qu'ils "n'avaient pas le moindre fief en vallée d'Aspe". Le recours à la documentation moderne est une fois de plus indispensable qui permet de relever "la noble maison appelée le Domecas" que dame Corisande d'Andoins, baronne de Lescun, possède en 1587 dans la paroisse aspoise. Il s'agit d'un "château bâti de murailles fort épaisses et hautes, situé audit lieu de Lescun, qui confronte avec la maison et place abatialle dudit Lescun (...), avec le temple et rue publique (...), non que tel château soit logeable d'autant de mémoire perdue a été si devant abatu et démolé en sorte qu'il n'en reste que les seules murailles"²¹⁵. De cette demeure inhabitable, les élévations étaient toutefois conservées (excepté une partie de la face est) ; elles ont été reprises, à la fin du XVIII^e siècle, pour en faire une nouvelle habitation²¹⁶. Cette maison forte, qui a fait l'objet d'une publication par ailleurs, est attribuable au XII^e siècle. La demeure des seigneurs de Lescun représente, à l'époque moderne, l'un des derniers vestiges de leur assise territoriale d'origine.

Parce que tous les "censiers anciens des fiefs [et] droits" dus à la baronne de Lescun "ont été perdus ou brûlés dans le château de Bidache", Corisande d'Andoins, comtesse de Guiche et de Louvigny, baronne de Lescun et de la béguerie d'Oloron, demande en 1585 à faire

procéder à la reconnaissance des droits qui lui sont dus. Maître Pierre Laborde, notaire à la cour du sénéchal d'Oloron, est nommé à ces fins et se rend à Lescun pour y interroger les habitants et se faire remettre "les rôles tant anciens que modernes". A l'issue de cette enquête, les jurats et les voisins de Lescun reconnaissent que la baronnie du lieu appartient à Corisande d'Andoins, comme elle appartenait auparavant aux seigneurs et dames de Lescun ; que celle-ci est patronne de la cure ; que des fiefs lui sont dus par les 18 maisons casalières du lieu ; et enfin qu'elle a droit de faire paître 30 bacades "aux terroirs dudit lieu et herms d'iceluy" en vertu d'un contrat passé en 1446 entre le seigneur de Lescun et les jurats et voisins du lieu. Aux dires des habitants de Lescun, "les jurats et voisins auraient consenti audit baron et à ses successeurs qu'il pourrait annuellement mettre et faire herbager (...) 30 bacades (...) ; en échange, le baron de Lescun aurait consenti aux habitants de Lescun le droit de mener leur bestiaux et les faire herbager pendant trois jours et trois nuits en chacun des lieux et terres lui appartenant et qui appartiendraient à ses successeurs"²¹⁷. Les dénombrements de 1674 et 1735 reprennent ces droits.

Cette (comm. de Cette-Eygun) – fig. 18 et 19 L'abbaye laïque

En 1385, l'ostau d'*Abadie darrer* et l'ostau d'*Arnaut d'Abadie [dabant]* sont recensés à Cette. Une pièce fournie lors de la vérification du dénombrement de 1675 permet de constater qu'en 1522 les deux abbés laïques, dont nous ignorons l'identité, figuraient alors pour un archer chacun dans un rôle établi à cette date. Trois noms d'abbés apparaissent ensuite dans les archives – Jean de Lompageu (v. 1574)²¹⁸, Pees de Casabonne (1615)²¹⁹ et Pedro d'Abbadie (1620)²²⁰ – sans que l'on puisse être assuré de laquelle des deux maisons ils étaient respectivement propriétaires²²¹. Cette question n'a, par la suite, plus lieu d'être puisqu'à partir des années 1630 les abbayes laïques de Cette sont aux mains d'une seule et même personne, situation qui perdure jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. D'abord propriété de la famille Domec au cours du XVII^e siècle²²², elles passent par mariage

205. Marca, I, p. 427 et Jaurgain 1898-1902, II, p. 43.

206. Cartulaire de Saint-Savin : Meillon 1920, p. 297.

207. Chéronnet 1978, p. 235 et p. 246, note 56.

208. Cartulaire de Sainte-Christine : Kiviharju 1991, actes n° 48, 49 et 64.

209. Marca, II, p. 170 et Tucoc-Chala 1981, p. 147-148.

210. Marca, II, p. 150.

211. Marca, II, p. 179 et Tucoc-Chala 1981, p. 44.

212. Marca, II, p. 208 et Tucoc-Chala 1981, p. 50 et document 8, p. 151.

213. ADPA, B 664, f° 225 et sq. et E 2032, f° 68.

214. Le Blant 1955, p. 37 ; ADPA, C 727, f° 5 v° (1664), E 2051 (1667), B 664, f° 225 et sq. (1674, dénombrement), E 2063, f° 69 (1687), E 2054 (1694), C 751, f° 7 v° (1707) ; C 772, f° 8 r° (1730), B 5806 (1735, dénombrement), C 737, f° 34 v° (1743, 1744) et B 5595 (1744).

215. BNF, Fonds français 8249, f° 169 et 159.

216. Une porte piétonne, donnant accès à la tour, a été ouverte en 1791.

217. BNF, Fonds français 8249, f° 65.

218. ADPA, C 1098.

219. ADPA, E 1106, f° 26. Pees de Casabonne est également abbé d'Etsaut.

220. ADPA, GG 346, f° 188. Pedro d'Abbadie est «*abbat et conpatrom*».

221. Pedro d'Abbadie était certainement, au vu de son patronyme, en possession de l'abbaye laïque primitive, *Apatie Darré* (cf. ci-après).

222. ADPA, C 712, f° 233 v° (1637), G 347, f° 72 (1655), B 662, f° 181.

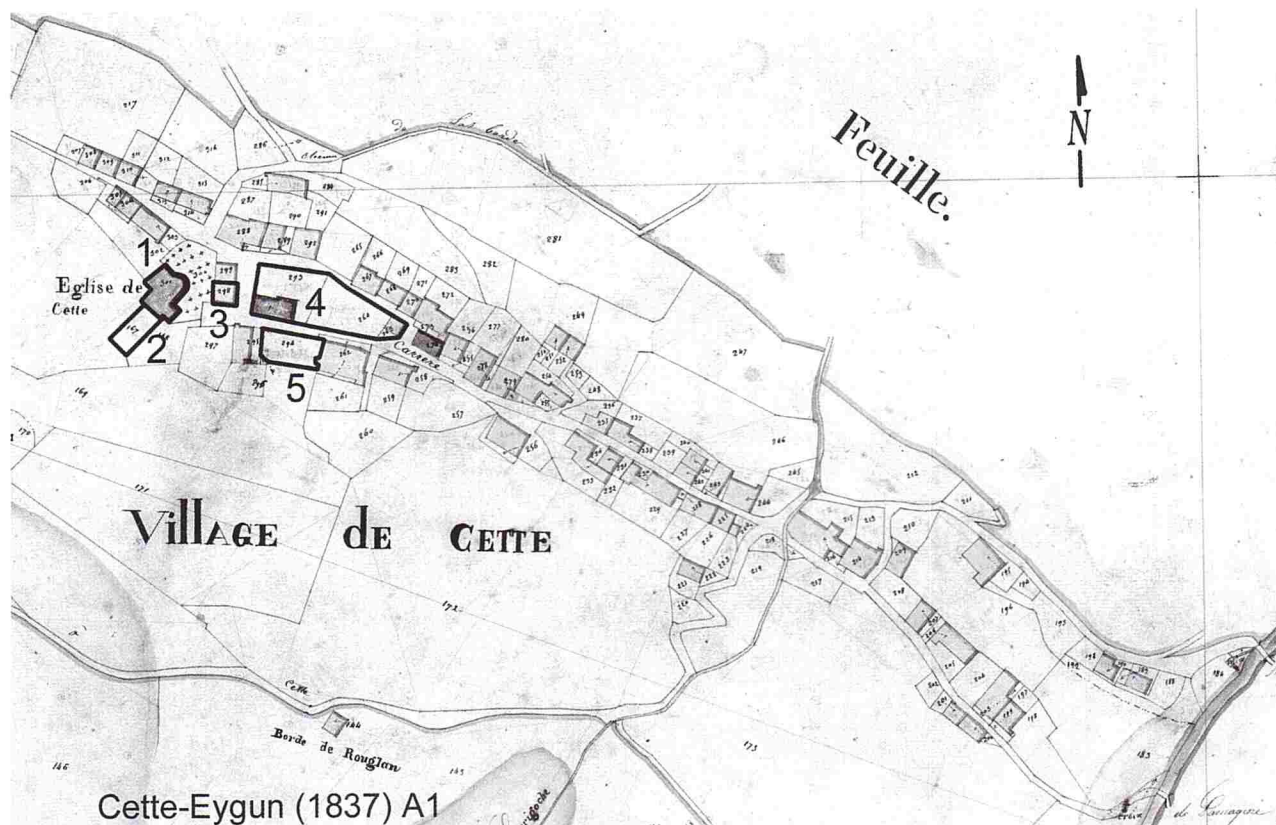


Fig. 18. - Cette, localisation de l'église (1), des abbayes laïques « Apatie Darré » (2) et « Apatie Dabant » (3), de la maison noble « Casamayor » (4) et de sa basse-cour (5) [extrait du cadastre XIXe s.]. Dessin J.-F. Pichonneau.

à celle de Seney²²³ avant d'être vendues, en 1705, à François de Saint-Martin, d'Oloron. Les héritiers de ce dernier les conservent ensuite jusqu'à la fin du XVIIIe siècle²²⁴.

Les qualificatifs *dabant* et *darré* permettent de distinguer ces deux *abadies* et font référence à leur localisation respective par rapport à l'église Saint-Pierre, de part et d'autre de laquelle elles se situent. Si les aveux et dénombrements de l'époque moderne détaillent les confronts de ces *abadies*, il n'est pas aisé, au premier abord, de les localiser à l'aide des documents cadastraux du XIXe siècle, notamment en raison de modifications toponymiques. Il est toutefois possible d'affirmer que la maison cadastrée en 1838 sous le nom de *Pathie* correspond à l'*Apatie dabant* qui, en 1675, confrontait "d'orient, de midi et de septentrion avec rues, d'occident avec cimetière". Cette habitation existe encore de nos jours mais il est impossible de vérifier si le bâti a une origine médiévale ou si, au contraire, cette demeure a été reconstruite à l'époque moderne : les murs crépis empêchent toute lecture de l'appareil.

Il n'en va pas de même pour *Apatie darré* et ce bien qu'elle ait subi de profonds bouleversements²²⁵. De cet édifice à vocation agricole qui jouxte l'église, seule la face sud offre, de nos jours, un intérêt archéologique. Les faces ouest et nord sont pour leur part entièrement crépis et l'on n'y voit aucune ouverture. Par ailleurs, la face est, attenante à l'église, n'est pas visible. L'intérieur est très difficilement observable car les murs sont dissimulés derrière des mangeoires. Il est impossible de restituer le plan originel de ce bâtiment ; tout au plus peut-on dire qu'il a été arasé. La face sud présente plusieurs états de

construction. Le premier, datant de l'époque médiévale, est aisément identifiable : il correspond au côté est de la façade et est bien délimité par une chaîne d'angle. Bien que celle-ci soit invisible en haut et en bas du mur, ce qu'il en reste marque tout de même nettement la transition entre le mur de facture médiévale et celui qui, à l'ouest, a été édifié à l'époque moderne pour agrandir la maison. Ce nouveau corps de bâtiment a été doté d'une porte cochère au rez-de-chaussée et d'une fenêtre à meneau à l'étage. La construction médiévale est quant à elle pourvue d'une simple porte piétonne qui a été obstruée et endommagée au XIXe siècle lors du percement d'une porte cochère (datée de 1872). Le piédroit gauche a disparu mais le linteau est encore en place ainsi que les cinq pierres du piédroit restant. La seule autre

223. ADPA, B 662, f° 181 (1675, dénombrement), C 734, f° 44 v° et 48 v° (1675), EE 2055, f° 335 (1681), C 750, f° 126 r° (1706).

224. ADPA, C 773, f° 116 r° et 163 v° (1731), C 986, f° 24 (1734), B 5780 (1735, 1767, dénombrements), C 764, f° 134 v° (1752), C 1348.

225. Cette maison était en ruines en 1838 et était cadastrée sous le nom de *Coumeigts* (section A, parcelle 167). Son propriétaire, Calixte Labourdive (ou l'un de ses ascendants) avait manifestement acheté, à la fin du XVIIIe ou au début du XIXe siècle, les anciennes possessions nobles afin d'agrandir sa propriété, voisine de celles-ci. Un certain Labourdive était en effet, en 1819, propriétaire des ruines de la maison noble Casamayor (cf. ci-après). En 1792, Labourdive possédait par ailleurs une terre confrontant celle appelée *Coumeigts*. Cette dernière, «pièce de terre labourable» attenante à *Apatie Darré*, était à cette date détenue par le sieur Saint-Martin, ancien abbé laïque de Cette (ADPA, B 2780, avant dernier f°). Si de tous les confronts énoncés en 1675 pour *Apatie Darré*, peu ont pu être localisés, ceux du septentrion (église, maison et jardin Dabansenx – 1838 : section A, parcelle 303 –, rues publiques) permettent de s'assurer que les noms d'*Apatie Darré*, de *Coumeigts* et de *Faurie* (dénomination actuelle), désignent bien le même bâtiment.



Fig. 19. - Cette, vestiges de l'abbaye laïque « Apatie Darré ».
Cliché A. Berdoy.

baie est, au rez-de-chaussée, une meurtrière comportant une ébauche de cintre sur le linteau et un empatement à la base. L'appareil du mur (de plus d'un mètre d'épaisseur) est malheureusement en grande partie masqué par le crépi ; on distingue cependant, au bas de la construction, trois assises de gros galets et de moellons taillés disposés très régulièrement. Force est de se référer aux deux baies médiévales pour proposer une datation. La porte n'est pas sans rappeler une ouverture semblable récemment redécouverte sur la chapelle de Jouers (commune d'Accous) et qui peut être attribuée à l'époque romane. Par ailleurs, la meurtrière est identique à celles observées sur une des deux maisons fortes de Borce, édifice qui n'est pas antérieur au XIII^e siècle. Faute d'éléments supplémentaires, il faut donc, pour le moment, s'en tenir à situer la construction de l'*abadie* de Cette dans une fourchette XIII^e-XIII^e siècle.

L'existence de deux *abadies* à Cette résulte du dédoublement de l'abbaye laïque originelle. Qu'il s'agisse de l'*arciut* dû à l'évêque, de l'archer à fournir lors de la convocation du ban ou de l'entrée aux Etats de Béarn, les différents droits et obligations énumérés dans les aveux et dénombremens relèvent de "l'abbaye de Cette" et non des deux. Certes, Arnaud de Seney se prévalait-il en 1675, du droit d'entrée "pour chascune desdites deux maisons abbatiales" mais lors de sa réception aux Etats il ne s'en vit reconnaître qu'un seul. Quelques années plus tard, en 1706, l'un de ses successeurs ne fut

reçu qu'après avoir "prêté serment d'admettre qu'il n'y [avait] qu'un seul droit d'entrée". Reste à savoir quelle est la plus ancienne de ces deux maisons. Si la superficie des terres dépendantes de chacune d'elles n'est pas significative prise isolément (en 1675, 18 journaux pour *Apatie dabant*, 23 pour *Apatie darré*), d'autres éléments plaident à mon avis en faveur de la prééminence de cette dernière. Les deux moulins que l'abbé de Cette déclare posséder relèvent explicitement de la seule *Apatie darré*. Par ailleurs, la localisation même de cette demeure, accolée à l'église, tend à accréditer l'idée qu'il s'agit là de la première abbaye laïque tandis que l'autre, bien que située à proximité du lieu de culte, n'en demeure pas moins à l'extérieur de l'enclos paroissial.

La maison noble Casamayor

Au début du XII^e siècle, plusieurs membres d'une même famille possédaient des droits sur différentes églises de la vallée dont celle de Cette. Ces droits, hérités de leurs prédécesseurs, furent donnés à Sainte-Christine par un acte daté de 1124²²⁶. Après ce document, il faut faire face à une longue lacune documentaire : le lien vraisemblable existant entre, d'une part, les seigneurs qui disposaient de droits sur l'église de Cette et, d'autre part, ceux qui possédaient à la fin du Moyen Age la maison Casamayor, n'est pas documenté.

226. Kiviharju 1991, acte n° 13, p. 26.

L'ostau de Pe de Casamayor n'est en rien distingué de ceux dénombrés à Cette en 1385²²⁷. Il s'agit pourtant là d'une maison noble dont on retrouve trace en 1538 parmi les biens de Bernard, seigneur d'Agnos et de Bidos. Celui-ci "*thien et pocedeixe cum a senhor susdit en lo loc de Cete en la bal d'Aspa (...) une mayson noble exempte de totes charges ordinaris et extraordinaris, aperade tal mayson de Casamayor, ab sa borde, dus casaus et [?] tot en ung thien*"²²⁸.

Au siècle suivant et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, ce sont les abbés laïques de Cette qui possèdent Casamayor. Cette maison noble disposait d'un droit d'entrée aux Etats de Béarn, d'une pièce de terre labourable et d'un moulin (à rebâtir en 1675, il était dénombré en 1538).

Aujourd'hui disparue, cette demeure a toutefois pu être localisée au cœur du village, de même que sa "basse-cour ou plate-forme" selon les termes employés dans le dénombrement de 1675²²⁹. C'est à l'emplacement "des masures [de cet] ancien château situé près de l'église" – et sans doute avec "les matériaux en pierre brute et de taille" provenant de sa démolition – que fut construit le presbytère vers 1820²³⁰.

Eygun (comm. de Cette-Eygun) – fig. 20 et 21

La maison noble Guilhers

Le village d'Eygun abrite une maison forte qui est l'une des plus remarquables, par son état de conservation, de celles qui subsistent aujourd'hui dans les trois vallées béarnaises. Cette salle, flanquée d'une tour d'angle, peut être attribuée au XIVe siècle.

Paradoxalement, et contrairement aux autres cas étudiés ici, on dispose de bien plus d'informations concernant cette maison au Moyen Age qu'à l'époque moderne. Point en effet dans ce cas d'aveu et dénombrement et aucune mention d'un quelconque *senhor* ou *domenger* d'Eygun au cours des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. La maison forte d'Eygun s'appelait, en 1838, *Guilliers*, et était propriété d'un certain Vincent du même nom²³¹. Bien plus haut dans le temps, en 1385, le dénombrement de la paroisse de Cette fait indirectement apparaître cette maison (qui n'est elle-même pas prise en compte dans le recensement) : il est précisé, à propos d'un ostau localisé par rapport à celui de *La Rome* – "*dessus aqueg*" – "*qui fo diit que es borde de Guilhers*".

Il faut remonter au milieu du XIVe siècle pour trouver mention du propriétaire de la maison noble d'Eygun. Il s'agit de Sans Gassie de Guilhertz qui, en 1344, est l'un des représentants de la vallée d'Aspe lors de l'échange des serments avec Aliénor de Comminges et son fils Gaston III²³². En 1348, ce même *Sans Gassie de Guilhers de Gunh en Aspe* fait valoir auprès de Gaston Fébus ses droits sur P. de Carrere, de Gurmençon, "*soo homi cessau et questau e de cors e de casaladge*", arrêté, alors qu'il était en fuite, par le baile d'Oloron qui prétendait qu'il s'agissait là d'un homme du vicomte²³³. Au XIIIe siècle, l'un de ses prédécesseurs, Amanieu de Guilhers (*Amanieu de Gulhertz*) figure parmi les témoins de l'acte par lequel le vicomte de Béarn nomme, en 1247, les jurats aspois²³⁴.

Un acte du cartulaire de Sainte-Christine, déjà évoqué à propos de Léés, paraît concerner un prédécesseur de ces seigneurs de Guilhers. Le "*don Amaneo*" de l'acte de Ramiro II (produit entre 1104 et 1134) semble pouvoir en effet être rapproché du village de Cette dont il est question dans l'acte d'Alphonse Ier du début du XIIe siècle²³⁵. Et c'est vraisemblablement là la même personne que le dénommé Amanieu d'Aspe (*Amanieu de Aspa*), qui assiste comme l'un "des barons de sa terre" à la confirmation par Gaston IV, à la fin du XIe siècle, d'une donation faite à l'évêque et aux chanoines de Lescar²³⁶.

Etsaut – fig. 22 et 23

L'abbaye laïque

La seule mention médiévale concernant l'abbaye laïque d'Etsaut est celle de l'ostau de Berdolet d'Abadie dénombré dans la paroisse en 1385. En l'état actuel des dépouillements, il faut ensuite attendre le XVIIe siècle pour retrouver trace de deux abbés laïques cette fois, possédant vraisemblablement chacun un quart de dime. En 1615, Pees de Casabone, abbé laïque de Cette et d'Etsaut, fait un don à l'hôpital de Borce²³⁷. Arnaud de Lassalle, de Bedous, capitaine et par ailleurs également abbé laïque d'Aramits vend quant à lui, en 1616, un quart de la dime d'Etsaut à noble Jean de Troussilh, abbé en sa partie d'Etsaut et d'Osse (ce qui laisse supposer que ce dernier avait par ailleurs acquis l'autre quart de dime qu'il possédait de Pees de Casabonne)²³⁸. A compter de cette date en effet, la moitié de la dime d'Etsaut (qui correspond à la part de l'abbé laïque, l'autre moitié appartenant – au XVIIIe siècle – aux Barnabites de Lescar²³⁹) est aux mains de la famille Troussilh et ce, jusqu'à la Révolution. Se succèdent ainsi Jean de Troussilh, déjà cité, Bernard²⁴⁰, Jean²⁴¹, autre Jean²⁴², Pierre, Jean et Bernard²⁴³. Si l'abbé laïque d'Etsaut dénombre, en 1761 et 1776, un moulin où les habitants du lieu sont tenus d'aller moudre leur grain, il s'agit là en fait d'un moulin qui dépendait à l'origine d'une *domenjadure* (cf. ci-après). En réalité, en dehors de la perception de la dime, l'abbé laïque d'Etsaut n'a guère qu'un titre honorifique : il n'a pas droit d'entrée aux Etats de Béarn et ne fait pas aveu du droit de patronage. Il ne revendique que les honneurs et préséance dans l'église et encore est-il débouté sur ce point lors de la vérification d'un dénombrement en 1683 avant, finalement, d'être rétabli dans ce droit.

La maison abbatiale d'Etsaut a disparu avant la fin du XVIIe siècle et ce, probablement depuis longtemps déjà : comme cela a pu être observé à plusieurs reprises par ailleurs, il n'est fait aucune

227. Il faut très certainement voir en la personne de «fray Berdot de Casamayor de Sete» un parent de Pe de Casamayor. Ce Frère Mineur d'Oloron fut désigné comme arbitre par les Aspois en 1389 afin de régler un différend qui les opposait aux Ossalois (Tucoc-Chala 1970, p. 109-110).

228. ADPA, B 824.

229. Correspondance entre les confrants énoncés par Arnaud de Seney dans son dénombrement en 1675 (ADPA, B 662, f° X) et l'état de sections du cadastre de 1838. Pour la maison Casamayor : orient, maison de *Bacqué* (1838 : A, 1) et rue publique ; midi, occident et septentrion avec rues publiques. Pour la basse-cour (place publique du nom de *Casamayou* en 1838 : A, 1, 294), d'orient avec maison et jardin de *Lapaillette* (1838 : id., A, 1, 262, propriét. Michel Cazala Paillette), de midi avec terre noble du dénombrant, d'occident avec maison et jardin de *Ste Croutz* (1838 : id. A, 1, 295), de septentrion avec rue qui est entre la plate-forme et la maison de Casamayor.

230. Arch. comm. en mairie, reg. délib. du conseil municipal (1813-1830), f° 36. Presbytère : 1838, section A, feuille 1, parcelle 293.

231. Cadastre 1838 : section A, feuille 1, parcelle 68.

232. Tucoc-Chala 1976, p. 77-78.

233. ADPA, 3E 805, f° 34 v°.

234. Ourliac, Gilles 1990, p. 536-538.

235. Kiviharju 1991, actes n° 5, p. 20 et n°34, p. 43.

236. Marca, II, p. 62-65.

237. ADPA, E 1106, f° 26.

238. ADPA, B 663, f° 39 et sq.

239. ADPA, B 5789.

240. ADPA, E 1825, f° 675 v°.

241. ADPA, B 663, f° 39.

242. ADPA, C 986, f° 24.

243. ADPA, B 5789.

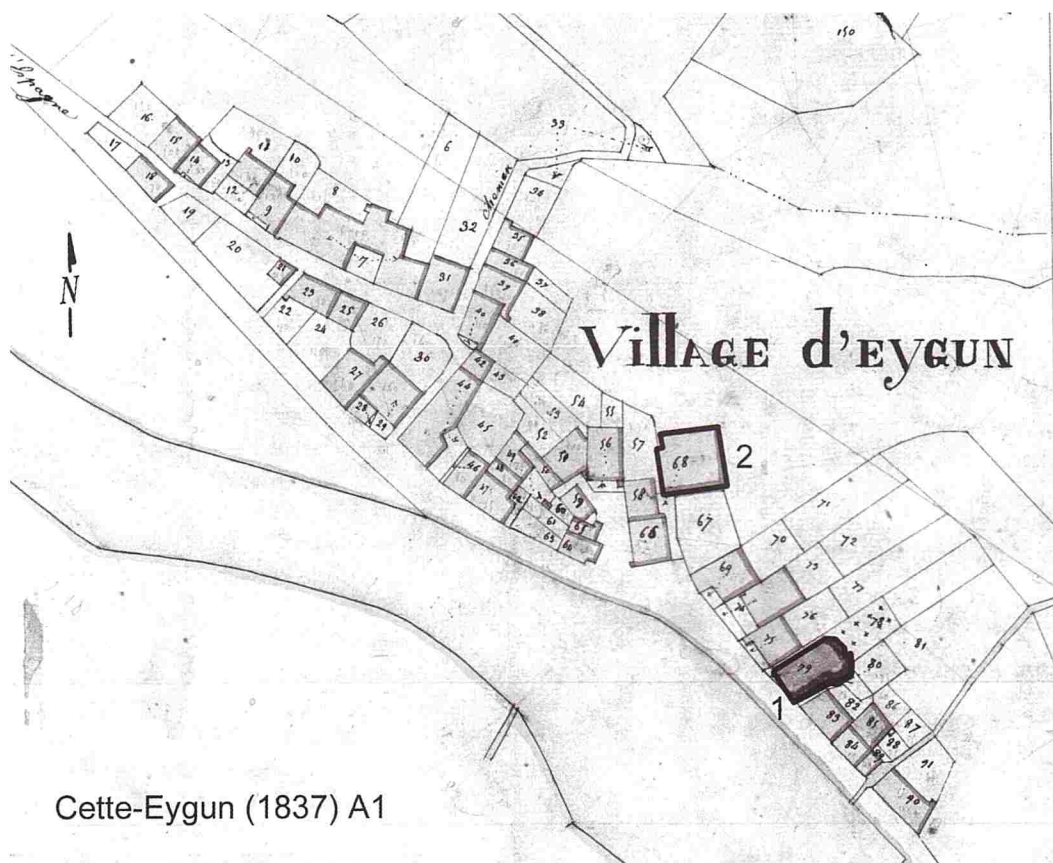
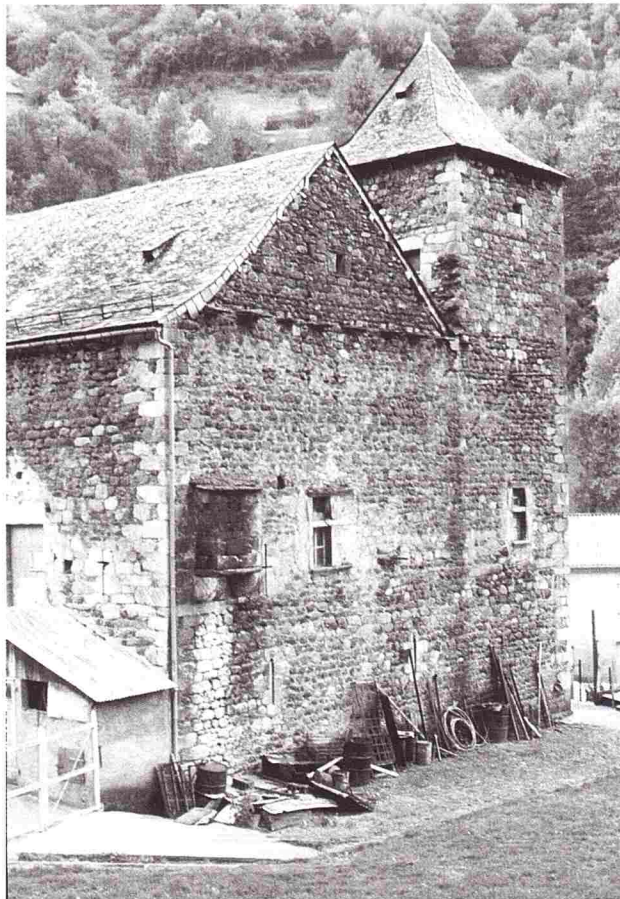


Fig. 20. - Eygun, localisation de l'église (1) et de la maison seigneuriale « Guilhers » (2) [extrait du cadastre XIXe s.] Dessin J.-F. Pichonneau.



mention de “masures” correspondant à l'emplacement de celle-ci dans le plus ancien des dénombrements conservés (1683). A cette époque, et durant tout le XVIIIe siècle, le produit de la dîme est à apporter dans la maison Troussilh d'Etsaut, que jamais cependant les abbés laïques ne prétendent qualifier d'*abadie*. Comme toutes les abbayes laïques cependant, celle d'Etsaut est recherchée à proximité de l'église. On se contentera de noter qu'aussi bien à l'est qu'à l'ouest de celle-ci, le parcellaire tranche avec le reste de l'espace bâti, ce qui donne lieu à deux hypothèses de localisation possible.

La domenjadure d'Arudy

L'existence d'une aristocratie ayant (et ayant eu) des droits sur l'église d'Etsaut est attestée en 1124 lorsque plusieurs membres d'une même famille font don de ceux-ci à Sainte-Christine²⁴⁴.

Après un important vide documentaire, la famille d'Arudy sort de l'ombre, grâce notamment à un dénommé Sanchot d'Arudy. Fils de Margarete, dame d'Arudy (*domine de Rudy*), frère de Garsiol d'Arudy d'Etsaut (*Garsioli d'Arrudi de Saltu*), *Sanxius de Aspa* (ou *Sanchottus de Aspa*, *Sanchotus d'Arrudy d'Aspe*, *Sanctio de Saltu*) est au service du roi d'Angleterre et apparaît à ce titre à plusieurs reprises dans les Rôles

244. Kiviharju 1991, acte n° 13, p. 26.

Fig. 21. - Eygun, la maison seigneuriale « Guilhers ». Cliché A. Berdoy.

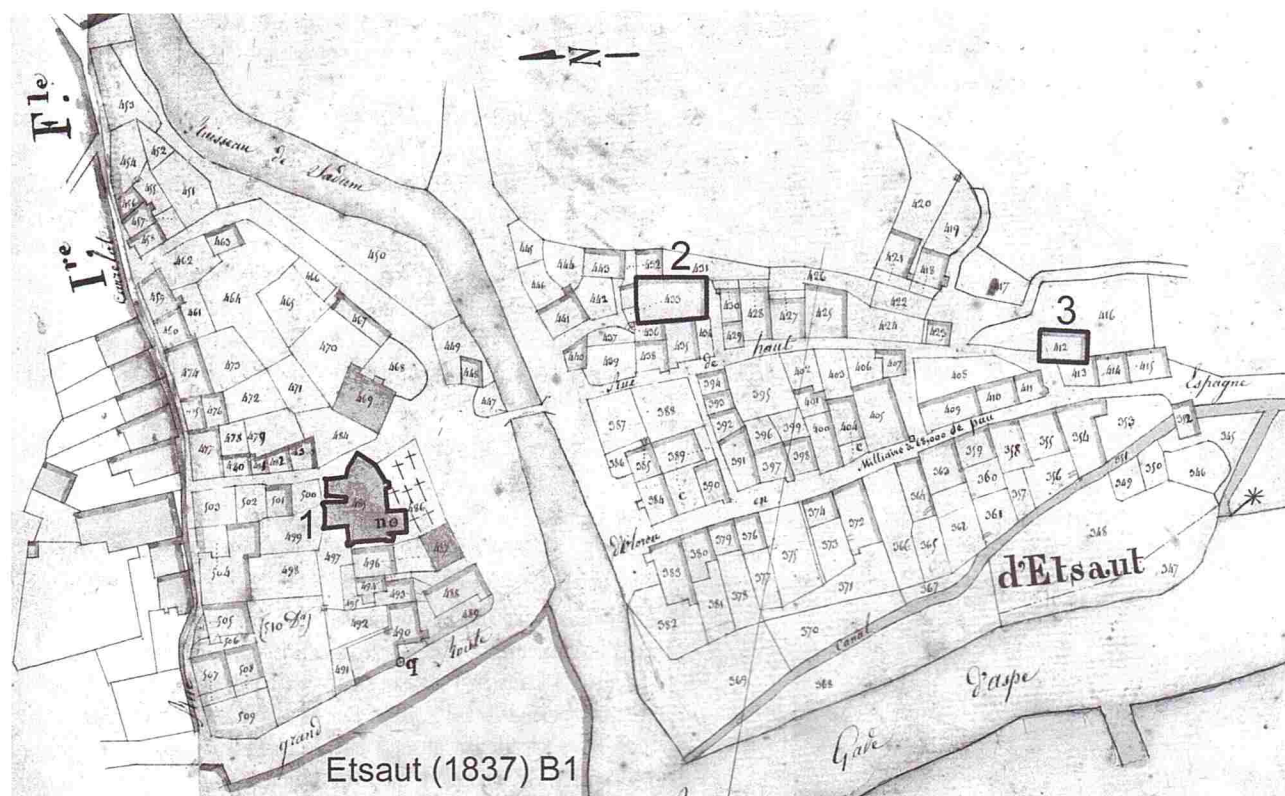


Fig. 22. - Etsaut, localisation de l'église (1), de la domengeadure « Arudy » (2) et de la maison « Pourtau » (3) [extrait du cadastre XIXe s.]. Dessin J.-F. Pichonneau.

gascons, entre 1294 et 1316²⁴⁵. Il se rend à Westminster en 1311 afin de réclamer les arrérages de soldes dus aux Aspois recrutés par sa mère pour la guerre menée par le roi d'Angleterre contre celui de France à la fin du XIIIe siècle. A plusieurs reprises, des gages lui sont payés. Il est en outre autorisé par Edouard Ier à faire pâturer en franchise 500 vaches dans la paroisse landaise d'Escource (1307) puis se voit concéder par Edouard II le gardiennage d'une lande près de Labouheyre, fonction à laquelle est liée la perception d'une rente (1312).

Deux autres personnages, peut-être également membres de cette famille – *Petrus Arnaldi de Saltu* et *Johannes Sanctii de Saltu* – perçoivent, eux aussi, des gages du roi d'Angleterre en 1295 et 1305²⁴⁶.

Dans les années 1344-1346, *Bernat d'Arrudi*, d'Etsaut, est l'un des représentants de la vallée d'Aspe lors de l'échange de serments avec Gaston III²⁴⁷. Son fils (?), *Johan*, apparaît, sans plus de précision, dans l'arbitrage d'un conflit entre Aspois et Ossalois en 1356²⁴⁸ et c'est probablement lui qui, en 1378, s'engage à servir militairement le vicomte de Béarn²⁴⁹. Il faut attendre 1385 pour le voir, enfin, qualifié de *domenger* dans le dénombrement des feux de la vicomté, titre qui n'est, une nouvelle fois, pas spécifié en 1391 lorsqu'il figure, en compagnie de nombreux nobles béarnais dans un rôle des Etats de Béarn²⁵⁰.

La maison d'Arudy passe ensuite à "*Aunos, dame de Cassaver et d'Arudy*" qui, en 1438 et 1439, autorisée par son mari *Pelegrii de Lavedaa*, engage la dime et les biens qu'elle détient à Eysus²⁵¹. Il est précisé dans ces actes qu'elle possède ces biens comme ses prédécesseurs, "*senhors et daunes de Cassaver et d'Arrudi*". Peu de temps après son décès, la maison d'Arudy et ses dépendances – *tot lodiit hostel et proprietat, fons et affar aperat d'Arrudi d'Etsaut am*

totes ses appartiences – sont vendues en 1443 à son cousin, Guilhem de Lane, seigneur de Cassaber²⁵². Je n'ai par la suite pas retrouvé trace de cette maison noble pour laquelle aucun dénombrement n'a été fourni à l'époque moderne.

Le moulin ("*lo molii d'Etsaut*"), qui figure parmi les biens vendus en 1443, est le seul élément quelque peu documenté. Acheté avec le droit de banalité par Jean de Troussilh, cadet d'Etsaut (et parent d'un abbé laïque), il fut légué par un testament, en date du 1^{er} décembre 1746, à Bernard Troussilh, curé d'Aydius. Le neveu de ce dernier, également appelé Bernard Troussilh, abbé laïque d'Etsaut, hérita de ce bien au milieu du XVIIIe siècle, ce qui explique qu'il apparaisse ensuite dans les dénombremens des abbés laïques en 1761 et 1776²⁵³. Ce moulin était, encore en 1837, aux mains de la famille Troussilh²⁵⁴.

245. Bémont 1906, p. CLIX ; RG n° 4929, p. 500 ; RG n° 4956 (12), p. 514, R.G. n° 4970 (9), p. 522. Renouard 1962, RG n° 88, p. 42 ; RG n° 98, p. 44 ; RG n° 591, p. 171 ; RG n° 889-892, p. 244 ; RG n° 909, p. 247 ; RG n° 1195, p. 335-336 ; RG n° 1520, p. 437 ; RG n° 1574, p. 456.

246. Bémont 1906, p. CLIX et RG n° 4950 (3), p. 510.

247. Tucoc-Chala 1976, p. 77-78, 106 et 110.

248. Tucoc-Chala 1970, p. 89.

249. Tucoc-Chala ; Staes 1996, p. 122.

250. Cadier 1888, p. 411.

251. ADPA, E 1767, f° 46 et f° 71 v° (renseignements fournis par Jacques Dumonteil).

252. ADPA, E 1767, f° 117 v°-118 et f° 135-136 (*idem*).

253. Arch. comm. d'Etsaut (en mairie) : reg. délib. coté D 1777, f° 66 et DD21.

254. Etat de sections d'Etsaut (1837) : section B, parcelle 352, «Le Moulin», propriétaire : Marie-Suzanne Troussilh.

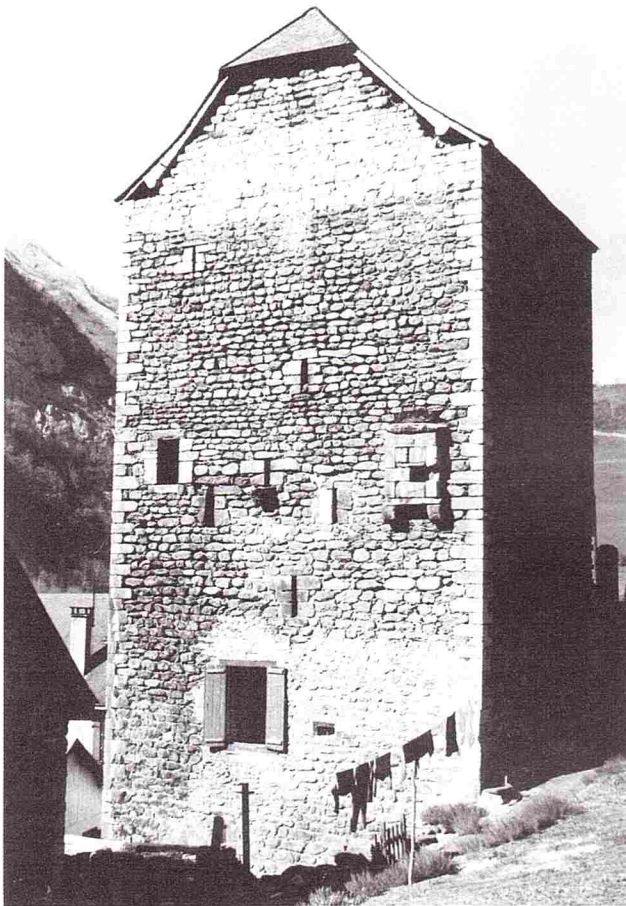


Fig. 23. - Etsaut, la domengeadure « Arudy ».
Cliché A. Berdoy.

L'identification de la *domenjadure* d'Arudy pose *a priori* problème dans la mesure où l'on ne dispose d'aucun élément de localisation. De plus, la restitution de l'habitat se heurte à de trop nombreux changements de noms et modifications du bâti survenus entre l'élaboration d'un terrier en 1789²⁵⁵ et celle du cadastre en 1837 pour qu'il soit possible de localiser de façon suffisamment fiable les maisons dénombrées en 1385. A cette date, trois d'entre elles – dont celle du *domenger* – s'appellent Arudy. Au XIXe siècle, deux ont conservé ce nom, sans cependant que l'une ou l'autre ne présente de nos jours les critères d'un habitat aristocratique. Etsaut abrite en revanche une maison forte étudiée par ailleurs – appelée Passette (du nom de son propriétaire) en 1837 –, maison forte attribuable au XIIIe siècle et qui ne peut que correspondre à la *domenjadure* d'Arudy²⁵⁶.

Celle-ci, dont la tour accolée à une salle domine largement les maisons avoisinantes, est située au débouché d'un passage sur un ruisseau qui divise le village en deux.

Borce – fig. 24 et 25 **L'abbaye laïque**

En 1344, Galhart d'Abadie, de Borce, est l'un des représentants de la vallée d'Aspe présents lors de l'échange des serments avec les vicomtes de Béarn²⁵⁷. Quelques années plus tard, en 1385, deux abbayes laïques sont recensées à Borce : l'*ostau de M. d'Abadie Dessus* et l'*ostau de Mondelo d'Abadie* (sous entendu *Dejuus* ou *Jusan*, appellation employée par ailleurs).

L'histoire de cette abbaye laïque dédoublée est, à ce jour, très lacunaire d'autant qu'aucun dénombrement n'a jamais été présenté au cours de l'époque moderne. Un certain *Peyrot* ou *Pes*, *senhor de l'Abadie Jusan* ou *Abadie Dejus*, est connu par des actes notariés des années 1434 et 1443²⁵⁸. En 1590, Bertrand d'Abadie Jusan achète une terre²⁵⁹ et le notaire qui retient l'acte, Bernard de Salefranque, apparaît également comme abbé de Borce, ce qui le désigne comme propriétaire de l'Abadie Dessus. Jean de Salefranque est ensuite cité dans les archives en 1620 et 1622²⁶⁰. Dans les années 1630, Jean de Casabonne est abbé laïque de Borce, titre peut-être acheté à la famille Salefranque. Il rédige son testament en 1664 et désigne son petit-fils, Jean de Casabonne, comme son héritier²⁶¹. En 1725, c'est Jean de Troussilh qui est abbé de Borce²⁶².

On le voit, l'histoire de l'abbaye laïque dédoublée de Borce est bien lacunaire. Il faut se contenter d'une déclaration du curé du lieu en 1679 pour savoir que « la cure est de la présentation de l'abbé de Borce »²⁶³. Il n'est en revanche fait aucune mention de la dime. On ne sait donc à qui appartenait celle-ci et si elle était ou non divisée.

Concernant les maisons abbatiales, l'absence de dénombrement est heureusement palliée par les données toponymiques. En 1838, une maison *Apathie* était cadastrée qui appartenait alors à Bernard Apathie et correspondait à l'Abadie *Dejuus* ou *Jusan*. La maison *Apatie de Haut* appartenait quant à elle à un dénommé François Arrouzet Chouerry. Cette dernière, qui se trouvait immédiatement au nord-ouest de l'église, a disparu. L'autre *abadie* est en partie conservée : il en subsiste aujourd'hui une tour (restaurée pour en faire l'actuelle mairie) qui, à l'origine, flanquait une salle entrevue à l'occasion de travaux. Cette maison forte, qui a déjà fait l'objet d'une publication, peut être datée du début du XIIIe siècle. Elle se trouve, elle aussi, à proximité de l'église, au sud-est de celle-ci.

Des seigneurs au XIIe siècle

L'acte du cartulaire de Sainte-Christine par lequel le roi d'Aragon s'adresse aux barons aspois a déjà été mentionné. Des trois nobles désignés nommément, il est un « *don Espan.* », autrement dit « *Espanol* ». Or, ce personnage, cité ici entre 1134 et 1136, est connu avant et après ces dates par deux autres actes. Le premier voit *Spajol de Borsa* témoin de la donation du château aragonais d'Ayerbe à l'abbaye de Sauvelade (fondée en 1128), donation faite par Talèse, vicomtesse de Béarn, en compagnie de son fils Centulle (mort en 1134)²⁶⁴. Le second, daté de 1147, désigne en outre ce personnage, témoin du testament de la vicomtesse Talèse, comme le vicaire de celle-ci (*Espaniol uicarius uicecomitis*)²⁶⁵.

255. Arch. comm. (en mairie) : D1777.

256. La «Maison de l'ours», demeure médiévale plus tardive, plus ostentatoire (sculpture d'ours, blason), est peut-être à mettre en relation avec l'un des personnages cités dans les Rôles gascons : sur la façade figure un blason où apparaissent notamment une vache et un léopard...

257. Tucoo-Chala 1976, p. 77-78.

258. ADPA, E 1767, f° 26 et 131 v° (renseignement fourni par Jacques Dumonteil).

259. ADPA, E 1100, f° 11 r° (ou f° 26 r° selon pagination).

260. ADPA, Borce FF2.

261. ADPA, E 1825, f° 683 v° (1637) et f° 536 r° (1664) ; Borce FF2 (1638).

262. ADPA, E 2153.

263. ADPA, B 897.

264. Cartulaire de Sauvelade : Marca, II, p. 130.

265. Cartulaire de Sainte-Christine : Kiviharju 1991, acte n° 51, p. 53-54.

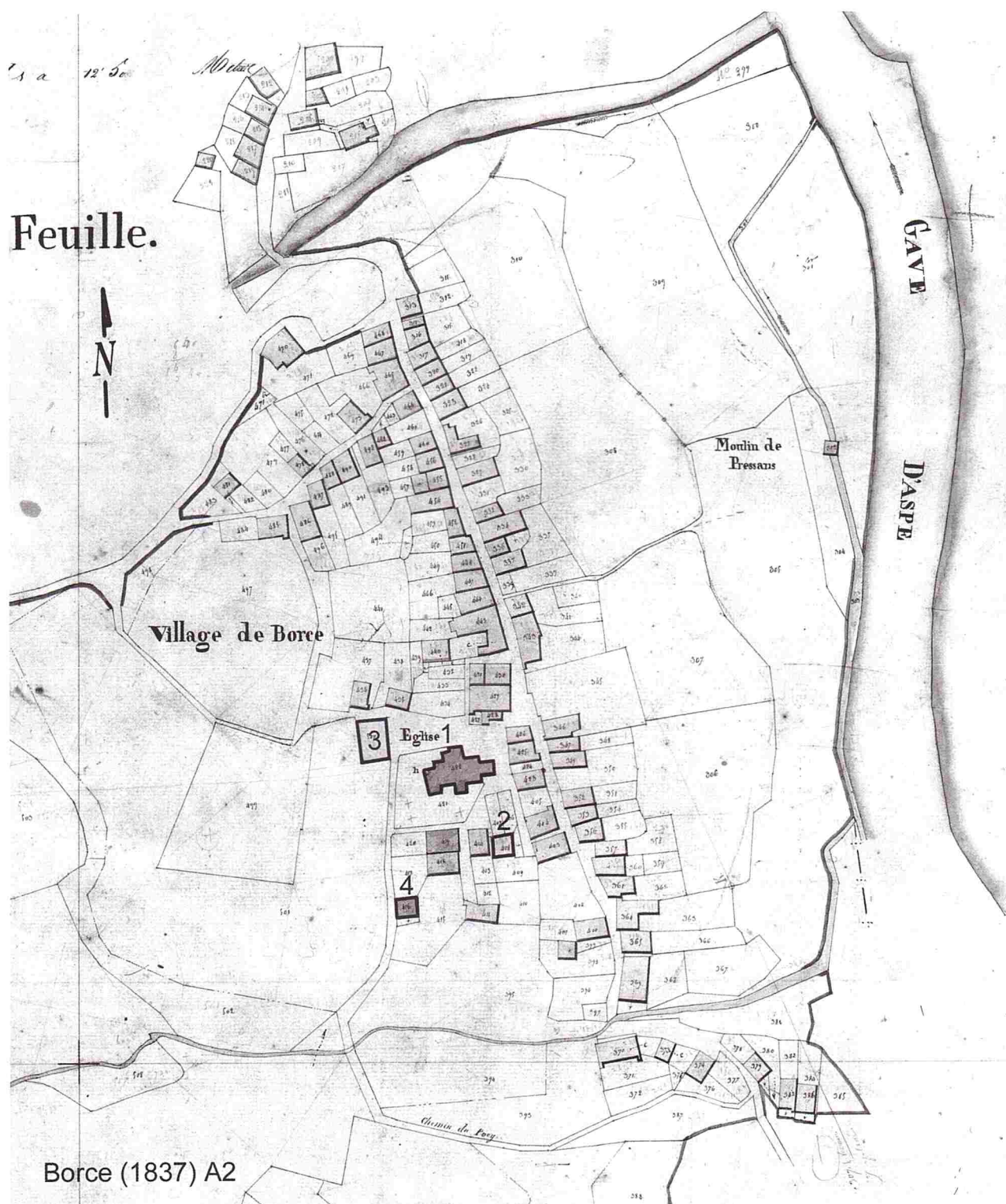


Fig. 24. - Borce, localisation de l'église (1),
des abbayes laïques « Apatie Dejuus » (2)
et « Apatie Dessus » (3)
et de la maison seigneuriale (4)
[extrait du cadastre XIXe s.].
Dessin J.-F. Pichonneau.

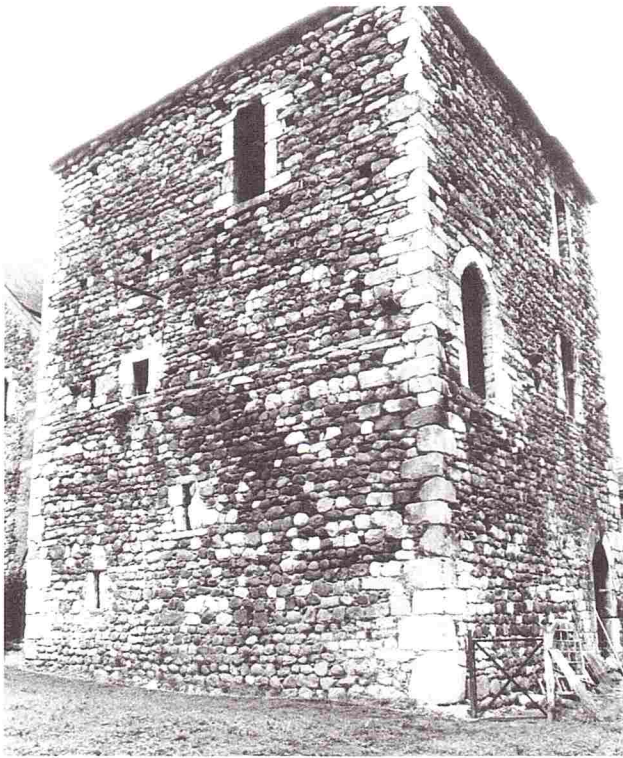


Fig. 25. - Borce, l'abbaye laïque « Apatie Dejuus ». Cliché A. Berdoy.

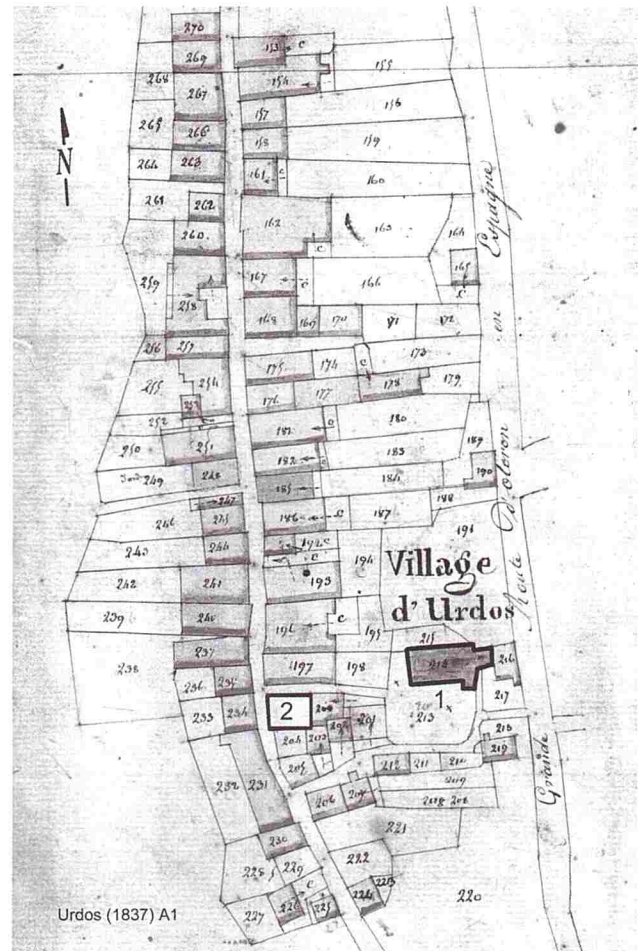


Fig. 26. - Urdos, localisation de l'église (1) et des vestiges de la maison seigneuriale (2) [extrait du cadastre XIXe s.].
Dessin J.-F. Pichonneau.

A la fin du XIIe siècle, un autre seigneur de Borce est connu par les textes : *Sanzol de Borça* est – en compagnie de son fils Garcia – témoin de l'acte d'hommage de Gaston VII, vicomte de Béarn, au roi d'Aragon²⁶⁶. Ce sont là les seules mentions retrouvées à ce jour.

Deux maisons fortes ont été identifiées à Borce. L'une est une abbaye laïque (cf. ci-dessus), l'autre est probablement à mettre en relation avec ces seigneurs. Située à l'extrémité sud du village, le long d'une rue qui constituait probablement l'axe originel du village, cette demeure est attribuable au XIIIe siècle.

Urdos – fig. 26

Des seigneurs dont on sait peu de choses

L'existence de seigneurs ayant des droits sur Urdos est indirectement documentée par un acte du début du XIIe siècle : en 1124, les membres d'une même famille, dont l'origine n'est pas précisée, donnent à Sainte-Christine toutes les rentes ecclésiastiques qui appartenaient à leurs prédécesseurs et qui leur appartiennent dans quatre églises de la vallée dont celle d'Urdos²⁶⁷.

En 1149, *Aranion de Urdos* est témoin d'un d'achat réalisé par le prieur de Sainte-Christine²⁶⁸. Lors de l'hommage de Canfranc

en 1154²⁶⁹, quatre habitants d'Urdos sont présents parmi lesquels figure, au vu de son prénom – Loup Fort –, un personnage qui est certainement le seigneur du lieu.

Après un long hiatus documentaire, l'*ostau de Johanet d'En Gassie* est recensé à Urdos dans le dénombrement de 1385. Il semble qu'il faille comprendre qu'il s'agit là de l'*ostau* d'un certain Johanet appartenant à un dénommé Gassie (la particule *En* le désignant comme noble). L'*ostau* de ce dernier n'est pas dénombré, fait en soi peu étonnant lorsque l'on sait les nombreuses lacunes dont pâtit ce document, notamment en ce qui concerne les demeures de l'aristocratie.

Les vestiges de ce qui était certainement une maison forte – un pan de mur médiéval comportant une meurtrière avec empâtements – ont été reconnus dans la partie sud du village²⁷⁰.

266. Tucó-Chala 1981, p. 151.

267. Kiviharju 1991, acte n° 13, p. 26.

268. Kiviharju 1991, acte n° 53, p. 55-56.

269. Tucó-Chala 1981, p. 147-148.

270. Il ne s'agit pas de la maison cadastrée en 1838 sous le nom d'*Engassie* (parcelle 197), édifice aujourd'hui illisible.

Sources publiées et bibliographie

- Araguas, Ph., Duboÿ-Lahonde C., Lasserre J.-C., Perrin J. (1989) : *Pyrénées-Atlantiques, Vic-Bilh, Morlaàs et Montanerès, inventaire topographique*, Paris.
- Balencie, G. (1887) : " Documents historiques relatifs à l'abbaye de Saint-Pé ", *Annuaire du petit séminaire de Saint-Pé*, 254-302.
- Bardinet, A.-C., Legrand, F.-C., dir. (1999) : *Promenade archéologique, histoire et patrimoine autour d'Oloron*, vol. 1 : à l'ouest des gaves, Pau.
- Barraqué, J.-P. (1999) : *Le Martinet d'Orthez*, Biarritz.
- Barrau-Dihigo, L., Poupardin R., éd. (1905) : *Cartulaire de Saint-Vincent de Lucq*, Pau.
- Bémont, Ch. (1906) : *Rôles gascons*, t. III (1290-1307), Paris.
- Berdoy, A. (2003) : " Maisons fortes des vallées béarnaises (XIIe-XIVe siècles) ", *Aquitania*, 19, 221-252.
- Berdoy, A. (2004) : " Bedous : naissance et évolution d'un village de la vallée d'Aspe (Béarn, Pyrénées-Atlantiques) ", *Habitats et territoires du Sud, Actes du 126^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques (Toulouse, 9-14 avril 2001)*, Paris, 91-113.
- Berthe, M. (1976) : *Le comté de Bigorre, un milieu rural au bas Moyen Age*, Paris.
- Berthe, M., Cursente, B., dir. (2000) : *Villages pyrénéens : morphogenèse d'un habitat de montagne*, Toulouse.
- Bonnassie, P. dir. (2002) : *Fiefs et féodalité dans l'Europe méridionale (Italie, France du Midi, Péninsule Ibérique) du Xe au XIIIe siècle*, Toulouse.
- Cadier, A. (1892) : *Osse, histoire de l'église réformée de la vallée d'Aspe*, Paris-Pau.
- Cadier, L. éd. (1883-1884) : " Cartulaire de Sainte-Foi de Morlaàs ", *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 2^e série, XIII, 289-365.
- Cadier, L. (1888) : *Les Etats de Béarn*, Paris.
- Chopin-Bourguinat, C. (2000) : " Première approche de l'archéologie du canton d'Oloron-Ouest (P.-A.) ", *Archéologie des Pyrénées occidentales et des Landes*, 19, 89-106.
- Chéronnet, B. (1978) : " La charte de peuplement de Herrère (1278) : aux origines de la puissance des Lescun ", *Revue de Pau et du Béarn*, 6, 217-247.
- Chéronnet, B. (1989) : " Nouveaux éléments pour l'histoire d'Arudy et de sa région (XIIIe-XVe s.) ", *Revue de Pau et du Béarn*, 16, 89-110.
- Cursente, B. (1998) : *Des maisons et des hommes*, Toulouse.
- Cursente, B. (2000) : " Le village pyrénéen comme 'village à maisons'. Premières propositions ", dans Berthe, M., Cursente, B. dir. : *Villages pyrénéens : morphogenèse d'un habitat de montagne*, Toulouse, 157-169.
- Cursente, B. (2004) : " Les abbayes laïques dans les pays de l'Adour ", *Annales du Midi*, t. 116, n° 247, 285-305.
- Débax, H. (1999) : *Les sociétés méridionales à l'âge féodal (Espagne, Italie et sud de la France, Xe-XIIIe s.)*, Toulouse.
- Dubarat, V. (1892) : " Observations critiques sur l'Histoire de l'église réformée d'Osse dans la vallée d'Aspe de M. le pasteur A. Cadier ", *Etudes historiques et religieuses du diocèse de Bayonne*, 1, 275.
- Dumonteil, J. (1989) : " Notes de topographie béarnaise : à propos des localités " d'Escot " en Gabarn et de " Lexe " en Aspe citées dans le For d'Oloron ", *Pyrénées*, 158, 185-193.
- Dumonteil, J., Chéronnet, B., éd. (1980) : *Le For d'Oloron*, Pau.
- Duval, M.-V. (1991) : *Monein : une communauté du Béarn au Moyen Age et sous l'Ancien Régime*, Monein-Pau.
- Favreau, R. (1981) : *Corpus des inscriptions de la France médiévale*, 6 : Gers, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Paris.
- Galop, D. (1998) : *La forêt, l'homme et les troupeaux dans les Pyrénées : 6000 ans d'histoire de l'environnement entre Garonne et Méditerranée*, Toulouse.
- Jaurgain, J. de (1898-1902) : *La Vasconie*, Pau.
- Kiviharju, J. (1991) : *Cartulario del hospital de Santa Cristina de Somport*, Helsinki.
- Laliena Corbera, C. (2000) : " *Larga stipendia et optima prædia* : les nobles francos en Aragon au service d'Alphonse le Batailleur ", *Annales du Midi*, t. 112, n° 230, 149-169.
- Larrea, J. J. (1998) : *La Navarre du IV^e au XIII^e siècle. Peuplement et société*, Bruxelles.
- Le Blant, R. (1940) : *Nobiliaire de Béarn*, t. I, Pau.
- Le Blant, R. (1955) : *Nobiliaire de Béarn*, t. II, Dax.
- Leroy, B., J.-P. Barraqué (2002) : *De l'Aquitaine à l'Ebre. Les liens franco-espagnols à l'époque médiévale*, Anglet.
- Marca, P. de (1894) : *Histoire de Béarn*, Pau.
- Meillon, A. (1920) : *Histoire de la vallée de Cauterets (Hautes-Pyrénées), les origines : le cartulaire de l'abbaye de Saint-Savin en Lavedan (v. 975-v. 1180)*, t.1, vol. 1, Cauterets.
- Menjoulet, abbé (1864) : *Chronique du diocèse et du pays d'Oloron*, Oloron.
- Palassou, J.B. (1828) : *Observations pour servir à l'histoire naturelle et civile de la vallée d'Aspe*, Pau.
- Planté, A. (1891) : *Une grande baronnie de Béarn du XIII^e siècle au XVIII^e siècle*, Pau.
- Ourliac, P., Gilles, M. (1990) : *Les fors anciens de Béarn*, Paris.
- Raymond, P. (1872) : *Rôles de l'armée de Gaston-Phæbus, comte de Foix et seigneur de Béarn (1376-1378)*, Bordeaux.
- Raymond, P. (1873) : *Le Béarn sous Gaston Phæbus : dénombrement général des maisons de la vicomté de Béarn en 1385*, Pau.
- Renouard, Y. éd. (1962) : *Rôles gascons*, t. IV (1307-1317), Paris.
- (1694) : *Seguense lous privileges, franqueses et libertats donnats et autreiats aux vesins, manans et habitans de la montaigne et val d'Aspe per lous seignours de Bearn*, Pau.
- [Thierry], (1952) : " La vallée d'Aspe en 1688 ", *Bulletin de la société des sciences, lettres et arts de Pau*, t. XIII, 49-62.
- Trabut-Cussac, J.-P. (1952) : " Itinéraire d'Edouard Ier en France (1286-1289) ", *Bulletin of the Institute of historical research*, XXV, 160-203.
- Tucat, G. (1973) : *Dictionnaire des communautés de Béarn, sénéchaussée de Morlaàs*, Tarbes.
- Tucoc-Chala, P. éd. (1970) : *Cartulaires de la vallée d'Ossau*, Zaragoza.
- Tucoc-Chala, P. éd. (1976) : *Le livre des hommages de Gaston Fébus (1343-1391)*, Zaragoza.
- Tucoc-Chala, P. (1981) : *Gaston Fébus et la souveraineté de Béarn*, Pau.
- Tucoc-Chala, P., Staes, J. (1996) : *Notaire de prince : le registre de Bernard de Luntz, notaire de Béarn sous Gaston Fébus*, Pau.
- Vignau-Lous, J.-B. (1966) : " Les dîmes de Joers en vallée d'Aspe ", *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 4^e série, 1, 127-137.

RÉSIDENCES ARISTOCRATIQUES, RÉSIDENCES DU POUVOIR ENTRE LOIRE ET PYRÉNÉES

X^e - XV^e siècles

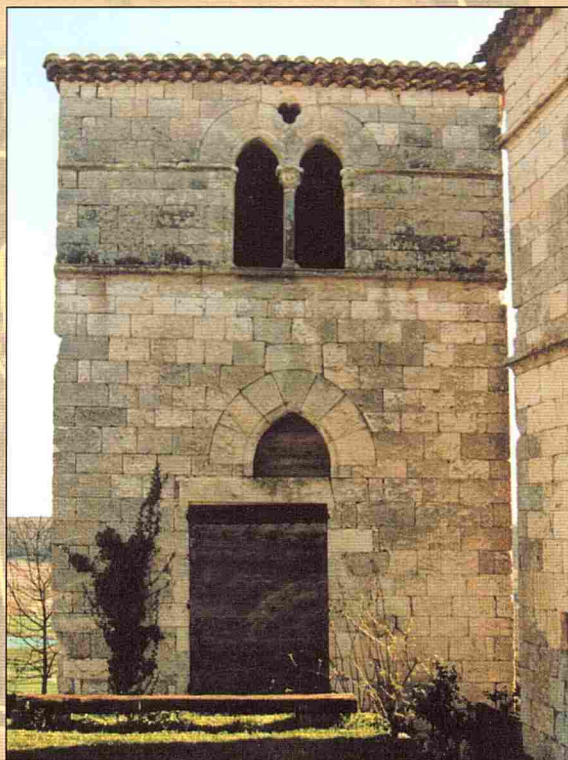
Recherches archéologiques récentes, 1987- 2002

Le château, on le sait bien, est l'un des éléments marquants du paysage médiéval. Depuis l'émergence d'une véritable archéologie médiévale, dans les années 1960, les recherches ont considérablement modifié la perception de cet objet d'étude. On sait combien les mondes castraux sont variables selon les époques et les lieux, des rives de la Méditerranée à celles de la Mer du Nord, des plaines d'Europe centrale aux côtes atlantiques. Dans ce contexte, les évolutions du grand Sud-Ouest (Aquitaine, Limousin, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes) restaient à caractériser.

Depuis le colloque de Limoges, consacré aux sites fortifiés entre Loire et Pyrénées (1987) qui avait permis de dresser un premier état des lieux, l'accumulation de données nouvelles et l'inflexion des questionnements étaient devenues telles qu'un nouveau bilan des recherches s'imposait. En effet, les chantiers de fouilles, les opérations d'archéologie monumentale et les enquêtes extensives ont produit une masse d'informations inédites qu'il fallait faire connaître. Il était nécessaire, aussi, d'amorcer une réflexion collective sur les nouvelles orientations de la recherche et d'en confronter les résultats.

C'est à Pau, les 3, 4 et 5 octobre 2002, que s'est tenu ce nouveau colloque consacré aux résidences de pouvoir. L'ouvrage restitue la teneur des présentations et des débats qui ont eu cours durant trois jours autour du thème de la résidence aristocratique. De fait, les changements d'échelles des contributions, passant des logiques territoriales aux dynamiques de sites, mettent en évidence le foisonnement d'une recherche qui illustre toute la complexité du monde des résidences aristocratiques et de leurs liens avec l'exercice ou l'expression du pouvoir. Les contributions de ce colloque montrent largement combien la recherche dans ce domaine est aujourd'hui produite par des approches transdisciplinaires et décloisonnées, par des logiques de complémentarité des compétences.

Il est sans doute encore prématuré de vouloir caractériser un véritable faciès aquitano-toulousain du phénomène castral mais les 4 bilans régionaux, les 17 communications et les 11 notes d'actualités permettent de mesurer combien le fait castral est un fait historique total qu'il importe de mieux connecter avec l'histoire de la société et des pouvoirs.



45 €



CENTRE D'ARCHÉOLOGIE MÉDIÉVALE DU LANGUEDOC